



ŒUVRES
POLITIQUES
DE M. DE PRADT.

PARIS, IMPRIMERIE DE DECOURCHANT,
RUE D'ERFURTH, N° 1, PRÈS DE L'ABBAYE.

OEUVRES

POLITIQUES

DE M. DE PRADT,

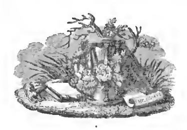
ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES.

INTERVENTION ARMÉE

POUR LA PACIFICATION DE LA GRÈCE.

SYSTÈME PERMANENT

DE L'EUROPE A L'ÉGARD DE LA RUSSIE.



PARIS,

PICHON ET DIDIER, ÉDITEURS,

LIBRAIRES-COMMISSIONNAIRES,

Successeurs de BÉCHET aîné,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 47.

1828

A MONSIEUR LE COMTE

Capo-d'Istria,

PRÉSIDENT

DU GOUVERNEMENT DE LA GRÈCE.

MONSIEUR LE COMTE,

LES vœux de la Grèce, l'estime de grands souverains ont appelé Votre Excellence au premier poste du Gouvernement du lieu d'asile que les puissances européennes veulent assurer à vos infortunés compatriotes : la Grèce vous a appelé comme son généreux défenseur; l'Europe

vous a nommé comme le plus sage des Grecs, et le plus capable de ramener la sagesse parmi eux. Si la Grèce a besoin de l'Europe, à son tour, l'Europe a besoin de la Grèce, mais de la Grèce élevée au niveau des grands états, et non pas rabaissée aux proportions d'un canton de la Suisse.

Depuis le premier éclat de la révolution de la Grèce, je n'ai pas cessé de ramener sous les yeux de l'Europe le plan dont sa nouvelle formation politique a créé pour elle l'indispensable besoin. La voix de Votre Excellence, fortifiée par les nouvelles circonstances, est bien mieux faite que la mienne pour être écoutée; car je n'ai que du zèle, et, de plus, vous avez accès auprès des grands pouvoirs : ils vous prisent, et ils m'ignorent. Que Votre Excellence use des avantage de sa haute position pour faire pénétrer, auprès de ceux dont l'estime lui est acquise à tant de titres, les vives lumières

qui sans doute lui ont déjà montré la place que les besoins mêmes de l'Europe ont marquée à sa patrie! que surtout elle leur fasse bien sentir que ses nouvelles grandeurs seront un patrimoine commun et protecteur pour l'Europe! Aujourd'hui, pour le former, il n'y a plus qu'à le vouloir. A Navarin, tous les obstacles comme tous les motifs de conservation de la Turquie se sont évanouis. Si, aux temps héroïques de votre patrie, la fondation d'une cité ou son affranchissement suffisaient pour marquer un nom du sceau de l'immortalité, à quel degré d'élévation ne sera pas porté celui de l'homme qui aura contribué à faire passer la Grèce entière de l'esclavage turc, de l'effacement politique, à la liberté, à l'indépendance, à l'état d'un peuple gardien pour l'Europe des portes de l'Orient? Telles sont, M. le Comte, les considérations que je viens mettre sous vos yeux: je vous supplie d'y voir une nouvelle preuve de

mon zèle pour le bien de votre patrie, et un hommage pour les hautes qualités de Votre Excellence.

DE PRADT,
Ancien archevêque de Malines,
député du Puy-de-Dôme.

20 novembre 1827.

AVANT-PROPOS.

Voici mon cinquième écrit sur la Grèce : puisse-t-il être le dernier, par une conclusion de cette affaire, telle que la réclament l'humanité, ainsi que la politique de l'Europe! Rarement, dans les affaires humaines, ces deux mobiles se trouvent réunis : par un heureux concours, ils militent ensemble au plus haut degré dans l'affaire de la Grèce. C'est ce qui m'attache à cette belle cause, et ce qui doit me servir d'excuse auprès du public pour mon importunité; car il y a quelque chose de l'importunité dans le rappel assidu de l'attention publique sur un même objet. Il faut se sentir appuyé par une grande importance dans le sujet pour le ramener incessamment sous les yeux du public, et pour y puiser le droit de lui dire : Écoutez, car c'est de vous qu'il s'agit; réfléchissez, car c'est de vos plus grands intérêts que je vous entretiens. A Gertruydenberg, l'abbé de Polignac disait aux Hollandais : *Nous traiterons chez vous*,

de vous et sans vous. Ici je suis autorisé à dire aux Européens, dans tout ce dont je vais traiter, il n'y a rien qui ne soit pour vous. La clôture de la question grecque me retrouve au point où son ouverture m'avait placé; je n'ai ni avancé, ni reculé, ni varié. Dès le premier jour, je dis, 1° intervention au nom de l'humanité; 2° mise à profit de l'occasion pour la formation d'un système européen dans le midi oriental de l'Europe. Dès ce temps, je criai aux directeurs des pouvoirs de l'Europe: Faites écarter de nos yeux un spectacle de barbarie qui les blesse; ils ne supporteraient pas la vue des hécatombes de vils animaux, comment des hommes civilisés soutiendraient-ils l'aspect prolongé des scènes hideuses qui, depuis un long temps, font d'une vaste contrée un théâtre de forfaits que le soleil éclaire à regret, et qui montrent confondus, sur les mêmes bûchers et les mêmes échafauds, tout ce qui dans l'humanité est en possession du respect et de l'attendrissement, la dignité ou l'innocence de l'âge, la faiblesse du sexe, l'empire de la vertu, la sainteté du ministère? Voilà ce que depuis six ans vous laissez étaler devant nous, sans craindre l'effet de la prolongation de ces expositions sanguinaires. Si elles commencent

par la barbarie des bourreaux, elles finissent par l'insensibilité des spectateurs. La multitude se familiarise trop facilement avec la vue des tragédies, et l'on n'a pas remarqué que la morale gagne à ce que l'on voit souffrir par l'humanité. Après avoir payé à l'humanité ce tribut, qui doit précéder tous les autres, car elle est avant tout, continuant de m'adresser aux pouvoirs européens, j'ajoutais : Gardez-vous de réduire, de rabaisser à de minces proportions, à de maigres expédiens, une question qui se présente avec une latitude et un avenir immenses; car la destinée de l'Europe s'y trouve renfermée. Son étoile lui envoie cette bonne fortune; qu'elle ne se montre ni aveugle ni ingrate pour ce don du ciel : il semble lui être offert pour lui donner une porte de sortie dans les embarras de sa nouvelle position. Surtout, continuais-je, point de demi-mesures, point de palliatifs, point de ces transactions suspensives et à courte échéance, au fond desquelles on trouve, à côté d'un allégement d'un moment, une longue suite d'embarras et de maux. Si vous avez à agir, que ce soit donc d'une manière digne de l'Europe, c'est-à-dire avec puissance, grandeur de vues. Ne vous arrêtez pas à la surface des choses, allez

au fond; bâtissez sur des fondemens larges et solides. Une masure est indigne de vous : la main des grands pouvoirs ne doit construire que des monumens. Enfin, après six mortelles années d'attente, une intervention se déclare. Remplit-elle les conditions que l'on désirait? Qui la produit? qui la compose? où tend-elle? comment agira-t-elle? Telles sont les nouvelles faces de la question dont je poursuis la solution depuis six ans, et que je n'abandonnerai qu'à sa conclusion définitive, comme j'ai fait pour celle de l'Amérique; car, dans toutes les deux, il ne s'agit pas de frapper l'air d'un vain son, mais d'attacher l'attention du monde sur des objets qui lui importent beaucoup. C'est une affaire majeure, et non pas seulement un écrit de plus ou de moins. Les vents se joueraient facilement de quelques feuilles légères, mais l'Europe ne se jouera pas également des suites de l'action qu'elle entame : long-temps elle s'en ressentira, suivant les degrés de la justesse qui la dirigera.

La composition de cet écrit me trouve dans une position difficile, et par là même défavorable. L'action se passe au loin; elle dépend d'une volonté capricieuse, telle que sont celles

du despotisme et de la barbarie. Chez tous les deux, les résolutions le plus fermement arrêtées en apparence peuvent être abandonnées avec autant de légèreté qu'elles ont été formées avec défaut de raison. Le despotisme est à la fois insensible comme la pierre et instable comme le sable ; il manque du ciment de la raison : avec lui, on ne peut faire fond sur rien. Ainsi je commence cet écrit, pendant que, du côté du divan, tout annonce une résistance décidée (1). Peut-être la composi-

---

(1) Voyez le manifeste ottoman ; il dit : 1° La réponse que la Sublime Porte a donnée au commencement sera toujours la même, c'est-à-dire celle qu'elle a répétée à la face du monde entier, et qui est, en dernier résultat, sa manière de penser sur les affaires présentes ; 2° quand le ministre d'une puissance amie, à l'époque de son voyage au congrès de Vérone, eût conféré avec le ministre ottoman sur la médiation proposée, la Sublime Porte a déclaré, de la manière la moins équivoque, qu'une telle proposition ne pouvait être écoutée ; elle a répété, chaque fois que le sujet était repris, que des considérations politiques, nationales et religieuses rendaient ce refus indispensable ; 3° la Sublime Porte ne peut jamais écouter de pareilles propositions, et ne renoncera jamais à ses droits ; 4° la Sublime Porte, voyant que, par rapport à cette affaire, il est impossible pour elle de penser à autre chose qu'aux préceptes de sa re-

tion des dernières pages concourra-t-elle avec le relâchement de cette opposition d'abord si fière, et lorsque le cousin du Soleil et de la Lune (1), écoutant de salutaires terreurs, aura daigné con-

ligion et au code de sa législation, elle se croit en droit de déclarer que des considérations religieuses, politiques, nationales et administratives l'empêchent de donner la plus légère approbation aux propositions qui ont été présentées; 5° la Sublime Porte déclare, pour la dernière fois, que tout ce qui vient d'être dit s'accorde entièrement avec les intentions souveraines de *Sa Hautesse*, avec celles de ses ministres, avec celles de tout l'empire ottoman.

(1) Ce sont les titres que prend le Grand-Seigneur, avec beaucoup d'autres également bizarres. En Espagne, en Portugal, on se munit d'une légende de noms patronimiques. Les vaisseaux espagnols sont aussi fort chargés de ces espèces de noms, dont le nombre ne les empêche pas d'être toujours pris par des vaisseaux anglais, qui n'en portent qu'un seul, puisé dans l'ordre profane. Le despotisme oriental a toujours la tête dans les nues, la main dans le sang ou dans la rapine, et ce qu'il a de cœur, dans la fange. Dans ce pays d'absurdité, on s'imagine que les titres couvrent la nudité, comme ce roi qui, à mesure qu'il se sentait défaillir, se couvrait d'habits plus riches, pour compenser l'abattement de ses forces par l'éclat de ses vêtemens.

O vanas hominum mentes! o pectora cœca!

sentir à descendre des hauteurs qu'habite son auguste famille. Ce n'est pas le seul grand chez lequel la peur triomphe de l'orgueil; cela peut se voir ailleurs qu'à Constantinople.

Dans les deux cas probables de la guerre et de la paix, j'ai dû continuer d'écrire, 1° parce que, quelle qu'elle soit, la solution de la question n'ôte rien de leur vérité pratique à quelques parties de cet ouvrage; 2° parce qu'il est bon en soi de mettre sous les yeux de l'Europe une idée juste et éminemment utile pour elle; 3° parce qu'il n'est pas difficile d'apercevoir à l'avance des circonstances qui donneront lieu de faire revivre ce plan, et parce qu'il est à propos de familiariser l'esprit public avec lui. Rien n'est plus propre que cette familiarité à faciliter l'exécution d'un plan déjà connu. Lorsque malheureusement les directeurs des pouvoirs entament mal la route, ou se bornent à vouloir n'en parcourir qu'une partie, c'est à l'esprit public à leur faire redresser et allonger le pas. Accoutumé à écouter, à regarder long-temps avant de parler, quel qu'ait été l'objet que l'on se soit proposé, de quelque manière que l'action se dirige, je ne cherche que la nature des choses, ce qu'elle porte avec elle, en quoi et à quel de-

gré on s'en écarte ou l'on s'en rapproche : toute autre méthode est vaine et vide d'utilité. Je vais donc procéder d'après elle; et s'il arrive que j'aie raisonné en dehors de ce qui pourra être fait, je me flatte du moins d'être resté fidèle à ce qui devait l'être.

DE L'INTERVENTION
ARMÉE POUR LA PACIFICATION
DE LA GRÈCE.

CHAPITRE PREMIER.

Mobile principal de l'intervention.

Il y a loin du langage tenu *à Laybac* à l'aurore de la révolution grecque (1), à une intervention armée en faveur de la Grèce, de la part de ceux mêmes qui alors s'énonçaient avec une si amère réprobation ; il y a loin du repoussement de Vérone à l'envoi de consuls en Grèce; il y a loin des offres de coopération contre la Grèce,

(1) A Laybach, il a été dit : *Le signe révolutionnaire vient d'apparaître du côté de l'orient, et les bouleversemens dont il menace peuvent produire des effets incalculables.*

telles que le divan dit lui en avoir été faites par quelques membres de l'intervention actuelle, à l'emploi d'escadres pour arrêter le cours de la guerre (1); il y a loin de tant de répugnances ouvertes et de tant de contrariétés déguisées, et même d'une neutralité tardive, à la reconnaissance de la Grèce comme état indépendant, et à la garantie de cette indépendance. Qui a pu opérer ce prodigieux changement, et ramener de si loin au point où l'on se trouve aujourd'hui, car on a parcouru la distance d'un pôle à l'autre?

---

(1) Le manifeste ottoman dit : 1° Au commencement de l'intervention, quelques ministres des puissances amies ont offert des secours effectifs pour punir les révoltés; 2° l'ambassadeur d'une puissance amie, à son retour de Vérone, a déclaré clairement et officiellement, en plusieurs circonstances, par ordre de la cour et au nom des autres puissances, que la question grecque était reconnue comme appartenant aux affaires intérieures de la Sublime Porte, et, comme telle, ne pouvait être amenée à une fin que par la Porte elle-même; que, dans la suite, aucune puissance n'y interviendrait, et qu'en cas où une puissance quelconque y interviendrait, alors toutes les autres agiraient d'après les principes du droit des gens; 3° à Akermann, les ministres russes ont déclaré qu'il n'y aurait pas d'intervention.

Quel est l'auteur de ce miracle? La réponse est facile : c'est la civilisation. A elle seule appartient le pouvoir de frapper de tels coups ; elle a vaincu. Dans tout ceci, la diplomatie n'est que son agent, peut-être sans le savoir, comme elle l'a été et l'est souvent sans le vouloir. Mais, loin de s'affliger de sa défaite, que la diplomatie s'en honore, car elle lui a valu une mission d'un ordre bien supérieur à celles qu'elle est accoutumée à remplir. Long-temps, dans cette affaire, la diplomatie a fermé l'oreille aux cris de l'humanité : la civilisation leur a prêté une force qui enfin a obligé de les entendre. Le cri irrésistible de la conscience du genre humain, comme a si bien dit un honorable pair, le comte Laîné, fût resté étouffé ou perdu dans l'ancien isolement des peuples entre eux ; la civilisation, en les rapprochant, les a formés en associations mutuelles, dont les unes sont les garanties des autres, et dont l'ensemble forme un faisceau invincible. Par ces admirables progrès de la civilisation, les sociétés humaines ont acquis une égide impénétrable ; par eux, les grandes difformités sociales qui ont tant affligé les nations, ou qui les ont flétries pour les avoir tolérées, sont devenues impossibles ; les grands sévices

en usage presque général et convenu dans des âges encore voisins des nôtres, élèveraient des réclamations qui y feraient bientôt mettre un terme; et ce qui rend plus précieux cet accroissement de la civilisation, c'est que ce protectorat de l'humanité n'est pas borné à un lieu, mais s'étend à tous les lieux, à tous les peuples, à toutes les misères humaines. C'est la civilisation qui, par l'organe de la philosophie, a poursuivi l'abolition de la traite des nègres; c'est elle qui, il y a cinquante ans, réclamait déjà pour la Grèce ce que l'on fait aujourd'hui pour elle, et de plus, ce que l'on devrait faire, l'expulsion des Turcs de l'Europe. Recherchant partout les grandes plaies de l'humanité, la civilisation a demandé également de fermer les tombeaux où l'Espagne a enseveli la population de l'Amérique, et d'abattre les bûchers que de ses mains cruelles une stupide superstition élève dans l'Inde. Elle a frappé de son courroux et de mort les hommes aussi dépourvus d'esprit que d'entrailles, qui, pendant le cours de leur hideuse domination, ont fait descendre la révolution des hauteurs épurées de la plus saine philosophie dans une fange sanglante. La civilisation, passant partout son niveau, flétrit également, enveloppe dans la même

horreur les massacres *de Scio* et l'attentat de Bemposta, l'échafaud de Riego et le déchirement violent du bandeau royal sur un front qui l'avait long-temps porté. Autant les sociétés modernes sont devenues froides sur ces contestations dans lesquelles se complaisait la vieille diplomatie, contestations qui cependant ont fait le fond presque entier des guerres qui, pendant les dix derniers siècles, ont fait égorger la moitié de la population de l'Europe par l'autre moitié, autant ces mêmes sociétés sont portées à s'émouvoir dans l'intérêt général de l'humanité lorsqu'elle paraît blessée, et bientôt leurs réclamations se changent en reproches et en commandemens. La cause de la différence consiste en ce que, dans le premier cas, il n'y a qu'offense locale et personnelle, au lieu que, dans le second, elle s'étend à tous les lieux et à l'espèce. Les dangers de celle-ci se montrent dans les souffrances de quelques-uns de ses membres; et en réclamant pour eux, on réclame pour l'espèce même dont ils font partie. L'intervention actuelle de l'Europe dans l'affaire de la Grèce est de cet ordre de civilisation; car elle se rapporte tout entière à l'humanité, ce qui la place même au-dessus de celle que l'Angleterre a ac-

cordée à l'Amérique; car celle-ci était mélangée d'intérêts personnels et de droit public, au lieu que l'intervention grecque est pure de tout alliage, et se rapporte exclusivement au protectorat de l'humanité, chose encore sans exemple dans l'histoire de la diplomatie, et qui, dans ce moment, associe l'Europe à la gloire de ce roi qui ne demanda pour prix de sa victoire que l'abolition des sacrifices humains, en usage chez ses ennemis. L'Europe a contemplé froidement des peines atroces infligées à l'humanité; elle a assisté sans réclamations aux vingt-deux mille exécution scommises par l'impitoyable duc d'Albe. On s'est réjoui à Rome de la Saint-Barthélemy; l'affreuse barbarie de Christiern n'a pas éloigné de lui Charles-Quint. On est resté muet à l'aspect des tortures, des bûchers et des supplices de tous genres, par lesquels Marie d'Angleterre et Jacques II ont soutenu leur tyrannie. L'Europe se tut, lorsque le czar Pierre et Charles XII s'entendirent pour la mort affreuse de l'infortuné Patkul. Une femme, descendue du trône, mais croyant vraisemblablement que le droit du glaive la suivait en tout temps et en tous lieux, osa souiller d'un horrible assassinat le palais hospitalier d'un monarque français : ce crime d'un

genre tout nouveau fut à peine remarqué dans le temps; mais dès que les bourreaux ottomans ont lâché la bride à leur indomptable férocité, dès que les flammes qui dévoraient la population et le sol de la Grèce, avec les débris de ses anciennes grandeurs, ont été aperçues de l'Europe, un cri de douleur et d'indignation a cité au tribunal de l'humanité les dépositaires des grands pouvoirs européens, et leur a reproché d'abandonner, avec leur gloire propre, le soin de l'humanité crucifiée en Grèce, à la seule sollicitude d'hommes généreux et sensibles, mais qui épuiseraient vainement leurs facultés, toujours inférieures aux besoins de tout un peuple. La résistance de ces pouvoirs a été longue, mais enfin elle a cédé; la civilisation a triomphé; elle peut mettre au nombre de ses conquêtes l'intervention actuelle, car elle est son ouvrage. Ici, n'accusons personne; jouissons du bien déjà accompli ou promis, et si l'on ne peut retirer du tombeau tant de victimes, acceptons pour consolation qu'on empêchera le reste des Grecs de les y rejoindre.

Ce grand monument érigé à la civilisation doit apprendre à la fois aux peuples et à leurs gouverneurs que la civilisation est l'âme des

sociétés modernes, qu'elles vivent par elle, qu'elle y est et y sera à jamais la source, la règle et la mesure de tout. Sur cette échelle, soit ascendante, soit descendante, se lisent écrits en signes éclatans pour tous les yeux les degrés respectifs de la puissance et de la fortune des nations. Elles reçoivent d'elle la place qu'elles occupent dans toutes les relations sociales. Voyez l'Espagne, hors de la civilisation : à quelle distance des autres nations son absence ne la tient-elle pas? Sans elle, à quoi lui servent son soleil, son sol, ses vastes et riches campagnes, la double ceinture de l'Océan et de la Méditerranée? Bien plus, à quoi même lui servait l'Amérique? Le défaut de civilisation a tout séché, tout stérilisé, tout paralysé chez cette inerte nation : elle a pu perdre l'Amérique avec aussi peu de dommages qu'elle l'avait possédée avec peu de fruits; car la possession sans fruits équivaut à une négation, et le défaut de civilisation, en rendant l'Amérique infructueuse pour l'Espagne, faisait qu'au fond elle la possédait négativement. De son côté, le Portugal, frappé de la même incivilisation, en ressentait les mêmes effets que l'Espagne : il ne montrait pas plus de virilité que sa triste voi-

sine. Énervé au même degré, il ne comptait pas davantage dans les cabinets, dans les camps, sur les mers et sur les places de commerce. Les maîtres du Brésil et de quelques parties de l'Inde, arrêtés dans les mêmes voies d'incivilisation où croupit l'Espagne, ne tiraient pas plus d'avantages de leurs riches possessions, que, de son côté, l'Espagne n'en savait tirer de l'opulent domaine du Mexique et des Philippines. Tournez vos regards vers l'horizon d'une autre civilisation, vers celui qu'occupent l'Angleterre, la France, la Hollande et les États-Unis; donnez à leurs habitans le climat, le territoire et les rivages de l'Espagne, et vous verrez les prodiges se multiplier; et pourquoi? parce que c'est en ces lieux que la civilisation a son trône et son culte. Dites qui, sous toutes les inclémences du ciel et en dépit de toutes les disgrâces de la nature, dans une enceinte bornée, a placé dans la main de l'Angleterre le levier avec lequel un petit peuple relégué aux confins de l'Europe est devenu le régulateur de l'univers? est-ce autre chose que la civilisation? L'Angleterre n'est au premier degré de la puissance et de la richesse entre les nations, que parce qu'elle est arrivée au premier degré de la civilisation.

Elle n'y était pas sous Henri VII, sous Henri VIII, sous Marie, sous Jacques Ier, parce qu'alors elle était encore théologienne et barbare, sans colonies et sans arts, sans liens avec le reste du monde, et sans usage de cet Océan qui l'enceint, la défend et l'enrichit. La France, placée à quelques degrés de civilisation au-dessous de l'Angleterre, marche à sa suite dans l'ordre de la puissance et de l'opulence. Par cette inégalité, elle a dû lui céder ce qu'elle possédait en Amérique et dans l'Inde. L'Angleterre s'y est assise triomphalement sur ses dépouilles; et cependant, par combien d'avantages de climat, d'étendue, de population ne l'emporte-t-elle pas sur sa trop heureuse rivale! Où donc se trouve la cause de cette différence? dans la différence des degrés respectifs de la civilisation des deux peuples. La civilisation s'est établie tout-à-la-fois et tout entière dans l'Amérique du nord : voyez aussi quelle carrière elle a déjà parcourue, et mesurez en idée celle qui l'attend. L'Amérique du sud élève déjà à cette civilisation des autels au pied desquels elle jettera la rouille antique dont l'Espagne l'avait chargée : on la voit occupée à vouer son culte à cette divinité, nouvelle pour elle, dont elle a déjà ressenti les

bienfaits; on verra à quelle distance d'elle, sous l'inspiration de la civilisation, elle laissera son ancienne institutrice; elle embellira et enrichira l'univers, pendant que cette incivile Espagne n'y fait que scandales et qu'embarras. Quand le czar Pierre voulut faire compter la Russie parmi les nations, il déposa la robe asiatique, il revêtit l'uniforme de la civilisation européenne. De sa main de fer, il dompta toutes les répugnances de son peuple, et le fit violemment passer de l'Asie où il se complaisait, dans l'Europe qu'il ignorait. S'il eût gardé les mœurs des Fœdor, des Bazilwitz, la Russie serait à l'Europe à peu près comme le sont la Perse et le Thibet, au lieu qu'à l'aide de la civilisation imposée d'abord, cultivée ensuite, les descendans des fuyards de Narwa, en invoquant Saint-Nicolas (1), sont venus deux fois à Paris, et la ville de Pierre est devenue *la Rome* politique du continent. A l'extrémité opposée, on a vu périr la Pologne par son attachement à un mode d'existence contraire à la civilisation, et parce que

(1) Voyez la prière des Russes à Saint-Nicolas, après la bataille de Narwa, *Histoire de Charles XII et du czar Pierre.*

ses grands et sa pospolite se sont obstinés à ressembler davantage à des kans de Tartares et à des Cosaques, qu'aux peuples civilisés de l'Europe. Ainsi, la civilisation porte à la fois dans ses mains ses récompenses et ses peines.

Si cette puissance de la civilisation éclate du côté de l'intervention dans l'affaire de la Grèce, chose singulière, mais caractéristique dans la question, elle se retrouve également du côté de ceux qui sont les objets directs de cette intervention. 1° La révolution de la Grèce est une révolution de civilisation, car elle a pour principe l'inégalité de la civilisation de la Turquie avec celle de la Grèce; de plus, son but est la création d'un peuple nouveau et civilisé. 2° La Turquie, attaquée par la civilisation, pour se défendre, lui demande à son tour de la protéger, et lui fait des emprunts, mal combinés sans doute, mais qui attestent qu'elle sent le besoin de son assistance. 3° L'Égypte, révélée pour ainsi dire à l'Europe par l'expédition française, n'est pas redevenue cette Égypte sage et savante à laquelle les législateurs des anciens peuples allaient demander des codes, ce n'est pas non plus l'Égypte des Ptolémées, mais aussi n'est-elle plus l'Égypte des Mamelucks seuls; la civi-

lisation fait déjà luire sur elle quelques-uns de ses rayons. L'Égypte se borne encore à lui demander des machines de guerre; mais la civilisation entrera chez elle par la porte de ses arsenaux; elle lui apprendra à les garnir et à les garder. L'Égypte tombera, avec bien d'autres, dans le piége inévitable que la civilisation tend à ceux qui l'invoquent; car, une fois entrés dans ses voies, ils ne peuvent plus en sortir, et sont condamnés, par leur enchaînement, à les parcourir toutes. En Égypte comme ailleurs, la civilisation ne s'arrêtera qu'au point où elle rencontrera la religion, et là commencera un combat dont l'issue n'est pas douteuse.

On entend dire : Par l'intervention, on revient en quelque sorte aux croisades. Heureuse innovation dans la répétition d'un fait ancien! Quand nos pères se précipitaient vers l'Orient, ils obéissaient à la civilisation de leur temps; alors elle était toute dans le culte. Une impulsion générale, provenant de ce mobile uniforme, poussait sur l'Asie des masses sans organisation régulière, sans direction calculée, sans but politique bien entendu; car aller établir un royaume chrétien dans la Palestine, au centre du mahométisme encore brûlant de ses premiers

feux, attaquer des peuples enthousiastes par religion, affermis dans la possession et la domination du sol, égaux en civilisation, supérieurs en organisation et en chefs militaires ou politiques, était une entreprise insensée, et qui ne pouvait aboutir qu'à des désastres. Il s'en faut de beaucoup que les Sarrazins de ce temps fussent des hommes méprisables : le fanatisme leur donnait l'intrépidité, l'habitude des combats, l'habileté. L'Afrique, l'Asie-Mineure étaient devenues leurs conquêtes; leurs arts et leurs sciences tournaient au profit de l'Europe ignorante. L'Espagne recevait d'eux en instruction et en fécondité ce qu'elle perdait en souveraineté : les lieux de leur séjour en Espagne sont encore l'ornement et la richesse de cette contrée. Depuis *Omar* jusqu'à Saladin, ces peuples comptaient une foule de chefs brillans dans les combats ou habiles dans la conduite des affaires. Pris en masse, les Occidentaux ne les valaient pas; ils ne pouvaient donc pas prévaloir contre eux. Quand Saint-Louis allait chercher la captivité en Égypte et la mort à Tunis, à quoi répondait ce sacrifice de son État et celui d'une vie qui lui était précieuse? Il faisait sans calcul ce qui était dans la civilisation de l'épo-

que. Comme la civilisation a changé, comme elle a pris une direction toute humaine, et qu'elle ferait trouver aussi ridicule qu'injuste et cruel d'aller, sous des prétextes religieux, massacrer des peuples qui ne causent pas de dommages, la croisade actuelle ne va plus tuer; loin de là, elle va empêcher de tuer; et si absolument il faut venir à la cruelle nécessité de verser du sang, elle pourra s'approprier les énergiques paroles de Burke : *Quand le sang de l'homme est versé pour racheter l'homme, il est noblement et saintement versé.* Le but de la croisade actuelle n'est pas d'exterminer un peuple, de le chasser brutalement de ses foyers; loin de là encore, elle ne tend, 1° qu'à mettre un terme à des combats aussi cruels qu'inutiles; 2° à élever une barrière entre des populations qui ne peuvent plus se toucher qu'à la pointe de l'épée; 3° à substituer à des violences spoliatrices les dédommagemens indiqués par la justice, pour prix d'une dépossession également nécessaire à la sûreté de ceux qui la subissent et de ceux qui en profitent. Il y a là des beautés que les croisades ne présentaient pas, et qui sont le fruit d'une civilisation qui n'était pas née au temps où ces grands mouvemens eurent lieu.

Les croisés d'alors agissaient à peu près comme avaient fait leurs pères, quand ils fondaient sur l'Europe du fond de leurs antres. L'éducation générale des peuples n'était pas encore commencée; elle date de la fin du 15e siècle; elle s'étend journellement; elle gagne de proche en proche; elle pénètre l'Amérique comme l'Europe : la voilà qui attaque l'Égypte, qui se glisse à Constantinople, qui soulève la Grèce. Elle change *les Pierre l'hermite religieux*, en ministres d'humanité; elle ne montre les armes qui l'ont blessée tant de fois que pour la secourir; elle fait que toute action, toute parole, par les communications qu'elle a établies entre tous les hommes, est faite et proférée à la face du soleil; elle impose, par cette publicité, la nécessité de la vertu; elle ajoute l'absurdité à l'odieux naturel du crime, et elle épure ainsi l'homme en l'éclairant (1). C'est ainsi qu'elle a

---

(1) C'est la civilisation qui a banni le duel, si cher à nos pères, et qui avait résisté à toutes les lois divines et humaines; c'est elle qui a fait disparaître l'ivrognerie, qui leur était habituelle, et mille autres excès brutaux qui formaient le fond des mœurs des anciens jours. Si la statistique criminelle de la France diminue d'année en année, à qui devons-nous cet heureux décroissement?

agi dans cette grande question. Les gouvernemens ont eu beau montrer éloignement, répugnance, hostilité; vaine résistance : la civilisation avait ébranlé les peuples en faveur de la cause grecque. Les chefs des nations ont senti que leur heure était aussi arrivée; que reculer plus long-temps sortait de leurs vrais intérêts, et que l'immobilité au milieu de tant de malheurs pouvait prendre la teinte de l'approbation ou de la connivence. Ils ont cédé, et la civilisation placera leur intervention pour la Grèce parmi ses trophées, comme leurs guerriers pourront y placer les queues de cheval des pachas et les pavillons du sultan. Chacun aura rempli son office et fait son devoir.

à la civilisation, qui, agissant sous mille formes diverses, mais toutes afférentes au même but, adoucit les mœurs, polit les esprits, établit des liens entre les hommes. Les sociétés modernes sont le théâtre et les monumens de sa puissance et de ses bienfaits.

CHAPITRE II.

Formation de l'intervention.

Après avoir exposé les mobiles qui ont présidé à la création de l'alliance médiatrice, disons comment elle a été amenée à se former des membres qui la composent. Pour être bien entendu, ceci a besoin d'être précédé d'un coup d'œil sur la direction politique qui aujourd'hui régit l'Europe.

Cette contrée vit sous une loi amphyctionique : l'indépendance plénière n'y existe plus que pour quatre à cinq plus forts qui dirigent les autres, avec des formes courtoises, il est vrai, mais avec une autorité indéclinable. Cette haute cour s'est formée en 1814, et subsiste depuis cette époque. Chose singulière, et que l'on taxera peut-être de bizarrerie chez celui qui se permet de l'énoncer, les germes de ce nouvel établissement furent jetés dans les premières années de la révolution, alors que les cris de l'émigration appelaient toute l'Europe

aux armes contre les changemens intérieurs survenus en France, et la soumettaient ainsi à son tribunal; alors qu'on invoquait, pour rétablir la morale en France, pour la réparation des injustices, les équitables spoliateurs de la Pologne; alors qu'on plaçait la défense des droits légitimaires sous l'égide des possesseurs exemplaires des souverainetés d'Angleterre et de Russie. Étrange aveuglement des hommes! écueil trop fréquent de la morale! On les voit, dans les instrumens destinés à servir leurs intérêts, ne rechercher que le service qu'ils en attendent, sans s'embarrasser des contradictions dans lesquelles cette recherche les fait tomber. Pendant vingt-cinq ans, les puissances principales se sont opposées à la France sous forme collective. Il était naturel qu'une coalition soutenue si longtemps et si péniblement, aboutît à une dictature en faveur de ceux qui avaient acquis le droit de dire aux autres : C'est nous qui vous avons sauvés; pour obvier à de nouvelles révolutions, nous statuons que nous cédons ceci, que nous gardons cela. Presque tous les princes ainsi rétablis, heureux de leur réintégration, n'avaient pas plus de temps que de moyens pour contester avec leurs restaurateurs. Après

des privations prolongées, on n'est ni bien fort ni bien difficile; on accepte ce que l'on retrouve. A Vienne, la coalition triomphale fit la part à chacun : il semblait voir César distribuer entre ses lieutenans les provinces conquises par cinq siècles de travaux et de victoires. Depuis, un vernis de mysticité fut jeté sur cette dictature, et l'on emprunta à la religion un manteau pour la couvrir. Cette alliance, nominalement sainte, n'a pas tardé à remonter dans les nuages d'où elle était descendue; elle s'y est dissipée, pour ne laisser après elle qu'un régulateur imposé à l'Europe, et pesant sur elle d'un poids irrésistible. Plusieurs choses sont à observer par rapport à la formation de ce pouvoir suprême. Ainsi, la France, qui avait d'abord été l'objet des arrêts de ce tribunal, n'a été admise à en faire partie (1) qu'après avoir accompli une espèce de quarantaine, garant de sa santé morale. D'après ses principes constitutifs, l'Angleterre n'entre qu'à demi dans cette alliance, et pour ainsi dire sous les seuls rapports matériels de la politique; elle reste au dehors dès que l'on arrive aux principes

(1) Au congrès d'Aix-la-Chapelle.

de sociabilité, comme on l'a vu dans l'affaire de l'Espagne et de l'Amérique. La Prusse, inférieure en forces, n'y occupe qu'une place secondaire. Elle avait pris trop de part au combat pour n'être pas de quelque chose dans la victoire; mais sa faiblesse relative avec les autres puissances donne à sa présence dans cette association l'air de la tolérance et de la courtoisie, plutôt qu'elle ne présente un pouvoir effectif et semblable aux autres. Ce tribunal s'est adjugé la haute police de l'Europe : *De minimis non curat prætor.* Aussi abandonne-t-il à chacun, *en droit soi*, la faculté de soigner sur son terrain ses intérêts purement personnels et locaux. Telle est, depuis 1814, la nouvelle organisation politique de l'Europe. On en a vu les effets à Laybach et à Vérone, dans leur application aux affaires de Naples et de l'Espagne. La diète de Francfort est une émanation, une succursale de cette alliance, en permanence par rapport à l'Allemagne. Une troisième occasion d'appliquer les principes de cette alliance s'est présentée avec l'affaire de la Grèce. Il est apparent que l'on serait à la quatrième épreuve, si l'Angleterre ne s'était énergiquement interposée entre l'Amérique et l'Europe. Il faut remarquer que ce

grand pouvoir n'agit jamais en masse : il est même probable que quelqu'un de ses membres, tel que la Prusse, ne sera jamais appelé à agir. On a vu, dans les deux premières circonstances, l'action réglée d'après les localités et sur le voisinage; ainsi l'Autriche fut chargée de l'expédition de Naples, et la France de celle de l'Espagne. Elle gardera long-temps le souvenir de ce que lui a coûté sa députation vers ce pays. Les élémens de ce pouvoir dominateur sont discordans en principes organiques, inégaux en forces, divergens dans leurs intérêts, quelquefois alarmés les uns par les autres. Ici domine le pouvoir absolu; là, à des degrés divers et inégaux, apparaît le régime constitutionnel; plus loin, le voisinage crée des ombrages; ailleurs, l'alliance, apparente au fond, se change en observation inquiète. Telle est la position de l'Autriche à l'égard de la Russie. Tout cela, comme on le voit, est fort singulier, et porte dans son sein tous les inconvéniens attachés aux actions multiples de pensées, d'intérêts et de mains. Ne recherchez pas dans cette fédération la célérité ni l'opportunité : ces précieuses qualités lui sont interdites par la complication même de ses élémens. Qui dit coalition, par là

même dit lenteur. Fugitive par sa nature, comment l'occasion se laisserait-elle saisir par des mains mises en jeu à de grandes distances, et agissant à des heures différentes? Le temps, le moment irréparable se perdent en échanges de notes, en corrections de plans, en interprétations de pensées et de paroles. Les courriers ont beau multiplier et accélérer leurs courses, le temps vole encore plus vite qu'eux. L'occasion devance les plus rapides : haletans, exténués, leur fatigue ne les préserve pas de n'être à son égard que des retardataires. C'est ainsi qu'au début de la révolution, pendant un long cours d'années, on vit les adversaires de la France consumer le temps à s'interroger mutuellement, à s'accorder, quand ils pouvaient en venir à bout, et cela en présence d'un ennemi aussi rapide à concevoir qu'à exécuter, et qui, ne prenant conseil que de lui seul, déconcertait, par la nouveauté de ses plans et par l'impétuosité de l'exécution, tout ce qui avait été péniblement élaboré dans des cabinets discords et lointains, aussi séparés par les vues que par les distances. Rien de bien ne peut naître de ce qui a contre soi le temps, la séparation, la distance et les intérêts. Rompez un

faisceau de flèches, il perd à l'instant la force que lui prêtait son union. La preuve de cette assertion se trouve dans la marche même de l'affaire qui nous occupe. Il serait déplacé de croire que ce soit depuis quelques jours seulement que la diplomatie européenne ait pris en considération l'affaire de la Grèce : on peut croire que l'idée mère de l'intervention, telle que nous la voyons, appartient au ministre trop tôt ravi à l'Angleterre et peut-être au monde entier. L'immense sollicitude dont il était chargé n'absorbait pas ses facultés au point de ne pas lui en laisser de libres pour cette question. Il y a de la place pour tout dans la tête d'un véritable homme d'État. L'époque première de l'intervention date de l'envoi du duc de Wellington à Pétersbourg, en 1826 : là furent jetées les bases de la médiation actuelle. Heureux si l'exécution eût suivi avec la célérité que requérait la nature de la cause! Mais là on était attendu par tous les inconvéniens attachés aux actions qui dépendent de plusieurs têtes et de plusieurs mains. Ce qui avait été entamé dans le premier semestre de 1826 n'a pu être complété que vers la fin de 1827, et pendant ce temps de pourparlers et de préparatifs, Misso-

longhi et l'Acropolis ont dû recevoir de nouveau sur leurs murs indignés les drapeaux des barbares. Un surcroît de misères a fondu sur la Grèce, et quand on a voulu élever une barrière entre l'Égypte et elle, par la fatalité attachée aux coalitions, il s'est trouvé que l'heure était passée. Ici je n'accuse personne; seulement je note les inconvéniens des coalitions. Il est vrai qu'on aurait pu et même qu'on aurait dû s'y prendre plus tôt. Depuis longtemps, cela était demandé avec ardeur; mais puisque cela n'a pas eu lieu, étranger aux causes du retard, je ne puis que faire remarquer ses effets. Ces notions sur l'origine, la nature et la marche inévitable du pouvoir directeur en Europe, sont nécessaires pour bien comprendre les causes du choix des trois puissances qui paraissent sur la scène de la Grèce : elles ne sont pas là par plaisir ou par goût; elles ont marché à l'appel que leur en a adressé la nature même des choses. Ceci n'a pas encore été remarqué, et mérite de l'être.

Quelle est la tendance générale de la diplomatie européenne? Le maintien de la paix. Je l'ai dit dans plusieurs écrits antérieurs, et les faits sont venus à l'appui de cette assertion.

Quel est le moyen du maintien si désiré de cette paix? celui de l'équilibre, ou plutôt du *status quo* établi en Europe par le congrès de Vienne; car l'équilibre réel avec des puissances telles que l'Angleterre et la Russie est une chimère. Un *uti possidetis* général est donc la base du système européen; mais il est dans la nature des révolutions et de la guerre de changer l'état de possession. Ce sont les plus grands *remueurs* d'hommes et de choses; aussi, dès que la révolution grecque apparut, il fut dit à Laybach qu'elle pouvait entraîner des bouleversemens incalculables; aussi l'Autriche, mesurant les effets d'une action quelconque sur la Grèce et sur la Turquie, s'est-elle montrée inconciliable avec toute action de cette nature, et, de son côté, l'*empereur Alexandre*, fermant à la fois l'oreille aux cris de la Grèce et à ceux de son peuple, a, pendant quatre années, tenu quatre-vingt mille hommes, les armes au repos, en attendant que sa descente inattendue au tombeau léguât à son successeur l'héritage d'un empire immense en pouvoir comme en difficultés. Cependant il a fallu agir; le cri de la conscience du genre humain s'était fait entendre. S'il est pénible d'avoir à céder à cette

voix, à la longue, il n'est pas sûr de lui résister. Elle a donc été écoutée. Mais là se représentaient toutes les difficultés inhérentes à l'état politique de l'Europe. Il fallait concilier le maintien de la paix avec le développement d'un appareil guerrier; il fallait le confier à des mains qui n'inspirassent pas d'ombrage. Par qui faire accomplir cette intervention? par les voisins, comme cela a eu lieu pour Naples et pour l'Espagne. Mais les voisins de la Grèce et de la Turquie étaient l'Autriche et la Russie, et c'était là précisément que se montraient à la fois les dangers pour l'ambition, pour l'union et pour la paix. Il a donc fallu chercher ailleurs; et, puisqu'il s'agissait de concilier le maintien de la paix et des propriétés avec la menace de la guerre, il était naturel de ne mettre en scène que des acteurs de force correspondante, mais divers de nature et d'intérêts, et par là même propres à se balancer, et même à réprimer les écarts ambitieux contraires aux conventions, aux intentions qui les auraient dictées et au maintien de l'équilibre. De plus, il fallait emprunter aux distances une garantie contre l'ambition; et si, dans l'affaire de Naples comme dans celle d'Espagne, c'était le rapprochement qui avait dési-

gné le médiateur, dans le cas actuel, c'était à l'éloignement à l'indiquer. Il fallait faire choix de médiateurs à l'abri de soupçons sur les dépouilles de la Turquie. La Prusse, faible, dépendante de la Russie par mille points de contact, n'ayant de route ouverte vers la Turquie que par des terres qui ne lui appartiennent point, par toutes ces raisons, se trouvait exclue et comme *forclose* de l'intervention. D'ailleurs on se proposait de faire agir celle-ci principalement par l'emploi des forces maritimes, et la Prusse en est entièrement dépourvue. L'Autriche n'en est pas mieux fournie. Ne pouvant agir que par terre, son armée aurait dû appaître, ce qui était à éviter; car elle eût été suivie bientôt par l'armée russe. Dans cette position, la Russie étant inévitable, la France et l'Angleterre s'offraient naturellement, car elles possèdent tous les moyens de l'action désirée, et, par leur éloignement de la Turquie, elles présentent toutes les garanties désirables contre des vues ambitieuses. Leurs forces réunies peuvent en imposer à un coopérateur qui laisserait percer des vues ambitieuses. La composition de l'alliance activement intervenante dans l'affaire de la Grèce était donc dans la nature des choses, et,

en s'y conformant, la diplomatie a fait une chose digne d'éloges, et montré un véritable discernement.

CHAPITRE III.

Traité de médiation.

Plusieurs choses sont à considérer dans cet acte :

1°. Les motifs énoncés dans le préambule de la déclaration faite à la Turquie;

2°. Les moyens généraux adoptés par les médiateurs;

3°. La réserve d'une action ultérieure, en cas de refus d'accepter la médiation;

4°. La neutralité à garder entre les combattans, en s'abstenant d'aider l'un contre l'autre;

5°. La renonciation formelle à la poursuite d'aucun avantage privatif de la part des parties intervenantes.

Revenons.

Si nous comprenons bien le sens du préambule du traité, il veut dire : Une guerre de six

ans n'a pas amené de résultat qui ait donné la supériorité à un parti. On n'aperçoit pas davantage la possibilité d'un autre résultat. La guerre n'aura donc pas de terme ni de but. Six années de massacres inutiles, d'actes alternatifs de férocité, sont devenues un spectacle horrible pour l'humanité. La tolérance accordée à leur continuation est inadmissible par l'Europe civilisée. Il faut que ces horreurs prennent fin. Assez de temps a été donné aux combattans pour mesurer leurs forces. Le temps a prouvé qu'égaux en faiblesse, ils ne pouvaient qu'aboutir à s'exterminer sans avoir le moyen de se surmonter. L'expérience est faite et doit servir de règle de jugement pour l'avenir. Un *strages hominum*, en pure perte, est un attentat qui appelle, pour l'empêcher, tout ce que l'humanité possède de moyens. Les sévices que la guerre rend nécessaires trouvent leur excuse dans la probabilité des résultats; mais quand les choses sont venues au point où les combattans ne peuvent plus que se tuer sans pouvoir se vaincre, alors il ne reste plus qu'à séparer des hommes qui s'exterminent sans raison comme sans humanité. Dans la famille humaine, l'inimitié ne peut pas aller jusque là; elle a des bornes

dans la nature comme dans la morale. Il ne s'agit pas d'aider un parti contre l'autre, mais de les empêcher de se porter de nouveaux coups. De plus, les désordres, suites nécessaires de l'état de guerre, affectent dispendieusement les relations commerciales de l'Europe entière. Tout ce qui a un pavillon subit l'impôt qu'exige le soin de le protéger. Cette guerre invite la cupidité à rechercher d'odieux profits dans un brigandage armé, qui s'alimente des pertes du commerce honorable et légitime. Celui-ci ne peut plus rester sous le coup de pareils dommages. Les mers, couvertes d'essaims de corsaires, sont sans sécurité; des milliers de retraites ou d'îlots, dont ces mers sont semées, rendent la surveillance illusoire. Il faut que ce malaise général finisse, que la police se rétablisse sur les voies du commerce, et que le glaive se cache. D'ailleurs la Grèce a imploré notre médiation, son vœu ne doit pas être frustré de son effet. Observons que les puissances médiatrices se sont abstenues de parler de légitimité et de religion; enfin, on a gagné ces deux points. Cette réserve est à la fois judicieuse et avisée, de bon goût et de bon exemple : puisse-t-il être suivi, et puisse-t-on voir à l'avenir les questions

politiques débarrassées du cortége inopportun de la légitimité et de la religion, qu'on a malheureusement trop souvent appelées là où elles n'avaient rien à faire! Les alliés ont bien senti que, surtout dans un système de neutralité, ils ne pouvaient pas plus dire au Grand-Turc : Vous n'êtes pas légitime à l'égard de la Grèce, après l'avoir reconnu comme tel depuis plusieurs centaines d'années, que, d'un autre côté, ils ne pouvaient dire à la Grèce : Vous avez tort de ne pas recevoir et accepter humblement tous les mauvais traitemens de maîtres féroces, et dont la civilisation est immensément inégale avec la vôtre. Dans ce défilé, les médiateurs ont gardé le silence que conseillait la prudence. D'ailleurs, il ne s'agit pas ici d'argumenter, mais de procéder à ce qui doit amener la fin de cette guerre. On ne passe pas si aisément l'éponge sur plusieurs siècles de possession volontaire ou forcée. La moitié des archives de l'Europe renferment-elles d'autres titres? Quelles représailles d'argumens les diplomates de Constantinople n'auraient-ils pas exercées contre les spoliateurs de la Pologne et contre les possesseurs de Venise et de Gênes? En alléguant la religion, on s'exposait à s'entendre dire que, si l'Europe

chrétienne secourait des chrétiens, Ibrahim-Pacha soutenait les Musulmans. On s'est donc tu également sur la Croix et sur le Croissant. Le contraire menait à une guerre de religion, et le temps de celles-ci est passé. La preuve de la justesse du discernement qui a fait omettre la mention de la légitimité et le rappel de la religion se trouve dans le manifeste ottoman (1); car il insiste sur ces deux points. En affirmant sa souveraineté sur la Grèce, le sultan nie formellement qu'il fasse une guerre de religion. Par-là il se montre plus éclairé que ne l'auraient paru les médiateurs, avec des allégations religieuses; et, dans le fait, comment prouver que cette guerre soit, de la part du gouvernement turc, une guerre de religion? Des excès odieux sur les personnes et les choses religieuses, habi-

(1) Ce manifeste n'est pas d'une mauvaise facture. On a dit qu'il était de façon autrichienne: les Turcs n'ont pas besoin de la rhétorique de Vienne; ils ont dans leurs chancelleries des hommes rompus aux affaires, et qui ne le cèdent pas aux écrivains de l'*Observateur autrichien*. Une partie de ces hommes sont des Grecs, élevés dans des écoles où ils se forment à la connaissance des langues et des affaires. Ce sont eux qui forment le fond des chancelleries turques et qui four-

tuels dans les mœurs d'un peuple barbare, ne constituent pas une guerre de religion : on retrouve les mêmes attentats dans les guerres évidemment et purement politiques qu'ils ont soutenues tant de fois. Au lieu de ces rappels épineux, les alliés se sont bornés à réclamer les droits de l'humanité, et à faire valoir le besoin du redressement des torts que supporte le commerce de l'Europe; par là ils ont enlevé à la diplomatie ottomane tous ses avantages, ils l'ont arrachée du terrain qu'elle s'était fait, pour la transporter sur un autre, nouveau et à la fois désavantageux pour elle, sur lequel elle ne peut que rester muette entre l'ignorance et la surprise. En effet,

---

nissent les drogmans et les autres agens subalternes, que la langue et les mœurs des Turcs rendent nécessaires pour traiter les affaires. En général, ces hommes ont de la souplesse dans l'esprit. De tout temps, les Grecs ont été aussi subtils que les *Autrichiens*. Le manifeste renferme un fait curieux et important sur la coopération offerte au sultan par des cours européennes, contre les Grecs. Il est également affirmatif sur la résolution et la promesse des puissances, de ne pas intervenir. Il a fort bien manié les argumens de la légitimité et de l'absence des motifs religieux dans la conduite du divan à l'égard des Grecs.

que répondre à ceux qui disent : Nous vous avons assez long-temps regardés faire pour nous assurer de la supériorité d'un parti sur l'autre ; votre lutte n'a abouti qu'à d'épouvantables massacres, sans terme comme sans but. Nous souffrons de ces collisions qui n'ont ni terme probable ni règles fixes : nous n'attaquons ni n'aidons la Grèce ou la Turquie aux dépens l'une de l'autre ; mais nous venons, au nom de l'humanité, nous placer entre des combattans qu'un aveugle acharnement conduit à une ruine commune ; et, puisque tout contribue à créer entre eux une insurmontable incompatibilité, nous élèverons des barrières qui les empêcheront de se frapper de nouveau ; de plus, nous rendrons aux mers orientales leur sécurité accoutumée? Rien n'est plus humain ni plus raisonnable qu'un pareil langage. C'est à peu près le même que les États-Unis et l'Angleterre, comme s'ils n'avaient eu qu'un même organe, ont tenu dans l'affaire de l'indépendance de l'Amérique espagnole. Pendant que bon nombre d'oisifs en Europe perdaient le temps et leur peine à sous-peser scrupuleusement les droits de l'Espagne, sortant de cette ornière légitimaire si incorrectement tracée, et remontant aux grands et incontestables principes de

la légitimité sociale, les Anglais d'Angleterre et d'Amérique, car c'est le même sang et la même raison, ont dit également : Toute lutte doit avoir un terme; les massacres d'hommes ne prouvent rien. Depuis dix ans, l'Espagne traite l'Amérique à peu près comme le Grand-Turc traite la Grèce, et elle avance dans ses affaires comme le Grand-Turc dans les siennes avec la Grèce. La part au droit légitimaire est faite et épuisée par cette attente : puisqu'il ne peut rien pour lui-même, nous ne lui devons plus rien; car exister sans pouvoir est ne pas exister. Les adversaires de l'Espagne remplissent suffisamment les conditions de la sociabilité admise parmi les hommes : les signes de la durée sont empreints sur le berceau même de ces nouvelles sociétés; nous les reconnaissons comme telles, et cette reconnaissance sociale n'est elle-même que celle d'un fait propre à frapper tous les yeux. Ce que la raison nous indique d'un côté, notre intérêt nous le commande; les dommages de la lutte nous atteignent, et nous nous devons à nous-mêmes d'y mettre un terme. Voyez en quoi ce langage diffère de celui que l'Europe tient aujourd'hui pour la pacification de la Grèce. Dans le temps, ce langage anglo-américain excita

beaucoup d'animadversion; s'il n'eût pas été placé sous la protection de la puissance de deux grands peuples, peut-être en eût-il été demandé compte. Mais, ô force admirable de la raison! il se trouve qu'alors on ne faisait que prendre l'initiative sur ce qui devait être fait par ceux mêmes qui se livraient à ces reproches. Ces principes sont tellement sains, que, si l'Inde ou le Canada venaient à se séparer de l'Angleterre, l'Europe ferait sans reproche à leur égard, ce que l'Angleterre a fait sans craintes pour l'Amérique, ce que les trois puissances font honorablement pour la Grèce. Voici pour le préambule du traité : les motifs et la tendance de l'action sont connus; voyons maintenant comment elle va être dirigée.

Les alliés se présentent comme médiateurs, mais médiateurs ayant reçu leur mission d'eux-mêmes, et décidés à passer outre au refus d'accepter cette médiation. Ceci ressemble à la cause même de la médiation, et est tout neuf comme elle. On ne connaît, dans le droit, que des médiateurs officieux, et les médiations impératives n'étaient pas en usage. Pendant la guerre d'Amérique, en 1778, il se forma bien une neutralité armée; mais on ne dit point à la

France et à l'Angleterre : Séparez-vous, ou nous allons nous mettre entre vous, en tournant nos armes contre celui qui s'obstinera à combattre. On eût répondu à coups de canon à ce langage. A cette époque, on ne songea pas davantage à alléguer les dommages ressentis par le commerce, comme cause suffisante d'intervention, pour exiger comminatoirement la fin des hostilités. On savait que ces dommages sont la suite nécessaire de la sociabilité, lorsqu'elle s'étend à un grand nombre de membres, parmi lesquels il est impossible qu'il ne s'élève pas des contestations : c'est la charge naturelle des sociétés, charge couverte par les avantages dont elles font jouir ceux auxquels elles font ressentir leurs incommodités. L'état social, en raison de sa complication inévitable, porte avec lui des compensations à côté de ses inconvéniens. L'offre de la médiation assigne, 1° un terme pour l'accepter; 2° elle énonce formellement l'inutilité d'un refus d'acceptation; 3° un article secret, mais publié partout, réserve aux alliés la faculté d'arracher par la force ce qui serait refusé à leurs remontrances. Ainsi, c'est un parti pris d'en finir. En dernier lieu, il est stipulé qu'aucun agrandissement territorial, au-

cun avantage commercial, aucune supériorité d'influence politique ne pourra être attribuée privativement à un membre quelconque de l'alliance : comme les intentions et l'action sont communes, les résultats doivent l'être aussi. Cette stipulation sort de la nature même de l'alliance, formée de membres divers d'attributs, mais, ensemble ou séparément, assez puissans pour demander compte à l'ambition qui songerait à se procurer des avantages personnels, et parmi lesquels il en est qui reçoivent de leur géographie, relativement à la Turquie, le commandement du désintéressement. Cette stipulation rassurante a été placée au-devant des ombrages vrais ou faux d'une foule d'hommes prompts aux soupçons, faciles pour les accusations, et mesurant la diplomatie actuelle, qui ne peut vivre que de bonne foi, sur la vieille diplomatie, qui vivait d'équivoques, et qui faisait du monde politique une honteuse et sanglante arène de déceptions. Ces mauvais jours sont passés; de meilleures notions se sont introduites et établies dans les sociétés modernes : la civilisation a épuré la diplomatie; elle l'a purgée des vices grossiers qui la déshonoraient. Jadis, en diplomatie comme en finances, l'art

consistait à tromper; aujourd'hui, par la civilisation, pour avoir crédit dans les cabinets et sur les places publiques de l'Europe, l'*art* consiste à n'en avoir pas : un seul grain de bonne foi y obtient plus de valeur que toutes les jongleries scientifiques des temps passés; aussi n'était-il pas nécessaire de lire le traité pour être assuré que cette garantie de désintéressement dût s'y trouver ; elle y était inscrite par le seul fait de l'alliance (1).

---

(1) On a écrit sur cela d'étranges choses des deux côtés de la Manche. Les journalistes anglais se sont évertués à porter l'alarme sur les projets de la Russie. Le *Moniteur* a fort bien répondu à ces allégations : Eh quoi! est-ce que nous sommes encore au temps où les Kannits, les Hertzberg, les Thugut, les Lucchersini passaient le temps à faire de la diplomatie une espèce de partie d'*échecs*, occupés qu'ils ont été à se souffler mutuellement quelques pions? Alors tout l'art d'un Prussien était de bien haïr un Autrichien, *et vice versâ*. Quand on avait bien appris cela, on se croyait dispensé d'apprendre autre chose. La civilisation a banni les haines nationales, et ce n'est plus que parmi quelques hommes fidèles à une vieille haine et à une éducation d'un autre temps, que l'on retrouve cette manie de ne pouvoir parler de la Russie et de l'Angleterre sans l'accompagnement obligé de quelques soupçons ou de quelques injures.

CHAPITRE IV.

Partie politique du traité par rapport à la Grèce.

L'INTERVENTION ou médiation impérative, telle qu'elle a lieu dans l'affaire de la Grèce, étant une mesure d'un genre tout neuf, a créé le besoin de mesures correspondantes. Ainsi, les médiateurs, se tenant avec soin en dehors des questions du droit légitimaire, n'ont pas été dire au sultan : Vous êtes l'usurpateur de la Grèce, ou bien son souverain légitime; vous régnez à des titres que nous ne reconnaissons pas, ou dont nous admettons l'autorité; mais, quoi qu'il en soit du titre de possession, nous exigeons que vous y renonciez. Ce langage était dur; aussi lui en a-t-on substitué un autre plus mitigé. On dit donc au sultan (1) : Votre pos-

(1) *Traité de pacification de la Grèce.*

ART. 1er. Les hautes parties contractantes offriront à la Porte ottomane leur médiation, dans le but de mé-

session n'est plus ni entière ni assurée; le pouvoir d'y rentrer ne paraît pas certain de votre

---

nager une réconciliation entre cette puissance et les Grecs.

L'offre de cette médiation sera faite à la Porte ottomane, aussitôt après la notification du traité, au moyen d'une déclaration signée par les plénipotentiaires des cours alliées à Constantinople; et en même temps, il sera fait aux deux parties belligérantes la demande d'une suspension d'armes immédiate, comme condition préliminaire et indispensable pour l'ouverture des négociations.

ART. 2. L'arrangement à proposer à la Porte ottomane reposera sur les bases suivantes : Les Grecs relèveront du sultan comme d'un seigneur suzerain; et, en conséquence de cette suprématie, ils paieront un tribut annuel dont le montant sera fixé, une fois pour toutes, d'un commun accord. Ils seront gouvernés par des autorités qu'ils choisiront et nommeront eux-mêmes, mais sur la nomination desquelles la Porte aura une action déterminée.

Afin d'établir une séparation complète entre les individus des deux nations, et pour empêcher les collisions, inévitables conséquences d'une si longue querelle, les Grecs entreront en possession des propriétés situées sur le continent ou dans les îles de la Grèce, sous la condition d'indemniser les propriétaires actuels ou par le paiement d'une somme annuelle ajoutée au tribut

côté; eh bien, pendant que la cause est encore pendante et peut encore tourner contre vous,

---

qui doit être payé à la Porte, ou par tout autre arrangement de la même nature.

Art. 3. Les détails de cet arrangement, aussi bien que les limites du territoire sur le continent, et la désignation des îles de l'Archipel auxquelles cet arrangement doit s'appliquer, auront lieu par des négociations ultérieures entre les hautes puissances et les deux parties belligérantes.

Art. 4. Les puissances contractantes s'engagent à poursuivre l'œuvre salutaire de la pacification de la Grèce, d'après les principes posés dans les articles précédens, et de fournir sans le moindre délai, à leurs représentans à Constantinople, les instructions nécessaires pour l'exécution du traité maintenant signé.

Art. 5. Les puissances contractantes ne chercheront, dans ces arrangemens, ni une augmentation de territoire, ni l'établissement d'une influence exclusive, ni d'autres avantages commerciaux pour leurs sujets, que ceux que toute autre nation pourrait obtenir également.

Art. 6. Les arrangemens de réconciliation et de paix qui seront définitivement convenus entre les parties en contestation, seront garantis par celles des puissances signataires qui jugeront utile ou possible pour elles de contracter une telle obligation. La nature de cette ga-

pactisons : sacrifiez un tout incertain pour sa partie certaine. Il n'est pas du tout sûr que vos

---

rantie sera l'objet de stipulations subséquentes entre les hautes puissances.

Art. 7. Le traité actuel sera ratifié, et les ratifications échangées dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, si cela est possible.

En foi de quoi, les signataires respectifs l'ont signé et scellé du sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 6 juillet 1827.

Article additionnel et secret.

Dans le cas où la Porte ottomane n'accepterait pas dans l'espace d'un mois, la médiation proposée, les hautes parties contractantes conviennent de prendre les mesures suivantes :

1°. Il sera déclaré à la Porte, par leurs représentans respectifs à Constantinople, que les inconvéniens et les maux indiqués dans le traité, comme inséparables de l'état des choses en Orient, pendant les six dernières années, état auquel la Porte ne paraît pas avoir les moyens de porter remède, imposent aux hautes parties contractantes l'obligation de prendre sans délai des mesures pour se rapprocher des Grecs.

Il est entendu que ce rapprochement sera effectué en établissant avec les Grecs des relations commerciales, en leur envoyant et en recevant d'eux des agens consu-

anciens sujets le redeviennent; il vous en coûtera beaucoup pour les ramener sous le joug :

---

laires aussi long-temps qu'il existera parmi eux des autorités en état de maintenir de telles relations.

2°. Si, dans l'espace d'un mois, la Porte n'accepte pas l'armistice proposé dans le 1er article du traité public, ou si les Grecs le refusent de leur côté, les hautes parties contractantes déclareront à celle des parties belligérantes qui voudra continuer les hostilités, ou à toutes les deux, si cela devient nécessaire, que lesdites hautes parties contractantes ont l'intention de prendre tous les moyens que les circonstances indiqueront comme convenables pour obtenir l'effet immédiat de l'armistice, en empêchant, autant qu'il leur sera possible, toute collision entre ces parties belligérantes ; et, à cet effet, immédiatement après la déclaration susdite, les hautes parties contractantes emploieront conjointement tous les moyens en leur pouvoir pour atteindre le but de ladite déclaration, sans cependant prendre une part quelconque aux hostilités entre les deux parties en contestation.

En conséquence, les hautes puissances contractantes, immédiatement après la signature de cet article additionnel et secret, transmettront aux amiraux commandant leurs escadres dans les mers du Levant, des instructions conformes aux prévisions de cet article.

3°. Finalement, si ces mesures ne suffisent pas pour engager la Porte ottomane à adopter les propositions des

échangez cette litigieuse et précaire propriété contre une autre paisible, quoique d'un ordre moins relevé. Ce ne sont pas les titres qui profitent au possesseur, mais les réalités dont les noms sont les indications et les images. Vous étiez souverain de la Grèce, vous en serez le seigneur suzerain; c'est ainsi que vous existez à l'autre extrémité de votre empire (2). Vous comman-

---

hautes parties contractantes, ou si, de l'autre côté, les Grecs renoncent aux conditions stipulées en leur faveur par le traité de ce jour, les hautes parties contractantes continueront à poursuivre l'ouvrage de la pacification, d'après les principes convenus entre elles; et, en conséquence, elles autorisent leurs représentans, à Londres, à discuter et déterminer les mesures ultérieures qu'il deviendra nécessaire de prendre.

Le présent article additionnel et secret aura la même force et valeur qu'il aurait s'il était inséré dans le traité d'aujourd'hui. Il sera ratifié, et les ratifications seront échangées en même temps que celles dudit traité; en foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 6 juillet, l'année de grâce 1827.

(2) En Moldavie, en Valachie et en Servie. Il en était de même en Crimée, avant sa conquête par la Russie.

uiez a des sujets, vous recevrez les tributs de feudataires : si vous perdez en élévation, vous gagnez en sécurité; et la sécurité de ce nouvel état servira de compensation au déchet de vos titres. D'un autre côté, les causes sans nombre d'incompatibilités qui existent entre les Turcs et les Grecs, ayant élevé entre eux des barrières insurmontables, il a fallu aussi pourvoir à une séparation indispensable. Le sentiment d'humanité qui a dicté la médiation eût manqué son but sans cette précaution : en effet, aperçoit-on un moyen quelconque de faire cohabiter paisiblement ensemble deux populations si différentes, ou plutôt si opposées de mœurs, de langage, de culte, premier mobile de tout des deux côtés; si inégales en civilisation, et, pardessus tout, si envenimées l'une contre l'autre par le ressentiment des sévices mutuels; si exposées à des défiances réciproques, soit d'éprouver de nouvelles attaques, soit de subir de nouvelles vexations? Les Turcs ne seront-ils pas fondés à redouter des vengeances de la part des Grecs, et les Grecs à craindre les exactions des Turcs? Où peut se trouver la sécurité et la paix dans une position aussi menaçante? les Grecs n'ont-ils pas devant les yeux le sort des

Moldaves et des Valaques? pourront-ils oublier et Scio et Ipsara, et ce qu'ils éprouvèrent pour avoir coopéré avec les Russes et le comte Orloff, en 1770? Le Turc est féroce par nature; il ne sait que tuer et dépouiller; il se joue de la vie pour jouir des dépouilles. Toutes les considérations politiques, qui ailleurs tempèrent l'action vengeresse de l'autorité et retiennent son bras, sont nulles pour les Turcs; elles n'existent point pour cette race d'hommes, comme pour les Orientaux et les Africains. Détruire les villes, saccager les campagnes, immoler la population, dessécher les sources de la richesse et de la force de l'État, tous ces maux ne coûtent pas un moment de réflexion aux Turcs : cela est dans leurs mœurs, et comme dans leur sang. Ils sont de la famille de ces Tartares qui ont fait un désert de la Haute-Asie. Les Turcs n'ont guère mieux traité l'Asie-Mineure, la Syrie, l'Égypte, l'empire grec d'Europe, enfin tout ce qu'ils ont touché : la dévastation semble être au nombre des élémens de la vie de ces peuples. Que me font les Grecs? a dit le sultan; c'est la Grèce qui m'importe. Voilà tout le secret de la politique turque, divulgué par celui-là même qui doit le savoir le

mieux. Pourvu que ces barbares possèdent le sol, cela suffit : s'il est nu, tant pis, ils ne songent pas à l'améliorer; s'il est couvert de fruits, tant mieux, ils les consomment, sans s'embarrasser ni d'où ils viennent ni combien ils dureront. Les Turcs considèrent également tous les chrétiens comme leurs ennemis, et la croisade actuelle n'est pas propre à les faire revenir de cette persuasion. Un orgueil stupide leur fait mettre une distance immense entre un musulman fidèle croyant et un infidèle de chrétien. On sait quelles épithètes leur grossièreté attache habituellement à ce nom; mais, parmi les objets de leur haine commune, les Grecs sont ceux pour lesquels ils affectent le plus de mépris. Dans un de ses derniers firmans, relatif à des objets de police, le sultan recommande aux Grecs de ne jamais oublier *leur misérable condition*. Après une insurrection exécutée en corps de nation, au nom si nouveau pour des oreilles turques (1), d'humanité et de sociabilité, les Turcs ne peuvent pas plus accorder à l'avenir de confiance à

(1) Le manifeste ottoman traite d'une manière dérisoire le nom de *liberté*. Le Grand-Turc dit que ces propositions sont absurdes.

la fidélité des Grecs, que, de leur côté, les Grecs ne peuvent concevoir de sécurité sur les dispositions des Turcs à leur égard : trop de haines séparent deux populations formées de maîtres impitoyables et de sujets suspects, comme l'est tout homme qui a tenté de rompre sa chaîne. Aucune société ne peut s'établir ou se maintenir à pareil titre : on ferait plutôt vivre ensemble les nègres et les colons de Saint-Domingue; car les nègres sont incomparablement plus près et plus susceptibles de la civilisation que ne le sont les Turcs. La séparation entre des élémens irréconciliables était donc indispensable : la médiation a dû l'exiger. Elle a donc proposé, 1° que les Grecs fussent cantonnés dans une partie déterminée de la Grèce; 2° de dédommager la partie évincée. C'est agir à l'égard des individus comme on propose de le faire à l'égard du souverain, auquel on assigne une compensation pécuniaire et une influence politique sur quelque partie du gouvernement de la Grèce. On a dit à celui-ci : Votre souveraineté sera changée en suzeraineté accompagnée d'un tribut. On dit à ceux-là : Vous recevrez une indemnité pour le sol que vous cédez et sur lequel vous ne pouvez plus habiter avec sécurité et tranquillité.

La pensée est humaine, judicieuse; elle satisfait à la justice, en n'employant pas la voie cruelle du dépouillement; elle transporte dans la politique le principe du droit qui, dans l'ordre civil, fait précéder par une juste indemnité la dépossession pour cause d'utilité publique. L'exécution de cette mesure donnera ouverture à un spectacle bien neuf, celui d'un peuple émigrant pour cause d'incompatibilité avec ses cohabitans, emportant la représentation de sa fortune pour aller la replacer au milieu de ceux avec lesquels il a des affinités qui sont la base de la société et les garans d'une cohabitation paisible. Les Hébreux sortirent d'Égypte les mains garnies des dépouilles de ses habitans; ce peuple n'a jamais manqué à la prévoyance: les Turcs sortiront de la Grèce sans ses dépouilles, mais aussi sans y laisser les leurs. Louis XIV avait élevé des *fourches caudines* sous lesquelles ses sujets protestans devaient passer entre l'abjuration de leur foi, la perte de la fortune et la mort. Ici, rien de pareil n'aura lieu, parce que la grande protectrice des droits de tous, la civilisation, ne comporte plus de pareils attentats : le Turc devra céder la place, il est vrai, mais il en recevra le prix. Cela sa-

tisfait à tout, à la justice comme à la nécessité; et si quelque chose est à accuser, c'est elle seule.

La Morée et quelques îles de l'Archipel doivent former la nouvelle demeure des Grecs. Après avoir secoué le joug des Turcs, mais ne l'avoir pas brisé tout entier, on ne pouvait ni le rétablir ni l'effacer en totalité; il a fallu recourir à un expédient conciliateur, et on l'a trouvé dans l'attribution de la propriété aux Grecs et dans la suzeraineté au Grand-Turc. Celui-ci doit conserver une influence déterminée sur une partie quelconque du gouvernement grec. D'après cette nouvelle formation, les Grecs, cantonnés en Morée, formeraient un peuple libre et indépendant, auprès duquel les médiateurs donneraient l'exemple de placer des agens.

Voilà le plan que les puissances médiatrices ont conçu pour pacifier la Grèce : cet exposé suffit pour en donner une idée. Nous allons rechercher ses effets pour la Grèce en particulier, et pour la politique de l'Europe en général, après avoir exposé le plan d'opération des alliés.

CHAPITRE V.

Plan d'opération des alliés.

Que se proposent les médiateurs? 1° séparer les combattans; 2° faire accepter l'arrangement d'après lequel une portion du territoire grec passerait de l'état de sujétion à l'égard des Turcs, à celui de vassalité, et serait évacuée par les propriétaires actuels; 3° de forcer l'acceptation de ces conditions, en établissant un blocus maritime. Ainsi, la séparation des combattans serait suivie de celle des habitans. Voyons si ce blocus est de nature à obtenir son but. Quel est son effet? La guerre se fait à la fois par terre et par mer : le blocus est étranger au premier genre d'opérations; sa nature est d'empêcher les combats sur mer, et les transports, soit de troupes, soit d'approvisionnemens. Il peut aussi paralyser toutes les opérations projetées contre les parties insulaires de la Grèce; il peut, de plus, faire garder prison à toute la marine ottomane et égyptienne. Ainsi,

l'apparition des escadres alliées devant Navarins a fait évanouir les plans formés contre Haydra, et confiner dans ce port les forces maritimes de Mahmoud et d'Ali-Pacha. Le blocus renferme tous ces moyens, mais son efficacité s'arrête là; il ne peut pas empêcher l'armée d'Ibrahim de compléter la dévastation du Péloponèse, en le parcourant dans tous les sens avec ses anciennes et ses nouvelles troupes. Le blocus empêchera-t-il les populations auxquelles les sommités ou le creux des montagnes prêtent un asile sauvage, de succomber sous les atteintes du fer ou sous celles de la famine? Que ne font pas craindre pour cet affreux dénouement les publications du généreux ami des Grecs, M. Eynard? L'accès de l'enveloppe de la Grèce sera interdit par mer, il est vrai; mais quel en sera le résultat? pas autre que d'allonger le chemin pour les troupes et les courriers qui viennent de Constantinople et de l'Asie. Le chemin par mer était plus court et plus commode; mais ses nouvelles incommodités n'empêcheront pourtant pas qu'il ne soit fait : il n'y aura que perte de temps. Ce blocus ressemble à celui d'une ville assiégée seulement d'un côté. Avec quoi le sultan poursuit-il la guerre contre

les Grecs ? Qui a pris Missolonghi et l'Acropolis ? les soldats formés à la nouvelle école de Constantinople, les levées de la Romélie et les bandes capitulées en Albanie. Que fera le blocus contre ces forces, sans cesse renouvelées ? Les alliés resteront les maîtres de la mer ; car il est bien évident que les flottes turques ne se hasarderont pas contre celles d'Angleterre, de France et de Russie. Tout ce qui peut leur arriver de plus favorable, est que la saison écartant les croisières des alliés, permette à la flotte égyptienne de regagner ses ports, et aux vaisseaux turcs de rentrer dans les leurs ou d'effectuer quelque débarquement partiel d'hommes ou de munitions ; car ils ne peuvent rien au-delà : mais si les escadres captives s'avisent de changer leurs équipages en troupes actives, qu'aura gagné la Grèce au blocus ? un plus grand nombre d'ennemis à combattre, et d'ennemis animés d'un redoublement de fureur ; car on ne peut douter que l'orgueil et l'intérêt des Turcs ne souffrent beaucoup de la contrariété qu'ils éprouvent par la survenance d'une intervention menaçante et puissante, et que la soif de la vengeance ne les porte à un redoublement d'efforts. Ibrahim rugit comme un jeune lion arrêté dans des filets ; il pourra ren-

forcer ses bandes par tout ce qu'il retirera de ses vaisseaux ; il n'en sera que plus formidable pour les Grecs. Dans cette occasion, les armes, les élémens diffèrent entre les combattans : ils ne peuvent se joindre ; c'est le combat de l'aigle et du lion. De cette singulière position, il ne peut résulter qu'une guerre négative, mêlée de déclarations et de démonstrations menaçantes, mais sans effet. D'ailleurs, qu'est une action armée, telle que celle des alliés, dans laquelle une partie déclare ne vouloir la guerre qu'en tel cas, sous telle forme et jusqu'à certain point ; et l'autre partie entend bien l'étendre à tout ce que comporte l'état de guerre ordinaire ? Une pareille manière de procéder rappelle celle de Pilnitz, en 1791. Dans ce temps, les alliés disaient aussi : Si telle chose arrive, *alors et dans ce cas.* Quand ce cas fut arrivé, d'autres réserves furent apposées, soit à la nature, soit aux moyens de la guerre, tandis que, de l'autre côté, on ne mettait pas plus de bornes aux moyens d'attaque qu'à ceux de défense. On sait quel a été pour les deux partis le résultat de la ligne de conduite que chacun avait adoptée. Dans le cas actuel, qu'arrivera-t-il si le sultan dit aux alliés : Battez la mer tant que cela vous plaira ;

mon ennemi n'est pas là; c'est sur le continent qu'il habite; aussi est-ce là que je vais le chercher. Quand il aura cessé d'exister, nous verrons à quoi aboutiront vos blocus et vos médiations; et si l'action réelle s'accorde avec les paroles, ne sera-t-on pas fondé à dire que le rôle du bon sens s'est trouvé du côté du Grand-Turc? En effet, que se propose-t-on? de sauver les restes infortunés de la population grecque. Mais les moyens pris pour cela la mettent-ils à l'abri des coups que dans sa rage le sultan peut lui porter de nouveau? Une médiation aussi excentrique est très propre à lui valoir le coup de grâce. Quand la ruine de la Grèce sera consommée, le divan ne sera-t-il pas autorisé à dire aux médiateurs : Prétendez-vous ressusciter les morts? Vous vouliez cantonner les Grecs dans une portion de mon territoire, eh bien! il n'y a plus de Grecs. Vous aspiriez à rompre tout commerce entre deux populations incompatibles, quittez ce soin; la paix est faite entre elles, mais c'est la paix des tombeaux : vos protégés y sont descendus; et s'ils n'ont plus rien à craindre de leurs cohabitans, ceux-ci à leur tour n'en recevront plus de dommages. Votre médiation n'a plus d'objet. Ce raisonnement est tout-à-fait à

l'usage de la logique turque, pour laquelle le sabre est le plus sûr moyen de résoudre les difficultés. Si les flottes de l'Europe apportaient des armées à leur bord, ce serait tout autre chose ; mais elles en sont dépourvues : on le sait à Constantinople, et il est probable qu'on s'y décidera d'après cette connaissance. Il ne faut point perdre de vue que l'on a à faire avec des Turcs : ils ne sont sensibles qu'à ce qui les touche immédiatement et matériellement. Ils voient un blocus de loin; le bruit du canon ne se fait pas entendre à Constantinople. Il ne faut pas prêter à ces hommes les sensations des Européens, que l'on voit affectés par toutes les oscillations du commerce et des effets publics. Que fait tout cela à des Turcs chez lesquels l'instinct de la destruction est inné, et circule pour ainsi dire avec le sang? D'ailleurs, que sera cette guerre de blocus à l'époque actuelle de l'année? l'hivernage va commencer, les tempêtes se multiplier : un coup de vent peut emporter blocus et médiateurs. S'il s'agit d'armée; mais il n'en peut venir que de la Russie : or, quand une armée russe sera-t-elle réunie? quand marchera-t-elle? viendra-t-elle affronter les bords du Danube, pestilentiels à cette époque de

l'année, bordés de forteresses? se mettra-t-elle à former des siéges dans cette saison? Si la Russie est riche en soldats, elle est pauvre en argent; elle se trouve impliquée dans une guerre de Perse, sans gloire et sans profit (1), dans laquelle tout est difficile, tout est également âpre, hommes et choses, terre et climat. Les bords de la Caspienne ont été de tout temps le tombeau des armées russes, et déjà la Russie a rendu les conquêtes faites sur ses bords par le czar Pierre. On peut croire que la Turquie n'a pas été étrangère à la brusque rupture de la Perse, et que les deux états s'entendront pour se soutenir. Il aura été donné à la Russie de rapprocher les sectateurs d'Ali et d'Abubeker. D'ailleurs, l'apparition d'une armée russe ne serait-elle pas le signal de l'apparition d'une armée autrichienne? Tout semble l'annoncer. Dès lors, à quoi tient cette paix dont le maintien est le but des efforts de la diplomatie européenne? Il n'y avait qu'un moyen d'éviter tous ces inconvéniens et d'ob-

---

(1) Voyez ce qu'en a dit le *Moniteur*, article Pétersbourg, au sujet de la nomination du comte Zernichoff au ministère de la guerre, et de l'accession du comte Strogonoff au ministère des affaires étrangères.

vier aux ombrages contraires à la stabilité de la paix : c'était, au lieu de soldats russes s'acheminant du Pruth vers le Danube, de charger les flottes de soldats français et anglais. Ceux-ci ne pourraient être suspectés, car on ne peut prêter, pas plus à l'Angleterre qu'à la France, le projet d'empiéter sur le territoire turc, au lieu que chaque pas des soldats russes vers la Turquie paraît un pas ambitieux, retentit dans toute l'Eutope, et va réveiller ou grossir des craintes plus en rapport avec le règne de Catherine qu'avec celui des princes russes de ce temps. Les politiques vulgaires, et c'est le plus grand nombre, ont contracté l'habitude de jeter les hauts cris au seul nom de la Russie, comme il a été long-temps de mode de ne pas proférer celui de l'Angleterre sans un accompagnement d'injures. L'alliance médiatrice n'a donc pas fait choix du terrain indiqué par la nature des choses, en réservant toute l'action par terre à la Russie, et l'action par mer à la France et à l'Angleterre. L'alliance s'est encore plus égarée en bornant son action à des blocus maritimes ; car ceux-ci n'empêchent ni la dévastation de la Grèce ni l'extermination de la population, et ces deux points sont l'objet direct de l'interven-

tion. Il est honorable, car il est humain, de s'interposer entre un peuple et ses bourreaux; aussi cette intervention a-t-elle reçu les hommages de l'Europe; mais quand on veut la fin, il faut aussi vouloir les moyens, et il est impossible, quoiqu'à regret, de reconnaître cette concordance dans ce qui a été fait. La facilité avec laquelle la flotte égyptienne a passé est encore une preuve du défaut de prévoyance, que l'attachement à de certaines formes a occasioné : il y avait tant d'intérêts attachés au sort de cette flotte! Ses préparatifs, son départ étaient annoncés depuis si long-temps, que l'on ne conçoit pas comment tout n'a pas été calculé et arrangé du côté de l'alliance pour qu'elle restât confinée dans ses ports ou qu'elle fût écrasée dans son passage. Cet incident a jeté un mauvais vernis sur ce qui se passe dans ces parages, et a paru d'un sinistre augure pour les suites. Les excuses du *Moniteur* n'ont mis qu'un bien faible appareil sur cette plaie. Nous en sommes avec des flottes qui bloquent l'enveloppe de la Grèce et des armées turques qui la parcourent, le fer et la torche à la main. Les combats cesseront sur mer, mais ils se renouvelleront plus ardens sur le continent; la mer ne sera

plus troublée que par le fracas des vents et des tempêtes, mais la terre de la Grèce peut retentir des derniers cris de sa population agonisante, et l'on dira ensuite : Nous voulions bien sauver les Grecs, mais seulement par mer; et les Turcs pourront répondre : Eh bien! nous les tuerons sur terre. Médiateurs, apprenez à sauver les gens là où ils sont!

CHAPITRE VI.

Garanties en faveur des Grecs.

Le traité de pacification porte, article 6 : *Les arrangemens de réconciliation et de paix qui seront définitivement convenus entre les parties en contestation, seront garantis par celles des puissances signataires qui jugeront convenable ou possible pour elles de contracter une telle obligation. La nature de cette garantie sera l'objet de stipulations subséquentes entre les hautes puissances.* Ainsi la garantie dépend des convenances des médiateurs : voyons quelles

elles peuvent être. Parmi les médiateurs, les uns sont trop près, et les autres sont trop loin : par exemple, en raison de son voisinage, une garantie de la part de la Russie inspirerait des ombrages continuels, et d'autant mieux fondés, qu'elle est déjà saisie et comme armée du protectorat des trois principautés de Servie, de Valachie et de Moldavie, et même de la garantie de la religion grecque dans l'empire ottoman. Alors il y aurait pour la Russie une espèce de dictature protectrice pour le corps entier de la nation grecque; nouvelle infraction à l'équilibre, déjà bien dérangé par le poids immense de la Russie. Une addition à l'influence russe déjà existante sur les Grecs serait une lourde faute, et cette nouvelle garantie paraîtrait plutôt un masque pour l'ambition qu'une sauvegarde pour la Grèce. D'ailleurs, comme les guerres de la Turquie ne peuvent guère avoir lieu que contre la Russie, toutes les fois qu'il s'en allumerait entre les deux états, la garantie s'évanouirait; car on ne peut pas être à la fois l'ennemi d'un peuple, et le garant d'un autre contre celui avec lequel on combat : le peuple garanti devient alors partie dans la guerre, et, malgré sa garantie nominale, il reste réellement à découvert. Ce double rôle

ne peut pas se soutenir, et le maintien de la garantie ne peut se trouver que dans celui de la paix elle-même. Supposez la guerre entre la Russie et la Turquie, et vous verrez si des barbares tels que les Turcs, affranchis des craintes de la suite des violations des traités, ne se joueront pas de la garantie russe, et ne traiteront pas les Grecs comme ils ont fait pour les Valaques et les Moldaves, dans toutes leurs guerres avec la Russie. Dans ces dernières années, n'a-t-on pas vu ces hommes s'obstiner à garder ces deux principautés, à la vue, et comme en les bravant, des armées russes.

A la distance où l'Angleterre et la France se trouvent de la Grèce, comment garantiraient-elles à ce pays l'exécution des traités? Il y a deux modes de garanties: 1° empêcher le dommage en le prévenant; 2° le faire réparer équitablement. La présence d'une force suffisante est requise pour la première espèce de garantie: mais comment l'Angleterre et la France pourraient-elles tenir cette force toujours disposée pour effectuer le protectorat désiré? il faudra donc qu'elles tiennent garnison dans la Morée et dans l'Archipel, et des garnisons mi-parties, qui, en temps de guerre entre la France et

l'Angleterre, devraient être neutralisées, comme entre les armées on neutralise quelquefois certaines portions de terrain pour faciliter des négociations. Mais comme le danger des Grecs serait éternel, la sauvegarde devrait l'être aussi. Voilà donc une partie des forces des deux pays neutralisée ; et si les Turcs déclarent, à tort ou à raison, la guerre à la Grèce, quel rôle, en ce cas, joueront les garans ? se porteront-ils pour arbitres ou resteront-ils simples garans, et dans ce cas quelle sera cette garantie? Elle ne s'applique qu'à l'état de paix ; une garantie réparatrice ne peut obtenir qu'un effet partiel : une réparation intégrale n'est au pouvoir de personne. Ainsi, quand les Turcs dévastent la Valachie et la Moldavie, les garanties russes rétablissent-elles les villes pillées, dévastées, les habitations saccagées, incendiées, les fortunes perdues; enfin, rendent-elles la vie aux victimes d'une barbarie qui se joue de tous les droits, qui ne voit et ne recherche que des occasions de piller, et qui se livre à son goût pour les dévastations avec la sécurité qu'inspire la pauvreté même, qui exclut la faculté des réparations? En effet, à qui s'adresser parmi ces peuples pour obtenir une réparation ? Tous les peuples méridionaux se

ressemblent par cette irresponsabilité, produit de leur civilisation; aussi faut-il bien se garder de compter sur eux, comme on est fondé à le faire sur les Européens, formés à l'école de la civilisation. Allez demander des réparations à Constantinople, à Alger, et même à Madrid : dans ces lieux infortunés, le tout est d'éviter les coups; car, après les avoir reçus, il faut les garder. L'Angleterre et la France ont-elles pu faire obtenir de l'Espagne à leurs sujets quelque dédommagement pour les pertes éprouvées par eux? Que sont devenues les sommes remises par la France à l'Espagne pour indemniser ses sujets? Quand la France rentrera-t-elle dans la possession des sommes avancées par elle à l'Espagne avec une constance aussi soutenue que mal reconnue? De plus, quand la garantie est méconnue, alors ne tombe-t-elle pas à la charge des garans, lorsqu'ils veulent la faire respecter? Les flottes anglaise et française auraient donc à cingler vers l'Orient toutes les fois qu'il plairait aux Turcs d'enfreindre le traité et de molester les Grecs? Ces puissances tarderaient-elles à se fatiguer d'un pareil rôle? Quelle serait la mesure d'infraction qui donnerait ouverture aux droits des garans? et si ces garans sont en guerre entre

eux, comment agiront-ils, au double titre d'ennemis et de garans?

Ainsi, dans le cas où la France se chargerait de cette épineuse garantie, la guerre survenant avec l'Angleterre, celle-ci devrait-elle donner des sauf-conduits aux vaisseaux français qui se rendraient en Grèce, en vue et aux termes de la garantie? D'un autre côté, toutes les fois que la Russie se mettrait en mesure d'exercer la garantie, l'Angleterre et la France seraient-elles tenues de comparaître dans l'Orient pour surveiller les écarts de son ambition présumée? Mais, de plus, si l'Angleterre se trouvait alors en guerre avec la Russie, comment distinguerait-elle entre son titre d'ennemi et celui de garant? Cessons de nous abuser par de vaines paroles; il n'y a qu'*imbroglio*, et finalement vide, au fond de ce système de garanties : il flotte au gré de tous les intérêts; il place une action loin des acteurs; il ne peut se soutenir que pendant un espace de temps très borné; il laisse la porte ouverte à tous les dangers qu'il est destiné à prévenir. Après un mûr examen, ce système ne dépose, au fond, que la démonstration de cette vérité, savoir, que, si un peuple n'est jamais libre que par lui-même, de plus il n'est jamais

bien protégé que par son propre bras. L'histoire, d'accord avec la raison, prouve cette vérité. On déclare les Grecs peuple libre et indépendant : pour qu'ils soient tels, pour que les choses répondent aux paroles, il faut qu'ils soient assez forts pour se défendre eux-mêmes ; jusque là, ils ne seront pas plus un peuple qu'ils ne seront garantis. Leur destinée ne dépassera pas beaucoup celle des Valaques et des Moldaves, que le protectorat russe n'a pas jusqu'ici fait jouir d'un bonheur bien digne d'envie. Et que l'on ne m'oppose pas la bonne foi des Turcs et leur fidélité à observer les traités : la Valachie, la Moldavie, la Servie, répondent de reste à ces apologies; le naturel des Turcs, spoliateurs et assassins, y répond encore mieux; et le poète a peint fidèlement la perfidie habituelle des sultans, lorsqu'il a dit :

Le sang des Ottomans
Ne doit pas en esclave obéir aux sermens.

Racine, *Bajazet*.

CHAPITRE VII.

Sur quelle puissance tombera nécessairement la charge de la garantie de la Grèce?

Sur la France, et sur elle seule : la nature des choses le veut ainsi. Dans le cas actuel, il ne s'agit pas d'une garantie simple et bornée à un seul objet, comme cela a lieu dans les cas ordinaires de garanties; mais ici il y a deux objets à soigner; ils sont fort distincts, et également importans: 1° la garantie de la Grèce, puisque sa préservation est l'objet direct de l'intervention; 2° la garantie de l'Europe contre les ambitions auxquelles la remise de la garantie pourrait donner naissance : il faut obvier à ce que le protecteur d'un peuple ne trouve pas dans ce protectorat des moyens d'alarmer les autres peuples; pour cela, il faut que ce protecteur soit dans une position qui garantisse son désintéressement. L'ambition est si vivace, elle est si subtile, qu'il est trop à craindre que, lorsqu'elle peut, elle ne veuille; il lui faut des

répondans, et comme il n'y en a pas de satisfaisans dans l'homme, il faut les chercher dans les choses; et ces choses ne peuvent être que des circonstances particulières, des attributs appartenans à chaque état. Quel est le but constant de la diplomatie européenne? n'est-ce pas le maintien de l'équilibre actuel par le maintien de ce que chacun se trouve posséder? Mais comment garantir cet *uti possidetis* général et la sécurité commune, en appelant au protectorat de la Grèce une des deux puissances qui ont les moyens de s'agrandir aux dépens de la Turquie? Ce but, à la fois pacifique et rassurant pour tous, ne peut donc être atteint qu'en remettant la garantie dans les mains de celui auquel son éloignement et son infériorité maritime interdisent tout regard de convoitise sur les propriétés quelconques de la Turquie. Or, quelle est cette puissance désintéressée par nature et par infériorité de moyens? c'est la France. Voyez sa position, la distance qui la sépare de la Turquie; recherchez ses points d'appui dans la Méditerranée; demandez à l'Angleterre si elle tolérerait un établissement français dans l'Archipel, à la porte des îles Ioniennes et de Malte, et si la France pourrait s'y sou-

tenir. Est-ce donc que tous les points que l'Angleterre peut atteindre avec ses vaisseaux ne finissent point par lui appartenir, quand elle en a envie ou besoin? Que sont devenus les établissemens français qui couvraient l'Amérique et l'Inde? ne sont-ils pas tous aux mains des Anglais, pour lesquels les Français semblent n'avoir fait que préparer dans ces contrées le trône de l'Angleterre? Comparez la position de la France avec celle de la Russie; celle-ci pèse de tout son poids sur la Turquie : depuis cent vingt ans, elle la ronge. La Turquie ne peut guère plus avoir la guerre que contre la Russie, qui est déjà en possession d'une garantie pour une partie des états ottomans et de celle de la religion grecque dans toute la Turquie. En ajoûtant à ce premier attribut la garantie du nouvel État de la Grèce, c'est mettre toutes les populations grecques sous l'influence immédiate de la Russie. Sa garantie serait pour elle une planche jetée sur le Danube, une tête de pont qui lui ouvrirait le passage jusqu'à la Méditerranée : c'est là que commence pour l'Europe le danger de devenir russe. Cette faute renouvellerait contre l'Europe la méprise commise par les empereurs grecs, qui, pour

gagner quelques défenseurs en appelant des barbares, les introduisirent au sein de l'empire, et finirent par le leur livrer. D'un autre côté, l'Angleterre enserre la Méditerranée dans le réseau qu'elle a tendu sur cette mer depuis Gibraltar jusqu'aux îles Ioniennes ; elle y a montré la persévérance de son système à occuper des points insulaires, ou fortifiés par la nature de manière à pouvoir être gardés par quelques vaisseaux et par quelques troupes. Si le système russe contre la Turquie ne s'est pas arrêté depuis plus d'un siècle, le système anglais pour l'occupation des mers et celle des colonies ne s'est pas ralenti davantage : pendant qu'en Amérique, en 1814, elle se faisait adjuger l'île de la Trinité, comme une porte d'entrée sur le continent espagnol, elle se faisait reconnaître maîtresse de Sainte-Lucie, qui annulle les remparts et le port de la Martinique, et de l'Ile-de-France, qui, combinée avec le cap de Bonne-Espérance, la rend maîtresse absolue de la route de l'Inde ; de Malte et de Corfou, qui, depuis Gibraltar, forment *échelle* dans le Levant pour ses flottes de guerre et de commerce, et que, de nouveau, la France semble n'avoir occupés que pour les lui remettre. A ces avantages de posi-

tion il faut joindre celui de la supériorité maritime de l'Angleterre. Elle peut bien fermer les mers au pavillon français, le confiner dans ses ports sous peine de ne plus les revoir, et d'être traîné en triomphe à Portsmouth ; mais la France peut-elle dicter aucune loi au pavillon anglais, ou le ramener captif à Brest ? Hélas ! non. Pour donner des garanties aux autres, il n'est pas nécessaire de se donner des maîtres, non plus que d'ajouter à un joug déjà bien pesant : or voilà précisément ce qui résulterait de la concession de la garantie grecque attribuée à la Russie ou à l'Angleterre. Reste donc la France, à laquelle seule on peut la remettre sans aucun inconvénient ; car elle est désintéressée par goût, et par force, elle peut être réprimée, tandis que la puissance de ses associés les place au-dessus de toute répression.

Ceci doit suffire pour tout lecteur intelligent et pourvu de quelques connaissances sur l'état politique de l'Europe.

CHAPITRE VIII.

Du plan de pacification, par rapport à l'Europe (1).

Si le plan d'intervention est démontré insuffisant relativement à la Grèce, renferme-t-il quelques avantages pour l'état politique de

(1) *Note des ambassadeurs européens à S. Exc. le reis-effendi.*

Les soussignés sont chargés, par leurs gouvernemens respectifs, de faire à S. Exc. le reis-effendi la déclaration suivante :

Pendant six ans, les grandes puissances européennes n'ont cessé de faire des efforts pour engager la sublime Porte à établir des relations pacifiques avec la Grèce, mais ces efforts ont été constamment inutiles, et l'on a vu se continuer entre la sublime Porte et la Grèce une guerre d'extermination dont les résultats ont été des malheurs, spectacle déchirant pour l'humanité, et, d'un autre côté, des pertes immenses et intolérables pour le commerce de toutes les nations, sans qu'il fût

l'Europe, état critique au dernier degré, et dont le maintien ne dépend plus d'elle-même, mais

possible que le sort de la Grèce, pendant tout ce temps, ait été au pouvoir de l'empire ottoman.

Les puissances européennes ont en conséquence redoublé de zèle et renouvelé les instances qu'elles avaient faites auparavant pour déterminer la Porte ottomane à mettre fin, avec l'aide de leur médiation, à une lutte qu'il était essentiel à leurs propres intérêts de ne pas laisser subsister plus long-temps. Les puissances européennes se sont flattées de l'espoir d'arriver à une heureuse conclusion, en voyant les Grecs eux-mêmes montrer le désir de s'en rapporter à leur médiation; mais la sublime Porte a refusé jusqu'ici d'écouter des conseils dictés par des sentimens de bienveillance et d'amitié. Dans un tel état de choses, les cours de France, d'Angleterre et de Russie ont jugé qu'il était de leur devoir de déterminer, par un traité spécial, la ligne de conduite qu'elles ont résolu de suivre pour arriver au but vers lequel les désirs et les intérêts des puissances chrétiennes les dirigent.

En exécution d'une des clauses de ce traité, les soussignés ont été chargés de déclarer au gouvernement de la sublime Porte, que les puissances européennes offrent de nouveau et d'une manière formelle, leur médiation pour mettre fin à la guerre, et pour régler, par une négociation amicale, les relations qui doivent exister à l'avenir entre les deux peuples;

des freins que s'imposeront à eux-mêmes, ceux qui ont le pouvoir de s'en affranchir. Depuis le congrès de Vienne, l'Europe a changé de face. La Russie, complétée du côté du nord par l'occupation de la Finlande, annulant la Suède, postée au centre de l'Europe, d'où elle tient en

---

Qu'en outre, et afin de faciliter le succès de cette médiation, elles proposent au gouvernement de la sublime Porte un armistice suspensif de ses actes d'hostilité contre les Grecs, auxquels une proposition semblable est adressée en ce moment. Finalement, elles espèrent que, dans un délai de quinze jours, le divan fera connaître d'une manière péremptoire sa détermination.

Les soussignés se flattent qu'elle sera conforme aux désirs des cours alliées; mais il est de leur devoir de ne point dissimuler au reis-effendi qu'un nouveau refus, une réponse évasive ou insuffisante, même un silence absolu de la part de son gouvernement, placerait les cours alliées dans la nécessité de recourir aux mesures qu'elles jugeront propres à mettre fin à un état de choses devenu incompatible avec les vrais intérêts de la sublime Porte elle-même, avec la sécurité du commerce en général, et avec la parfaite tranquillité de l'Europe.

Signé C. Guilleminot, Canning, Ribeaupierre.

échec Berlin et Vienne dont elle n'est séparée que par une faible distance, et dont la route ne lui est fermée par aucune barrière, défendue par un climat terrible et par les ombres de Charles XII et de Napoléon, pesant de tout son poids sur la Turquie dont des empiètemens séculaires l'ont rapprochée; la Russie, ainsi présente et menaçante partout, rompt toute espèce d'équilibre : il n'est plus que nominal; en dehors des choses, il ne peut plus résider que dans la modération de celui qui dispose de ce pouvoir, d'autant plus redoutable qu'il ne doit pas craindre qu'on vienne chez lui rendre le mal qu'il peut toujours aller faire chez les autres. La Russie peut être contenue au nord et dans le centre de l'Europe. Là se trouvent des remparts dont le plus fort est une civilisation supérieure, qui ferait opposer une résistance invincible aux assaillans. Nous ne sommes plus au temps où les populations septentrionales, comme soulevées de leurs fondemens, se précipitaient en masse sur la Germanie et l'empire romain. Alors la civilisation germaine n'était pas supérieure à celle des barbares plus rapprochés du nord; la Germanie couverte de bois n'était pas l'Allemagne de nos jours couverte de cités et de remparts, école de guerre,

fabrique d'hommes, fédération prête à se porter contre l'ennemi commun. A l'aspect d'une invasion russe, l'Allemagne se formerait en un seul camp; la France lui servirait d'arrière-garde, et tous les efforts de l'ennemi se briseraient contre cette masse compacte et animée de l'esprit que crée la présence d'un danger commun. La Russie peut donc tenir le centre de l'Europe dans un état continuel d'inquiétude et d'observation, mais elle ne peut pas l'entamer. Tout faibles qu'ils sont par eux-mêmes, les royaumes de Suède et de Danemarck sont aussi à l'abri de ses coups, car les puissances européennes, en cas d'attaque, les couvriraient d'une puissante égide. Depuis le congrès de Vienne, avancer ou reculer est également difficile, pour ne pas dire impossible, entre les puissances continentales : chacun a atteint son *maximum*; et, comme, en Mécanique, le coup frappé sur une extrémité de la chaîne se fait ressentir à l'autre extrémité, de même, à l'égard des États européens, le coup qui dérangerait une possession ébranlerait toutes les autres. Mais il n'en est pas de même du côté de la Turquie : ce côté du midi oriental de l'Europe est entièrement à découvert et en prise à la Russie.

Et pourquoi ? c'est qu'il n'a pour gardiens que les Turcs : autant vaudrait dire qu'il n'a personne pour le défendre, tant il y a loin du matériel et du moral du pouvoir chez la Russie et la Turquie. Cependant il est du plus haut intérêt pour l'Europe d'interdire à jamais à la Russie l'accès de la Méditerranée ; elle y trouverait ce qui seul lui manque, et ce qui, dans l'ordre physique et moral, donne la vie à tout, *le soleil et l'or* (1) : alors l'invasion de l'Europe pourrait être effectuée ; du moins les élémens en seraient préparés, et la défense deviendrait bien plus laborieuse. Que l'on se pénètre bien de la grandeur de ce danger, et que la diplomatie apporte tous ses soins à le conjurer. Ce n'est donc point dans un esprit de bouleversement, celui que dans ce temps on est convenu d'appeler révolutionnaire, mais dans un esprit tout européen, que je vais renouveler ici les observations et la demande que, depuis l'explosion de la révolution grecque, je n'ai pas cessé d'adresser à l'Europe. Au siècle passé, des hommes de génie, à la tête desquels marchait

(1) Cette idée appartient à l'auteur des *Lettres de Saint-James*.

celui que l'esprit humain reconnaîtra toujours pour un de ses ornemens, ont poursuivi de toute l'ardeur des vœux les plus éclatans, l'expulsion d'une race d'hommes qui à leurs yeux souillait le territoire de l'Europe; alors ils pressaient Catherine de marcher à Constantinople; ils applaudissaient à l'érection de ces arcs de triomphe menaçans pour le Croissant, sur lesquels il était écrit : *C'est ici le chemin de Byzance*. Mais alors ils ne parlaient qu'au nom de l'humanité, et pour ainsi dire à celui du berceau des sciences et des arts, dont ils étaient à la fois les plus dignes élèves et les plus illustres monumens; alors l'Europe, moins incomplètement équilibrée, pouvait assister froidement à des scènes dont les intérêts de l'Autriche et de la Russie étaient les seuls mobiles. En effet, elle n'avait rien à gagner à ce que Constantinople appartînt plutôt au maître de Pétersbourg qu'à celui de Vienne : cela lui importait peu. Mais qu'il y a loin de cette époque à celle dans laquelle nous vivons, de la position des affaires de ce temps à celle des affaires du nôtre, des avantages privatifs de deux puissances à la sûreté du corps même de l'Europe! La diplomatie doit avoir quelque chose de providentiel : cet attribut doit faire

partie des nobles qualités qui la distinguent. S'il est beau, parce que cela est humain, de prêter le secours de son bras à un peuple qui succombe ; s'il est généreux d'élever autour de lui des places de sûreté, quelque louables que soient ces déterminations, cependant elles ne remplissent pas toute la tâche, et tant qu'il reste à pourvoir à de grands intérêts, il reste quelque chose à la charge de la diplomatie. Or, peut-il y avoir un intérêt supérieur à celui de l'érection d'une barrière dans la partie de l'Europe qui est la plus vulnérable? et n'est-ce pas du côté de la Turquie que se montre ce danger? Par une inconcevable obstination, par un aveuglement dont il est impossible de se rendre compte, il se trouve que la puissance la plus intéressée à la création de cette barrière, l'Autriche, est précisément celle qui s'y oppose le plus, et qui, par le choix le plus déplorable, assigne à la Turquie le soin de la garde de cette brèche des remparts de l'Europe. Cependant, au point auquel les choses en sont venues en Turquie, son inhabilité à remplir ce rôle est faite pour frapper tous les yeux. Depuis que la Russie a saisi la Crimée et s'est étendue sur toute la côte septentrionale de la mer Noire;

depuis que, par l'occupation de la Bessarabie, elle partage avec la Turquie le cours d'une partie du Danube, toute espèce de proportion entre les élémens des forces des deux États a disparu : leur civilisation, leur population, sont dans une inégalité qui ôte à la Turquie tout moyen de résistance efficace, soit contre la Russie elle-même, soit de défense pour l'Europe. La Russie est arrivée graduellement aussi près de Constantinople qu'elle puisse s'en approcher, à moins de s'en emparer tout-à-fait. Il est bien évident que la première guerre avec les Turcs l'amènera dans les provinces turques situées en Europe, ce qui découvrirait tout-à-fait Constantinople, et chasserait le gouvernement turc en Asie; mais quand la Russie aura une fois mis le pied dans la Turquie d'Europe, qui l'empêchera de s'y étendre? et n'apercevra-t-elle pas distinctement, dès le passage du Danube, la pointe de la Morée, comme le terme vers lequel elle doit tendre pour compléter et consolider à jamais son ouvrage? Mais alors que devient la sécurité en Europe, et quel moyen restera-t-il pour arrêter l'essor du pavillon russe, s'élançant du double rivage de la Grèce, et couvrant à la fois la mer Adriatique

et l'Archipel? Voilà l'immense danger auquel il s'agit de parer, ce que n'effectue en rien le plan proposé. En effet, quel en sera le résultat? cantonner les Grecs dans la Morée : c'est un asile ouvert à des opprimés, mais ce n'est pas une création politique, surtout en faveur de l'Europe. On veut la Turquie comme contrepoids à la Russie, et ce système n'aboutit qu'à l'affaiblir : il ne fait rien des Grecs, et il retranche aux Turcs du peu de forces qui leur restent. Dans l'ordre politique européen, ce système est donc un contre-sens; c'est la moitié d'une idée : on ne peut se refuser d'applaudir à ce qu'il renferme d'humain, mais on ne peut pas plus s'empêcher de regretter l'absence de ce qui lui manque de politique européenne, et il n'en présente aucun élément. Les Grecs, cantonnés dans leur presqu'île Moréote, pourront présenter un *oasis* de paix et de bonheur personnel et domestique; mais ils seront pour l'Europe à peu près comme l'est la Sardaigne, qui peut aussi renfermer un peuple que les agitations politiques ne troublent guère, mais dont la présence ou l'absence n'affectent nullement l'ordre politique de l'Europe.

Or, c'est un aggrégé à cet état politique, mais

un aggrégé viril, un auxiliaire effectif, qu'il faut à l'Europe pour garder son midi oriental; et comme il ne se trouve ni dans la Turquie, ni dans la péninsule de la Morée, il faut le chercher ailleurs : et où peut-il se trouver, sinon dans la formation d'un grand État, qui serait composé de toute la Turquie européenne, à commencer à la rive droite du Danube, jusqu'à la pointe de la Morée. Là est la vraie défense de l'Europe dans sa partie faible; tant que cette barrière ne sera pas élevée, il n'y aura pas de sûreté en Europe contre la Russie. Si l'on n'a ni le vouloir ni le pouvoir de retrancher à son cadre, du moins faut-il savoir le borner : il ne s'agit pas d'infliger à la Russie des dommages, mais de prévenir ceux que l'on pourrait éprouver par elle; c'est un plan défensif pour la généralité de l'Europe, mais qui ne comporte rien d'offensif contre la Russie. On ne doit pas plus songer à la troubler dans la possession de ce qu'elle a acquis, en raison de l'immensité de ses propriétés, qu'on n'a le droit de le faire à l'égard de toutes les autres propriétés, quelles que soient leurs dimensions; mais il est loisible à tous, dans leurs intérêts propres, et par les moyens légitimes, de chercher des préservatifs

contre l'exorbitance d'un pouvoir, ainsi que contre les suites inévitables de cet excès de pouvoir; et voilà ce que son intérêt commande à l'Europe de rechercher, et ce que lui offre l'occasion de la révolution grecque. Dans ce système, l'empire turc en Europe est abattu comme une construction qui obstrue la voie publique. Cette importante considération qui se représente sans cesse à mon esprit, fait que depuis six ans je crie aux Européens : Voici l'occasion de pourvoir au déficit de défense que vous éprouvez du côté du midi oriental; il est ouvert de toutes parts, et malheureusement c'est vers cette lacune que la force des choses appelle l'essor de la Russie, et l'écoulement de ses armées gigantesques. La Turquie n'est plus qu'un vain simulacre de puissance, semblable à ces ruines qui couronnent les sommités de quelques montagnes. Là aussi se trouva du pouvoir, là ces créneaux aujourd'hui entr'ouverts, ces tours à demi abattues, et ces remparts écroulés ne furent pas toujours vides de solidité et de force; mais approchez de ces enceintes encore imposantes par leur masse, et par leur élévation au-dessus du sol, vous ne trouverez plus que des décombres, et les souvenirs de ce qui les rendit redou-

tables. Telle est la Turquie de nos jours : le nerf est coupé ; les Soliman, les Bajazet ne sont plus ; la Turquie est restée stationnaire pendant que tout marchait autour d'elle ; il s'est formé entre elle et l'Europe une distance qu'elle ne peut plus combler ; une hideuse barbarie est tout ce qui lui reste. Long-temps elle épouvanta le monde par ses armes, aujourd'hui elle ne peut plus que l'épouvanter par l'excès de sa férocité. Elle souille et scandalise l'Europe, elle ne lui sert plus à rien ; elle est pour cette contrée une porte toujours ouverte pour de nouveaux dangers. Elle n'appartient plus à l'Europe ; c'est une *nuisance* dont celle-ci a l'intérêt et le droit de se débarrasser. Profitez de l'occasion que le ciel vous a ménagée dans vos embarras : tout ce que la Turquie vous refuse, la Grèce formée comme je vous le propose, d'après les indications de la nature, vient vous l'offrir. Voyez quels remparts pour votre défense présente sa configuration insulaire : car le Danube la sépare du continent ; son corps entier plonge et nage pour ainsi dire entre les deux vastes bassins de l'Adriatique et de l'Archipel ; sa position la voue aux occupations maritimes. Pressée entre les grandes masses de l'Autriche et de la Russie, n'ayant rien à craindre

ni à convoiter du côté de l'Asie, ne pouvant conquérir, la Grèce n'a qu'à s'occuper de la défense commune du midi de l'Europe : là, elle supplée à la nullité de l'Italie : celle-ci est redevenue un muséum, un séjour de voluptés, mais elle a été retirée de nouveau à la politique de l'Europe. La nouvelle domination de l'Angleterre dans la Méditerranée appelle dans ces parages des nouveaux défenseurs : le Bosphore sera mieux gardé par deux défenseurs que par un seul ; le soin de la défense commune, la présence toujours menaçante d'une puissance supérieure réconciliera la Turquie avec la nouvelle Grèce, et leur alliance commencera le jour même qui consommera leur séparation. Ainsi, l'on voit dans ce moment réunis par les dangers communs qui apparaissent du côté de la Russie, deux États divisés par les motifs les plus puissans chez eux, la Perse et la Turquie. La crainte des Russes a surmonté leurs antipathies mutuelles, et a fait donner mutuellement la main à des hommes qui ont passé les siècles à se charger d'anathèmes. Telle est la force de la nécessité et du besoin de la conservation ; c'est ainsi qu'elle agira sur la Grèce et sur la Turquie, une fois qu'elles seront formées en États

séparés : les lois morales de l'effet du voisinage, en politique, suivent des règles aussi certaines que celles de la Géométrie elle-même. Aussi ne se peut-il rien proférer avec plus d'irréflexion, comme ne se peut-il rien entendre avec plus de dégoût que les rappels continuels de craintes sur l'influence russe parmi les Grecs, par lesquels on représente la Russie comme cherchant un patronage en Grèce, comme un moyen d'ajouter à sa puissance. Certes les Grecs et les Russes ont dû se rechercher et s'entendre, tant que les premiers, sous l'oppression turque, n'apercevaient de protection possible et naturelle que chez les Russes : c'était le cri de la faiblesse implorant du secours, et son hommage envers la puissance dont elle l'attendait (1); mais

(1) Il est vrai de dire que ce sont les Russes qui sont venus chercher les Grecs. Voyez ce qui se passa en 1770 et dans les années suivantes : la Russie rechercha les Grecs comme un moyen d'affaiblir la Turquie et de lui susciter des embarras. Elle se présenta aux Grecs comme coreligionnaire : le prétexte était choisi dans un ordre fort utile pour elle, puisque, noble en lui-même, il s'accommode fort bien aux intérêts et à la portée d'esprit de la multitude. La religion est un levier toujours prêt à être saisi par tous les intérêts : l'ambition aime

passer les Grecs de la condition d'esclaves des Turcs à celles de souverains d'un état qui aura ses intérêts propres à défendre, et vous verrez si les alliés d'autrefois, dans ces nouveaux rapports, sous cette forme nouvelle, ne se sépareront pas très promptement, pour veiller chacun de leur côté à leurs intérêts : c'est ainsi que la France, alliée naturelle de la Prusse sur l'Elbe et sur l'Oder, a pu passer à d'autres dispositions à son égard, lorsque celle-ci a étendu ses bras jusque sur la Meuse et la Moselle, et a été postée de manière à porter ombrage à Metz et à l'Alsace. J'insiste d'autant plus sur la nécessité, ou plutôt sur l'indispensabilité de la formation d'un grand état dans le midi oriental de l'Europe, que deux grandes puissances sont à la veille de s'y rencontrer : la Russie et l'Angleterre ne peuvent tarder à s'en disputer l'empire. On peut appli-

---

beaucoup cette espèce de masque, et en fait grand usage. C'étaient de plaisans zélateurs de religion que Orloff, Potemkin, et celle qui les employait et au nom de laquelle ces hommes agissaient. Catherine travaillait pour la religion en Grèce, à peu près comme elle a travaillé en Pologne pour le bon ordre de ce pays. Était-ce par zèle religieux qu'elle et Joseph se disaient : *Mais que ferons-nous de Constantinople ?*

quer à la puissance russe ce que, dans son style brillant comme l'était son imagination, Rivarol a dit de la marche de l'humanité : *Le genre humain est comme un fleuve qui coule du nord au midi.* Cette tendance de l'humanité est aussi celle de la politique, et celle-ci y pousse la Russie; elle n'a plus rien à faire vers les contrées boréales. Pétersbourg fut une création anti-suédoise, correspondante aux grandeurs actuelles de la Suède; mais elles sont éclipsées. La Finlande a complété l'empire russe vers le nord : désormais il n'a plus rien à faire dans cette direction; ses affaires ont passé au midi; elles y feront transporter le siége de l'empire; le climat y attirera ses maîtres; ils y trouveront autant de douceurs que leur séjour actuel leur prodigue de rigueurs. Toutes les productions y abondent; une grande partie des eaux de la Russie coulent à travers le midi de cet empire et vont alimenter la mer Noire. Tous les jours les eaux de la Russie passent sous les fenêtres du grand-seigneur : le torrent de la puissance russe prendra le même cours et suivra celui de ses eaux. Les munitions navales du midi de la Russie sont infiniment supérieures à celles du nord du même pays : un avenir immense s'ouvre donc de ce côté pour la

Russie et contre l'Europe. Dans une autre partie et par une autre route, arrive aux mêmes lieux la puissance anglaise; elle occupe les points dominans depuis Gibraltar jusqu'à Corfou : c'est là que la Russie et l'Angleterre doivent se rencontrer. Leurs pavillons flottent aujourd'hui sous un signe d'alliance; il n'en sera pas toujours de même. Quand il plaira à l'Angleterre, elle peut déclarer la Méditerranée une mer fermée, car elle en tient les clefs dans ses mains. Mais alors que reste-t-il pour les autres pavillons de l'Europe ? des sauf-conduits à demander à l'Angleterre, et des billets de spectacle aux combats qui se livreront dans ces parages entre elle et la Russie. Qui pourrait balancer ces deux athlètes? L'Autriche appartient tout entière aux camps, familiarisée avec Mars, inconnue à Neptune ; l'Italie est réduite à peindre ou bien à chanter les combats des autres; l'Espagne est annulée, au moins pour tout le temps où elle ne recevra que les impulsions du despotisme et du monachisme, deux très mauvais directeurs des nations. La défense commune ne commence donc qu'à Toulon : or, il faut passer devant Malte quand on vient de Toulon, comme devant Gibraltar quand on vient de Brest; et quand on est réuni, si cela

7..

peut arriver une fois sur vingt, on se trouve devant Corfou. Tout cela est désolant, et montre la Méditerranée comme le domaine exclusif de la Russie et de l'Angleterre. Or, dans une position aussi cruelle, également contraire à la dignité et aux intérêts purement matériels, comment ne pas priser fortement la création d'un état qui offre la perspective d'un correctif pour une position aussi fâcheuse? On n'en jouira pas tout à l'heure, je le sais; mais parce qu'on ne jouit pas dans le présent, ne faut-il rien préparer pour l'avenir? Que serait devenu le monde sous cette inspiration? Mais les Grecs sont inférieurs au rôle qu'on leur assigne? Je le sais encore : mais les Turcs valent-ils mieux? mais les Grecs sont-ils plus susceptibles d'éducation que les Turcs? Voilà toute la question ; car il n'y a à choisir qu'entre les Grecs et les Turcs. Les Grecs trouvent-ils dans leur religion, dans leur civilisation, les mêmes obstacles à un perfectionnement que ceux que les Turcs rencontrent dans les leurs? Les défenseurs de Missolonghi, de l'Acropolis, les Botzari, les Miauli, les Canaris, sont-ils Grecs ou Turcs? Faut-il désespérer d'hommes qui, depuis six ans, soutiennent la lutte contre tant d'ennemis et tant de douleurs?

L'espèce humaine est-elle susceptible de correction et de perfectibilité ? Si le czar Pierre avait raisonné sur son peuple comme on veut raisonner et faire raisonner sur les Grecs, que serait encore la Russie ? Si Frédéric eût procédé d'une manière aussi méticuleuse avec ses Brandebourgeois, son nom protégé par cette timide prudence ne serait pas suspendu aux voûtes du temple de l'immortalité, et celui de son peuple ne serait pas à la tête des puissances du second ordre et des fastes militaires. Tout ce qui s'est dit à cet égard, désormais ne peut plus trouver place que dans l'*Observateur autrichien*, après Mahomet, le second patron du Grand-Turc. S'il a existé des divisions cupides, ambitieuses parmi les Grecs, elles s'apaiseront ; des hommes sages seront mis à la tête des affaires (1) ; les esprits s'épu-

(1) Cette annonce est déjà réalisée par la nomination de M. le comte Capo-d'Istria au poste de chef du gouvernement de la Grèce. Ses lumières, la confiance dont il jouit auprès des cabinets, les obligations que ses compatriotes ont à son patriotisme, aussi généreux que constant, sont d'heureux augures pour son administration ; et si quelqu'un est propre à devenir le centre de l'union entre tous les partis, à étouffer toutes les

reront, s'agrandiront avec les rôles. C'est le propre de l'humanité de s'identifier avec les choses qu'elle manie : les brigands de Romulus sont devenus les modèles et les maîtres de l'univers. Quel œil eût découvert dans les sombres fanatiques qui, échappant à la double tyrannie des Stuart et de Cromwel, allaient nourrir leurs rêveries dans les solitudes de l'Amérique, les germes du peuple modèle parmi les sociétés policées? Encore quelques années, et l'on verra si la liberté et des institutions laisseront les Espagnols d'Amérique au point où les avaient rabaissés le despotisme et le monachisme, ces deux grands énervateurs de l'espèce humaine, ces deux dissolvans des qualités dont le ciel l'a douée. Qu'ont d'ailleurs de si rare ces divisions? ne les retrouve-t-on pas au sein des monarchies? n'y a-t-il jamais eu de divisions parmi les familles royales, et peut-on assigner à la charge de la Grèce quelque équivalent aux attentats de Bemposta et au détrônement d'Aranjuez en 1808 ? S'il y a des partis en Grèce, n'y en a-t-il pas en Espagne, en Portugal; et les cris *vive*

---

discordes, c'est sûrement l'homme qui a donné à la Grèce des preuves si répétées de dévouement.

Charles V, don Miguel, don Pèdre, annoncent-ils plus d'harmonie que tous ceux qu'on peut proférer à Napoli de Romanie? Mais sous quelle forme sera gouverné le nouvel état? Ici, je ne puis que répéter ce que j'ai dit ailleurs: formé par l'Europe, dans laquelle la monarchie domine, par des mains monarchiques dont il aura reçu l'être, ayant encore long-temps besoin de leur assistance, devant éviter tout ce qui peut créer des ombrages contre lui, occupant le centre d'une zone toute monarchique, le nouvel état de la Grèce doit former une monarchie. Les sociétés humaines, pas plus que les individus dans les sociétés privées, n'ont pas le droit de s'isoler au milieu de la société générale de l'humanité. Il y a une vie commune avec laquelle on ne peut pas rompre: les institutions doivent subir les effets de toutes les circonstances environnantes; et quand il s'agit de l'existence même, surtout *d'être* ou *de n'être pas,* il n'y a pas à balancer. Or il est bien évident que si la diplomatie européenne, qui est toute monarchique, consentait à l'enfantement de ce nouvel et si utile état, ce ne serait pas pour le céder à la *république* qu'elle travaillerait. En cela, cette proposition est même le

correctif d'une forte distraction qui échappe aujourd'hui à la diplomatie, dans la formation de la Grèce, confinée dans la Morée. La petitesse de cet état ne prête pas à l'établissement de l'ordre monarchique : le nombre, la richesse, l'étendue, attributs monarchiques, ne s'y trouvent pas. Il y aura donc quelque combinaison semi-républicaine qui, quelle qu'elle soit, exclura la monarchie. Un hospodar, ou tout autre sous un autre nom, sera le chef de cette société rétrécie ; mais il ne sera pas seul maître de l'état ; il placera près de lui des autorités propres à balancer la sienne. Mais dans le voisinage de la Morée, aux îles Ioniennes, se trouve aussi un gouvernement modelé sur des formes républicaines : la diplomatie, qui professe si hautement son éloignement pour le républicanisme et la démocratie, va donc les multipliant dans les contrées qui ont le plus à se ressentir de ce voisinage. Le temps apprendra son effet sur les possessions de ceux qui multiplient ces établissemens, sans avoir l'air de se douter ni de ce qu'ils contiennent ni de ce qu'ils font. Quant au choix du chef du nouvel état, c'est à l'intérêt bien calculé des parties à le déterminer : il doit résulter du même esprit qui a

dicté les renonciations à l'acquisition d'aucun avantage personnel, pour ne voir que le noble but de l'alliance, les secours à porter à un peuple expirant sous l'excès de ses maux. Il n'y a pas à choisir parmi les puissans; cela causerait des ombrages. L'Europe est riche en familles princières, qui peuvent donner à la Grèce des chefs propres à l'aider à remplir sa destinée. Si elle tenait sa liberté de son épée, si la conquête lui donnait le territoire turc en Europe, intervenir dans son choix serait violer le droit; mais le ciel ne lui a pas départi un sort aussi glorieux, et, dans une condition plus rabaissée, elle n'a pas le droit de concevoir de plus vastes pensées.

RÉSUMÉ.

Cinq choses sont démontrées : 1° la nullité du blocus, si les Turcs veulent et se bornent à la guerre sur le continent; 2° la nullité de la garantie de la Grèce, dans un nombre de cas; 3° la nullité de la Grèce pour le système de la défense du midi oriental de l'Europe, dans le cantonnement des Grecs dans la Morée; 4° l'indispensable nécessité pour l'Europe, d'un rem-

part dans cette partie; 5° la nullité de la Turquie pour remplir cet office. Dans cette position, que faut-il faire? Ne balançons pas à le dire, chasser les Turcs et créer un grand état sur le terrain qu'ils occupent aussi infructueusement pour eux que pour l'Europe. Ce plan eût été accompli, aux acclamations de l'Europe, à l'annonce des affreuses barbaries exercées par les Turcs : alors l'Europe frémissait d'indignation; elle appelait ses chefs à venger l'humanité; elle leur eût livré tous ses moyens avec joie pour obtenir cette noble vengeance. On aurait vu une croisade d'humanité. Que l'on consulte l'histoire, et l'on verra si jamais les peuples ont refusé, ni même marchandé ce qui leur a été demandé à ce nom sacré, tant il exerce d'empire sur les hommes! et sûrement il n'y en a point de plus légitime. Je ne sais quelle manie de *craintes révolutionnaires*, je ne sais quelles jalousies politiques ont fait arrêter ce généreux essor : après plusieurs années, on s'est presque vanté d'une neutralité dont le résultat était de donner aux bourreaux et aux victimes la faculté de forger les instrumens de leur destruction réciproque; espèce d'impartialité d'une nature peu propre à apaiser les mur-

mures de la conscience du genre humain, si éloquemment rappelés par un orateur dont, dans cette circonstance, l'humanité a doublé le talent. Enfin, la voix de celle-ci s'est fait entendre : lui résister toujours est impossible, et de longues discussions ont enfin amené le traité que nous venons d'analyser. Qu'y trouve-t-on, en dernière analyse? *un atome de Grèce, rien pour l'Europe, de l'avenir pour personne, ou, s'il en existe pour quelque chose, c'est pour de nouvelles discordes.* Mais les choses peuvent donner ouverture à un meilleur ordre : si le sultan soutient le caractère de fermeté qu'il a déployé dans d'autres circonstances, si son ministre a interprété sa pensée, en disant, *Dieu et mon droit,* la question change de face. En appelant à la guerre, le sultan a accepté toutes les chances de la guerre. Si elles lui sont favorables, qu'il en profite, c'est le droit de ce terrible jeu; si elles lui sont contraires, qu'il les subisse, il s'y est soumis d'avance (1). Dans ce

(1) Voyez la proclamation du sultan, adressée à tous les pachas; pièce dans laquelle, après avoir traité d'absurdes et d'iniques les demandes des médiateurs, il *déclare être résolu de résister jusqu'au renversement même de son trône.*



cas, l'Europe est dispensée à son égard des ménagemens qu'elle a observés jusqu'ici; elle a tous les droits de la guerre. Si, dans son premier système, la diplomatie s'est écartée de la vraie route, si elle a cru devoir s'arrêter à un demi-plan, qu'elle profite de l'occasion qui s'offre d'en former un tout entier. Mais, pour créer ce grand résultat, il faut franchir les petites difficultés dont abondent les esprits ordinaires; ce n'est pas à eux qu'il est donné de concevoir ces choses qui seules mettent un terme aux grands embarras, et qui pourvoient aux grands besoins. Pour moi, j'ai meilleure opinion de la diplomatie, agissant sous l'inspiration de la civilisation : la médiation actuelle, la réunion des pavillons français et anglais sont des actes très prononcés de la civilisation; pourquoi n'effectuerait-elle pas également le reste de la tâche agrandie? Tout le travail de tant d'hommes d'État se bornerait-il donc à se surveiller mutuellement, à équilibrer péniblement ce qui par soi-même ne peut être pesé dans des balances égales, à maintenir un *statu quo* sans tenir compte de ses défectuosités? Espérons mieux d'elle; croyons qu'elle se montrera digne de sa puissance, capable de tout ce qui est nécessaire, clairvoyante

de tout ce qui est bien, et que, si le sultan continue à ne prendre conseil que de son orgueil et de sa haine contre les Grecs, les puissances européennes sauront aussi prendre les moyens de débarrasser à jamais l'Europe de la crainte du retour d'une semblable querelle et de semblables outrages faits à l'humanité.

Je finis comme j'ai commencé, en rappelant les gênes de ma position. J'écris loin du théâtre des évènemens : ils peuvent varier à l'infini, et surprendre mon écrit à la moitié de son impression; cependant, par sa nature, ce genre d'écrit ne comporte pas de lendemain : d'autres évènemens auraient déjà occupé leur place. Ce ne sera pas la première fois qu'il me sera arrivé d'écrire comme en dehors de ce qui s'est fait, ou plutôt de ce qui se faisait dans le moment même; peut-être que cette excentricité n'a pas nui à la justesse de quelques-unes des vues que je me suis permis d'énoncer. J'étais fort peu de l'avis des congrès, pas davantage de celui de l'Espagne, dans sa querelle avec l'Amérique, encore moins d'accord avec les auteurs de la nouvelle loi d'élection en France. Beaucoup d'annonces faites par moi dans ces diverses circonstances se sont réalisées; je voudrais bien finir par avoir

tort en ce genre. Ce dont je suis bien sûr, c'est, 1° de la pureté de mes intentions, qui sont toutes européennes, 2° qu'il ne peut manquer de se représenter des circonstances qui feront sentir la nécessité du système que j'ai développé, et qu'ainsi, si je n'ai pas la satisfaction de pouvoir me flatter d'avoir travaillé pour le présent, il me reste la certitude de l'avoir fait pour l'avenir, et si je n'ai pas dit ce qui se fera dans le moment actuel, d'avoir dit ce qu'inévitablement le temps fera faire. Fions-nous à lui; il ne trompe pas qui sait attendre.

PREMIER POST-SCRIPTUM.

J'avais annoncé dans cet écrit, 1° que les Turcs n'observeraient pas les traités; ils ont violé l'armistice du 24 septembre; 2° que le blocus serait rendu illusoire par les accidens de mer si communs dans cette saison : déjà son intempérie a forcé les flottes de s'éloigner de Navarin, ce qui a facilité la sortie des Turcs, qui a eu lieu au commencement d'octobre. Dans le conseil tenu entre les trois amiraux, il a été reconnu que le blocus ne pouvait avoir de réalité en raison de la saison; c'est cette considération qui a amené le combat de Navarin, en démontrant aux amiraux qu'il fallait renoncer au blocus, ou prendre le parti de s'établir dans le port même de Navarin; ce qui ne pouvait manquer d'amener un choc avec des barbares étrangers à toutes les notions de la civilisation. 3° Qu'en dépit, ou plutôt que par l'effet même du blocus, Ibrahim-Pacha se lancerait sur la Grèce, et exterminerait sur terre ceux que les médiateurs envoyaient défendre par mer. Cela

n'a pas manqué d'arriver, et ne pouvait manquer d'avoir lieu. Ibrahim, privé par le blocus des ressources de la mer, devait se jeter sur l'intérieur de la Grèce, non pas seulement pour la dévaster, mais pour y subsister. Ceux qui ne parlent que de ses dévastations n'aperçoivent que la moitié de la question : séparé de l'Égypte, de l'Archipel, de l'Asie-Mineure, il faut capituler, ou chercher des subsistances où elles sont. Or, c'est dans le continent grec seul qu'il peut en trouver. Il a devant lui tout le territoire de la Grèce, depuis Navarin jusqu'au Danube : là, il n'y a plus d'armées alliées. Si le désastre de Navarin n'abat pas la fierté du sultan, s'il ne produit pas chez Ibrahim et ses soldats le découragement et la sédition qu'inspire la vue des dangers extrêmes et la perspective de la séparation absolue de la patrie, épreuve forte pour le plus grand nombre des hommes, rien n'empêche Ibrahim et les Turcs d'achever la dévastation de la Grèce et l'extermination de sa population, *quod omen dii avertant.* Là éclaterait l'insuffisance du plan de la médiation, et se feraient sentir les inconvéniens que je viens de relever. La victoire de Navarin n'est pas le fait de la diplomatie; elle appartient tout en-

tière aux trois amiraux; ils ont su apprécier la valeur du blocus commandé par la diplomatie, et ils ont jugé sainement que, hors une station dans le port de Navarin, tout le reste était inutile. Qu'ils aient pressenti que leur contact avec une armée de barbares amènerait nécessairement un évènement qui rendrait indispensable l'emploi de la force, on doit croire que cet aperçu n'a pas échappé à des hommes aussi éclairés que braves. Ils avaient la conscience de leur force, ils voyaient distinctement la probabilité d'en finir d'un seul coup; il est à regretter que la diplomatie n'ait pas marché avec la même rapidité, et n'ait pas vu avec la même perspicacité.

Mais aujourd'hui que la guerre a commencé par le fait des Turcs, qui peut retenir la diplomatie dans les voies courtes et étroites qu'elle s'était tracées à elle-même? Les Turcs viennent de lui donner contre eux tous les droits de la guerre; l'Égypte de même. Les Turcs ont fourni la preuve de leur mauvaise foi et de l'impossibilité de compter sur les traités conclus avec eux : ils ont donc mis la diplomatie en position de ne consulter à leur égard que les seuls intérêts de l'Europe. Jamais plus belle ni plus facile oc-

casion de former dans l'Orient cette barrière si désirable, et pour laquelle la Turquie est un espoir si vain. Le combat de Navarin n'est-il pas la preuve de sa faiblesse? La flotte, appuyée par des feux de terre, devait pulvériser les alliés et leur faire payer chèrement leur témérité; eh bien, quelques heures ont suffi pour anéantir et précipiter au sein des eaux ce fameux armement! L'invincible *armada* turque a eu le sort de celle de l'Espagne. Orgueil, barbarie, faiblesse, voilà toute la Turquie : et c'est sur ce *caput mortuum*, sur ce cadavre politique que l'on compte pour arrêter la Russie! Les inspirateurs de l'*Observateur autrichien* n'y ont pas mieux regardé que les maîtres du *Moniteur français*, lorsqu'il nous parle *de cet antique empire ottoman, si nécessaire à l'équilibre de l'Europe*. Est-ce donc que l'on fait de la politique comme des romans, avec des ruines de vieux châteaux et des tours abattues? La Turquie n'est plus que ce que l'on appelle vulgairement une *planche pourrie*, inutile à elle-même, incommode à tous. Ne serait-il pas affreux, aussi offensant pour la raison que pour l'humanité, de voir l'Europe se diviser et se montrer en armes pour soutenir l'existence chancelante de

ce fardeau commun. La diplomatie, persévérant dans ses tâtonnemens, va-t-elle retenir l'essor des Grecs, que les nouvelles circonstances rendent très supérieurs à leurs ennemis? Ne devrait-elle pas leur dire : Allez jusqu'où votre bonne étoile peut vous conduire; restez les maîtres de la Grèce si vous le pouvez; chassez les Turcs si vous en avez la force : loin de m'y opposer, je vous continuerai les secours que je vous ai déjà accordés, en interceptant tous les passages par mer. Le combat de Navarin a étendu la question; il a ajouté les droits de la guerre à ceux de l'intervention conciliatrice. Le canon turc a brisé les liens que la diplomatie s'était donnés à elle-même; il lui a rendu tout le terrain dont elle ne s'était approprié qu'une partie. Les choses sont même venues au point que, d'un même coup, on peut rendre à la civilisation qui les réclame, à l'Europe qui demande de nouveaux débouchés pour son commerce, la Turquie et l'Égypte. Des mains européennes achèveraient mieux que des mains turques la civilisation ébauchée par un musulman dans ce beau pays; son pouvoir a fini à Navarin : ceux qui rêvent son indépendance et qui la lui conseillent ne connaissent pas ces

hommes. Celui-ci est un fervent musulman; à ses yeux, le sultan est le père des fidèles croyans : lui suggérer l'indépendance, c'est demander à un cardinal de détrôner un pape. Méhemet-Ali s'est perdu en Grèce : armées, flotte, trésors, prestige, là tout a péri pour lui. On ne recrée pas tout cela, et Méhemet n'est plus aujourd'hui qu'un de ces pachas que les ombrages de Constantinople ou le poignard de quelque ambitieux précipitent d'un rang, objet d'effroi ou d'envie. Tel est dans l'Orient le dénouement de ces sortes de rôles; ils finissent comme ceux des tragédies.

Il sera curieux de voir si l'évènement de Navarin sortira enfin la diplomatie européenne de sa petite sphère, ou si elle-même l'agrandira d'après l'appel que les circonstances semblent lui faire. Malheureusement, il faudra recommencer à courir de Paris à Londres, de Londres à Pétersbourg, et, avant qu'on se soit entendu, il faudra encore un long espace de temps. Les gens de guerre, expéditifs par nature, ont fini de la flotte turque dans cinq heures (1); il fau-

(1) Lépante, Tschmé, Navarin, voilà trois noms écrits en lettres de sang, ineffaçables dans les annales

dra peut-être cinq mois et plus à la diplomatie pour se fixer à une idée; et si le sultan, en sen·

---

de l'empire ottoman; voilà les trois tombeaux où s'est trois fois engloutie sa marine. La bataille de Lépante fut livrée le 7 octobre 1591, entre les flottes d'Espagne, du pape et de Venise, et celle du sultan Solim II. Il avait fait contre la chrétienté une *armada* semblable à celle que Philippe fit contre l'Angleterre : toutes les deux eurent le même succès. Don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, commandait les alliés; l'amiral turc Ali fut fait prisonnier par don Juan : toute la flotte périt, moins trente galères, que le fameux Uluciali, traversant fièrement la flotte victorieuse, ramena à Constantinople.

Plus de six cents bâtimens armés combattirent dans cette terrible journée. Les historiens du temps disent que la mer fut rougie du sang qui y fut répandu.

La bataille de Tschmé fut livrée le 5 juillet 1771. Il y eut deux actions : la première, sur la côte d'Asie, la flotte turque ancrée au rivage; la seconde, le 9 juillet. L'escadre turque s'était réfugiée dans la petite anse de Tschmé; elle y fut incendiée en totalité, moins un seul vaisseau, qui tomba dans les mains des Russes. Ils étaient conduits par deux marins anglais, Gregg et Elphinston. L'amiral russe Spiritoff n'avait le commandement que pour l'honneur du pavillon russe (*). Si

(*) Le récit de ce combat est à lire dans l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*; c'est un admirable morceau d'histoire.

tant briser dans sa main les instrumens de sa vengeance, se soumet en rugissant, le tiendra-t-on quitte de ses refus, qui ont amené son désastre? Mais si, enflammé par la rage même de cet affront, il persévère dans ses projets et ses actes hostiles contre la Grèce; s'il continue à dévaster, à exterminer, s'obstinera-t-on, d'un autre côté, à lui dire : Quelque chose que vous fassiez, jusqu'à la mort du dernier des Grecs, vous serez le maître de rester leur seigneur suzerain, jouissant de tributs sur eux. Il est bien à craindre qu'en cela, comme en beaucoup d'autres choses, la diplomatie n'ait enfanté

---

les conseils et l'exemple d'Elphinston eussent été suivis, on cinglait droit vers Constantinople, dont la consternation générale ouvrait le chemin. Le combat de Navarin est la répétition exacte de Tschmé : c'est toujours la même ignorance de la part des Turcs; elle annule la supériorité de leurs forces. Ils se battent avec acharnement, comme les Espagnols, derrière les murailles, mais sans art, parce que, comme les Espagnols, ils sont sans civilisation; et M. de Metternich s'obstine à vouloir faire de ces gens-là les défenseurs de l'Europe contre la Russie! c'est dans ces mains grossières qu'il remet la balance et l'équilibre politique de l'Europe! Tout cela est digne du génie qui inspire l'*Observateur autrichien.*

que des demi-mesures, et ne fasse encore quelque plan *à la façon d'Espagne.* Elle ne peut se dissimuler que le plan d'intervention, tel qu'il a été publié, n'ait porté peu de satisfaction dans les esprits. On s'attendait à mieux : on a été aussi content des guerriers que peu satisfait des diplomates. En effet, un plan maigre n'était pas fait pour parler à l'esprit de l'Europe; elle en sait plus que cela; elle veut du grand, de la correspondance entre les moyens et le but. Les hommes ne veulent pas donner leur sang et leur or pour un résultat médiocre. L'instinct des peuples ne les trompe pas : lorsqu'ils voient de grands gouvernemeuens s'ébranler et se mettre en mesure d'agir, toujours ils leur supposent de grandes vues. Si, dans la circonstance actuelle, l'on passait du plan étroit du cantonnement des Grecs à celui de l'érection d'un grand État, fondé sur les ruines de cet odieux empire des Turcs, une acclamation générale se ferait entendre d'un bout à l'autre de l'Europe, et avertirait la diplomatie de la nature du ressort qu'elle doit toujours presser de préférence.

SECOND POST-SCRIPTUM.

Les évènemens, en se développant, apportent chaque jour une confirmation à nos prédictions.

1°. Les amiraux vainqueurs se sont presque excusés de leur victoire, en attribuant aux vaincus le tort de la déloyauté qui les a forcés à les battre. Fidèles au plan de leurs commettans, ils ont éteint de leurs mains triomphales les foudres prêtes à consumer le reste des vaisseaux ottomans; ils ont (1) accordé à ses débris une espèce de sauve-

(1) Voyez l'intimation faite par les amiraux aux commandans des vaisseaux échappés au désastre de la flotte. Ils leur ont déclaré, qu'en cas d'observation stricte de la neutralité, ils ne les attaqueraient pas : ceci est hors de l'état ordinaire de la guerre. De plus, les alliés n'ont pas tiré un coup de canon sur les forts de Navarin, ni ceux-ci sur la flotte. Ce n'est pas davantage l'état ordinaire de la guerre en Angleterre : on a beaucoup disserté sur la légitimité de la bataille de Navarin;

garde dont la condition est de s'abstenir de leur côté de toute espèce d'hostilité. On peut croire que la leçon aura profité aux échappés de ce grand désastre, et que la crainte aura chez eux servi de supplément à la bonne foi. Mais le jour du triomphe des flottes a été la fin de leur mission, et là a apparu dans toute sa clarté la faute énorme d'avoir envoyé une flotte sans troupes. Par là, le but de l'intervention se trouve complètement manqué. En effet, qu'importe à la Grèce, à l'Europe, que la Turquie ait quelques vaisseaux de plus ou de moins? Si la Grèce est dévastée, si sa population est exterminée, les pavillons alliés, dominateurs des mers de la Grèce, feront-ils tomber le glaive et la torche des mains du cruel Ibrahim? paralyseront-ils les bandes armées par le sultan et ses lieutenans? Chargés d'une gloire stérile pour la Grèce, les vainqueurs de Navarin n'auront qu'à gémir d'être les témoins de l'agonie, des funérailles de la Grèce, et de n'avoir de force que sur l'élément où leur bras lui est le moins utile. Sûrement la

---

c'est la perfection de la perte du temps. Depuis ce temps, les alliés se sont éloignés de Navarin, en laissant à Ibrahim-Pacha tous les moyens de se ravitailler.

diplomatie sent déjà l'énormité de l'aberration dans laquelle elle est tombée : on ne tardera pas à la voir courir à une tardive réparation, en dirigeant vers ces contrées des bataillons qui auraient dû marcher de conserve avec les flottes. Le principe de cette déplorable erreur est toujours le même, celui de juger les autres par soi-même, de se faire un ennemi idéal au lieu de s'assurer des attributs réels de celui que l'on a en tête; celui-ci agissant d'après lui-même, déconcerte tous les jugemens formés comme par fantaisie, et rend vaine une action qui ne se rapporte pas avec celle que l'on avait supposée, parce que l'on y trouvait mieux son compte; c'est ce qui vient d'arriver. Les alliés ont passé une année à élaborer un plan, ils se sont figuré que la Turquie ne soutiendrait pas l'aspect d'un choc avec des puissances si démesurément plus fortes qu'elle; que les armes allaient lui tomber des mains. Qu'est-il arrivé? Le divan portant ses idées plus haut, a vu dans de nouvelles cessions, faites à des menaces armées, un principe de mort pour l'empire lui-même, et resserrant les ressorts de sa puissance, il a pris un parti qu'au moins l'honneur ne désavouera pas, et qui peut enfanter de grandes choses. Par là, il a déjoué tous les

plans de la coalition, il l'a portée sur un terrain, duquel de fallacieuses publications disaient que le sultan n'oserait pas approcher (1). L'y voilà placé sans hésitation, sans apparence de crainte, dans une attitude digne d'un souverain. Ceci subvertit complètement le plan de la coalition; il faut qu'elle recoure à d'autres mesures, et qu'elle substitue des bataillons à des vaisseaux: dorénavant ceux-ci n'ont plus rien à faire; car pour se battre, il faut être deux, et il n'y a plus de vaisseaux turcs.

2°. La civilisation a marqué ses progrès et sa présence en Turquie dans l'assistance donnée par le gouvernement turc lui-même aux représentans et aux sujets des puissances dont la Porte venait de recevoir ce cruel affront. Que cet évè-

(1) Voyez l'assurance avec laquelle, pendant trois mois, le *Moniteur* a *fait le thème* du Grand-Turc, et a prouvé, à sa manière, que le divan ne pouvait pas se dispenser de voir, de juger, de sentir comme les souffleurs du *Moniteur* de Paris. Voyez encore comme, à la nouvelle de la bataille de Navarin, il s'est écrié : Tout est fini dans l'Orient. Pauvres gens! ils jugent la Turquie comme leur maître. M. de Villèle avait jugé la France avec ses élections : il en attendait son triomphe; elles ont été pour lui la bataille de Navarin.

nement eût eu lieu au temps des Amurat, des Sélim, des Bajazet, des fleuves de sang auraient coulé sous la main vengeresse de ces hommes incivilisés; mais la civilisation a franchi les Dardanelles, les énormes machines de guerre dont elles sont hérissées n'ont pu l'arrêter. Elles peuvent bien interdire le passage aux vaisseaux armés de cent foudres, mais qui peut arrêter la civilisation dans sa marche progressive? C'est elle qui a fermé le *château des Sept-Tours*, de ce triste séjour où languirent tant de fois les ministres de tant de rois. Aujourd'hui, sous la sauvegarde de la civilisation, ils trouvent sûreté pour leur retraite, là où leurs devanciers n'auraient trouvé que les cachots ou la mort.

3°. La résolution du sultan confère aux puissances tous les droits de la guerre; elles peuvent donc sortir de leur plan *cantonnal* pour la Grèce, et en embrasser un autre plus étendu; et ce plan quel peut-il être, sinon celui que nous avons présenté? Comme tout ce qui se passe en fait sentir les avantages, comme il démontre la nécessité d'en finir en Europe avec cet empire ottoman, ce digne rival de l'Espagne en inutilité et en embarras!

4°. La guerre de l'Orient peut amener une

complication fâcheuse dans les affaires de l'Europe, et compromettre la paix de cette contrée. L'Autriche ne verrait pas avec indifférence une lutte entre la Russie et la Turquie. Le sujet de ses ombrages serait un agrandissement de la Russie aux dépens de la Turquie. C'est une vue routinière, bornée, et malheureusement à l'usage ordinaire de l'Autriche. L'expédient propre à parer à tous les embarras, est la création du grand État grec, et la relégation des Turcs en Asie. Là, il n'y a plus d'empiètemens à craindre, ni de barbarie turque à surveiller ou à réprimer sans cesse. Que la Moldavie et la Valachie soient partagées entre la Russie et l'Autriche, pour conserver l'équilibre entre elles, ou bien que les deux principautés soient formées en une seule souveraineté avec un titre royal, les deux suppositions entrent également dans les intérêts généraux de l'Europe. Une province de plus ou de moins pour qui les compte par centaines, n'ajoute pas à sa force réelle, et ne change pas son état; le tout est qu'il ne soit pas seul à en acquérir. Ainsi toutes les fois que la Russie fera un pas, si l'Autriche en fait un autre qui lui soit égal, il n'y a rien de changé ni dans l'état respectif des deux États, ni dans leur position

à l'égard de l'Europe. C'est ce qui aurait lieu, soit par le partage des principautés entre les deux puissances, soit par l'érection de ces provinces en une souveraineté séparée; et ce dernier système serait de beaucoup le meilleur. Que la diplomatie sorte enfin du cercle étroit dans lequel elle se confine, en dépensant le temps, les hommes et l'argent sans résultats; qu'elle s'éclaire et qu'elle s'accorde enfin sur les grands intérêts qui la pressent de toute part; qu'elle leur fasse céder les rivalités, les jalousies et toutes les petites passions qui formaient l'art de la vieille diplomatie, cela n'est plus de notre temps, ni de l'Europe. On est las de n'entendre parler que des ombrages de l'Autriche contre la Russie, ou de la convoitise de celle-ci contre la Turquie; ce langage est aussi fastidieux qu'il est inutile pour le fond même des choses. Quand parlera-t-on de l'humanité, de la civilisation et de l'Europe? sûrement ces objets sont plus importans, plus nobles; ils satisferont davantage l'Europe pensante, que ne le feront les produits de la coalition des deux génies qui inspirent le *Moniteur* et l'*Observateur autrichien*. On nous tient là à un triste régime!

FIN.

TABLE

DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE.



PRÉFACE.

Il y a environ cent ans que Montesquieu (1) mettait dans la bouche de voyageurs qu'il a rendus célèbres, ces prophétiques paroles : « J'ai vu avec étonnement la faiblesse de l'em- » pire des Osmanlis ; ce corps malade ne se » soutient pas par un régime doux et tem- » péré, mais par des remèdes violens qui l'é- » puisent et le minent sans cesse. Les pachas, » qui n'obtiennent leurs emplois qu'à force » d'argent, ravagent les provinces comme des » pays de conquête ; une milice insolente n'est » soumise qu'à ses propres caprices; les places » sont démantelées, les villes désertes, les » terres et le commerce entièrement aban- » donnés. Ces barbares ont tellement aban- » donné les arts, qu'ils ont négligé jusqu'à » l'art militaire ; ils croient faire grâce aux » négocians étrangers que de leur permettre

(1) Lettres Persannes.

» qu'ils les enrichissent. Smyrne est la seule » ville de leurs possessions d'Asie qu'on puisse » appeler une ville riche et puissante; il ne » tient pas aux Turcs qu'elle ne ressemble à » toutes les autres. » Ailleurs, le même homme dit encore : *Les Turcs et les Espagnols sont les deux peuples de la terre les plus propres à posséder inutilement de grands empires*. De part et d'autre, que manque-t-il à l'accomplissement de la prophétie? Voilà l'Espagne sans l'Amérique, et un empereur de Russie franchissant le Danube et s'avançant à la tête d'un peuple armé, dans cette route ambitieuse et menaçante dont l'altière Catherine avait placé le premier jalon dans la direction de Byzance. Si la Russie le veut, c'en est fait de l'empire Ottoman : il n'est guère à regretter pour lui-même, quoique la diplomatie européenne l'ait proclamé *une nécessité de l'Europe*. Mais il faut voir plus loin, et regarder aux conséquences des scènes qui se passent de ce côté.

Dans ce moment, l'effort de la puissance russe se porte vers la Turquie, mais c'est pour revenir sur le corps de l'Europe avec une nouvelle force; car rien n'est isolé dans ce qui fortifie ou qui affaiblit un empire. Quand la Russie aura pris tous ses avantages

sur la Turquie, elle en sera plus forte contre l'Autriche, contre la Prusse, contre tout le monde : déjà elle l'est beaucoup trop, que sera-ce si de nouveaux accroissemens viennent ajouter aux proportions de ce colosse? Le moment nous a donc paru arrivé et opportun pour indiquer à l'Europe sa position véritable, et le remède qu'elle comporte. En cela, nous ne faisons que donner suite à ce que nous avons annoncé dès l'époque du congrès de Vienne. Dès lors nous voyions clairement ce qui se passe aujourd'hui; dès lors apparurent deux maîtres en Europe, l'Angleterre et la Russie, mais avec cette différence, que le pouvoir de l'une ne porte que sur la richesse, tandis que celui de l'autre atteint l'existence même (1). Interdire la mer appartient, il est vrai, à l'Angleterre, mais saisir corps et biens sur le continent, est dévolu à la Russie; l'Angleterre peut imposer des privations et des gênes momentanées par le retrait de l'usage de la mer; mais armée d'un pouvoir plus redoutable, la Russie peut étendre la main également sur tout ce qui lui convient, comme sur tout ce qui lui déplaît. Qui peut l'en empêcher, immense,

(1) *Voyez* l'écrit intitulé : *Parallèle de la puissance russe et anglaise*, par M. de Pradt.

inattaquable, irrésistible telle qu'elle l'est? Arrivée à ce degré de pouvoir, par lui la Russie a partagé l'Europe en deux parties, l'orient et l'occident de cette contrée. Toute la première partie appartient à la Russie, et cet aspect tient la seconde partie comme en état de blocus par la première. On vient de le voir, la Russie a fait un mouvement, l'Orient a tremblé, l'Occident a été ébranlé; en quelques lieux, on a cru à la nécessité d'un redoublement d'armement. A ces signes trop certains, qui peut méconnaître l'ascendant que la Russie a pris sur l'Europe? ne se marque-t-il pas en tout? cette attention inquiète à pressentir, à prévoir tous les mouvemens de ce pouvoir exorbitant, n'en est-elle pas la preuve? Est-ce bien de l'indépendance réelle que cette obséquiosité à l'égard de la Russie, qui se fait sentir en tout? Une attitude craintive ou de courtisan, envers elle, n'est-elle pas adoptée généralement? Quelques nuances peuvent se faire remarquer dans les formes chez quelques-uns, mais le fond est à peu près le même pour tout le reste. En présence d'un pouvoir aussi démesuré, on peut dire que les libertés publiques de l'Europe ne sont plus qu'un vain mot, quant au fond même des choses. La considération de cet état nous a

vivement frappé; elle nous a inspiré cet écrit; la nature même du sujet en a indiqué la division.

La première partie comprend tout ce qui est propre à constater cet état de l'Europe, ainsi que l'amendement dont il est susceptible. Cette partie est permanente, comme le sujet auquel elle se rapporte. La seconde, relative aux affaires actuelles de l'Orient, se rapproche des ouvrages de circonstances; car ses élémens sont susceptibles de variations, tandis que tout est fixe dans la première partie. Celle-ci renferme de plus deux vues nouvelles, qui résultent de l'étendue et de l'affermissement de la puissance russe vers le Midi. Il est évident que cet accroissement, propre à donner un prodigieux développement à la civilisation et au commerce de la Russie, attirera le gouvernement russe dans cette direction, ainsi que toutes les marines de l'Europe dans la mer Noire. De là naîtra un embarras, source inévitable de quelque révolution, par l'impossibilité de concilier un très grand mouvement de commerce, entretenu par toutes les marines des deux mondes, avec la présence du Sultan à Constantinople, comme avec l'occupation du Bosphore et des deux rives des Dardanelles par les Turcs. Les choses qui avaient créé

cette occupation, et qui la rendaient inoffensive, ont fait place à d'autres choses qui ne peuvent plus les tolérer. Une Russie civilisée, commerçante, une Europe associée à ce commerce, aux effets de cette nouvelle civilisation, ne peuvent pas s'accommoder de ce qui existait lorsque la Russie restait encore en dehors de la civilisation, et lorsque les routes de la mer Noire n'étaient pas fréquentées.

Un nouvel ordre de choses s'est établi, il faut donc que tout le reste y corresponde. C'est avec le sentiment de ce changement que nous avons écrit, comme d'après la considération des conséquence qu'il ne peut manquer d'avoir. Nous ne craignons pas qu'aucun esprit raisonnable nous accuse de sonner le tocsin en Europe; ce n'est pas d'un tocsin d'hostilité qu'il s'agit, mais d'un tocsin de précaution et de prudence, et celui-ci est dans le droit et dans la raison humaine. S'unir en vue de préservation contre le fort, est le droit des faibles; car c'est leur nécessité, et la nécessité est mère de droit. La position violente dans laquelle la prépotence de la Russie a mis l'Europe a donné à celle-ci le droit de remonter, en vue de salut, aux principes de l'ordre social, et ces principes consacrent la légitimité de l'union des faibles pour se pré-

server des atteintes du trop puissant. Lorsque la maison d'Autriche laissait percer des idées de monarchie universelle, on s'unit contre elle; trois fois l'Europe mit ses forces en commun contre les grandeurs de Louis XIV (1); pendant quatorze ans elle s'est coalisée contre les modernes grandeurs de la France; pour venger ou garantir son indépendance, elle n'a pas reculé devant les chances les plus dures de la guerre. Ici, l'on n'invoque pas le recours à de pareilles extrémités, on se borne à réclamer la formation d'une défensive assez forte pour garantir à chacun ce qu'il a de liberté et de propriétés : l'ambition la plus bornée ne peut pas descendre plus bas.

Me pardonnera-t-on ce rapprochement : la grandeur démesurée d'un souverain nuit à la considération des souverains inégaux en pouvoir, comme le pouvoir matériel rabaisse les autres pouvoirs de même nature qui lui sont inférieurs; par cette élévation de l'un sur les autres, ceux-ci n'ont guère plus l'air que de

(1) C'est un beau morceau d'histoire que celui de l'opposition de l'Europe contre Louis XIV, sous l'inspiration du roi Guillaume. Burke a tracé un admirable tableau du caractère que ce prince déploya pour former la ligue contre la succession d'Espagne.

ses courtisans ou de ses satellites : une existence trop inférieure est une éclipse réelle. Nous sortons de le voir; qu'étaient une partie des souverainetés de l'Europe au temps de Napoléon? Dans cette Europe, qui a fini par humilier Louis XIV, n'a-t-on pas long-temps, en parlant de lui, usé du mot *le roi* (1). Attendre ou craindre le mot d'ordre d'un autre n'est plus régner; cette subordination ne s'accommode pas avec les hautes idées que rappelle le nom de royauté. Celle-ci, dans sa position nouvelle, doit y regarder de près, et ne pas perdre de vue les échecs qu'elle a reçus depuis quarante ans, la pente des esprits vers une participation au pouvoir, les dépréciations que les trônes éprouvent en Espagne et en Portugal, et, ce qui comble tout, l'érection de sept nouveaux autels à la liberté, comme base essentielle et

(1) A la mort de Louis XIV, ce qu'il y avait alors de gazettes annonça cet évènement dans ces termes : *le roi est mort*. L'Europe ne demanda pas de qui elles entendaient parler. Dans ces derniers temps, elle savait très bien qui désignait le nom d'empereur. C'est ainsi que, par antonomase, les anciens appelaient Rome *la ville*. Prenons garde qu'en continuant comme on le fait, il n'y ait aussi, pour désigner les souverains de la Russie, lieu à antonomase, et que l'on ne sache trop distinctement de qui l'on parlera lorsqu'on dira l'*empereur*.

naturelle de l'ordre social, placés sur les rivages de l'Amérique, en regard des royautés européennes. Si à ces causes d'affaiblissement vient encore se joindre une inégalité trop frappante avec la souveraineté de la Russie, alors ce serait comme aux temps anciens, où l'Asie avait conféré le titre de grand roi aux monarques de Perse, dont les grandeurs effaçaient toutes celles des princes de la même contrée. On vit encore les petits rois d'Asie venir briguer le titre d'alliés du peuple romain : Cicéron a consacré ces outrages faits à la royauté, en disant : *Je reçois les remerciemens de princes pour les avoir faits rois, que je ne savais seulement pas qu'ils fussent au monde.* L'empereur de Russie prend le titre d'*autocrate* sur ses terres et sur ses sujets; encore quelques pas, et il pourra en étendre beaucoup l'application. Alors, ce que l'on pourra tenter pour arrêter ce pouvoir, ressemblera beaucoup aux fanfaronnades que Corneille a mises dans la bouche d'un de ces héros, qui, avec quelques provinces d'Asie, parlait de borner le cours des grandeurs romaines (1). Il ne faut pas perdre de vue la singulière complication que présente la guerre actuelle de l'Orient; l'Histoire n'offre pas

(1) *Nicomède.*

d'exemple d'un pareil *embroglio*. 1° La Russie fait deux guerres à la fois, une guerre personnelle contre la Turquie, et une guerre d'alliance pour la Grèce, concurremment avec la France et l'Angleterre. 2° Le Sultan fait une autre guerre que celle qu'on lui fait. Les alliés assignent un but et des limites à leur guerre; le Sultan veut la guerre avec toutes ses chances, une guerre pour l'existence même, une guerre à outrance. On lui demande une province, il joue son empire; on réclame de lui des garanties, il répond qu'il y a inimitié naturelle entre lui et ses adversaires, et que ceux-ci nourrissent dès longtemps le projet de le détruire. 3° En cas de quelque écart ambitieux de la part de la Russie, les alliés d'aujourd'hui, demain seront ennemis, et, réunis pour affranchir la Grèce, ils peuvent se combattre pour empêcher sur la Turquie des empiétemens qui les rendraient esclaves de la Russie. Tel est l'état réel des choses; comme l'on voit, elles sont pleines d'obscurité et de dangers. Ce ne sera pas en détournant la tête pour ne pas apercevoir ce danger, qu'on l'annulera; la prévoyance et la virilité sont seules de mise dans cette grave circonstance. La Russie fait ses affaires, l'occident de l'Europe doit aussi faire les siennes. En 1772, on laissa faire les trois puissances co-

partageantes de la Pologne; on retrouve aujourd'hui les effets de cette tolérance ou de cette distraction. Les embarras actuels datent de là, car c'est ce partage qui a amené la Russie sur le centre de l'Europe : s'il y avait eu quelque prévoyance à Berlin, à Vienne, au lieu de se réunir pour partager la Pologne, on se serait réuni avec elle pour empêcher que la Russie n'en prît un village. La Pologne était le mur de séparation entre l'orient et l'occident de l'Europe; il était bien évident qu'abattre ce mur était mettre en contact, c'est-à-dire en collision, les deux grandes divisions de l'Europe, et, par une conséquence inévitable, créer entre elles, comme il arrive toujours entre puissances égales et voisines, des inimitiés que l'on peut appeler élémentaires. Aussi qu'est-il arrivé? Voilà la Russie imposant son lourd fardeau sur tout l'occident de l'Europe; elle seule occupe la scène active de cette contrée, tout le reste, comme au théâtre, est au *parterre*. Une bonne parole de l'*empereur Nicolas* est recueillie comme un baume précieux, propre à calmer tous les ombrages; on s'accorde à laisser faire qui parle si bien, qui est doué de la tranquillisante vertu de la modération. Pendant ce temps, la Russie perd-elle ou gagne-t-elle? ses armes prévalent-elles? sa force s'accroît-elle?

Voilà toute la question. Voilà aussi le point où nous l'avons prise, et le jour sous lequel nous avons cru utile de la montrer : en cela, nous avons rempli un devoir; qu'à leur tour ceux qui ont le pouvoir fassent le leur (1).

(1) Il faut rendre justice au ministère actuel de la France; il n'a pas manqué à l'Europe, à la France, à lui-même, dans cette circonstance; il n'a pas imité le cabinet de Versailles, de 1772. En demandant un crédit correspondant aux nouveaux armemens de terre et de mer que les circonstances peuvent exiger, le ministère a montré de la virilité, de la prévoyance, il a tracé la route aux autres cabinets. Dans l'argumentation qu'il a eu à soutenir, il s'est montré très supérieur à ses adversaires. *Plaisante manière d'arrêter l'essor de la Russie, que de refuser le budget!* Le droit de refuser le budget n'est pas encore bien éclairci parmi nous; il y a dans cette question quelque chose qui dépasse ce qui a été dit ou montré. L'Europe recevra un secours à peu près aussi efficace des opinions qui établissent qu'il faut se borner à contempler les embarras de l'Autriche à l'égard de la Russie, en mémoire du mal que celle-là nous a fait, et de l'illibéralisme de M. de Metternich. Il ne manquera rien à la défense de l'Europe avec de pareilles idées et de pareils hommes d'état.

SUR LES

AFFAIRES D'ORIENT.

PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Les deux maîtres en Europe.

L'Angleterre règne sur la mer, la Russie sur la terre : tel est le partage actuel du monde. Où se trouve le domaine des autres? La coalition de toutes les marines de l'Europe ne serait qu'un sujet de triomphe pour l'Angleterre : cet assemblage incohérent ne pourrait pas même se former; à plus forte raison serait-il incapable d'atteindre l'Angleterre. Celle-ci tient cet avantage de sa position centrale entre le nord et le midi, position qui la rend maîtresse des passages par lesquels la réunion devrait être faite; avantage fortifié par l'occupation de Gibraltar et de Héligoland, qui lui donnent les clefs de la Méditerranée et de la Baltique. D'un autre côté, la coalition de tous

les bataillons de l'Europe ne pourrait pas refouler la Russie à quelque distance de sa frontière, ni créer un intermédiaire protecteur entre elles deux : sur les deux élémens, un système négatif, une défense par alliance est donc la seule ressource qui reste encore aux libertés très affaiblies de l'Europe; fortune bien mince, apanage triste, mais dont il faut savoir se contenter, et qu'il faut savoir défendre, car la destinée ne permet pas d'aspirer plus haut.

Cette vérité est affligeante, mortifiante même, nous le sentons! Prouvons qu'elle n'est pas une fiction, un jeu d'esprit, ni une alarme vaine; nous ne croyons pas avoir besoin d'éloigner l'idée d'une mortification intentionnelle envers qui que ce soit.

1°. Formation systématique de la domination de l'Angleterre sur les mers.

Il est des choses que l'on ne peut montrer que la carte à la main : prenons donc la mappemonde, car c'est sur cette échelle que, dans cette cause, il faut tout mesurer. Nous allons y voir distinctement le réseau dans lequel l'Angleterre a enveloppé le littoral de tout l'univers.

Le premier anneau de ce redoutable filet est attaché à Héligoland. De ce point, l'Angleterre

bloque à la fois le Sund, la Baltique et les trois marines du nord. Que ces marines s'avisent de défiler devant ce passage, et vous verrez si leur course ne va pas se terminer, dans quelques jours, aux prisons de Portsmouth et de Plymouth; c'est là qu'elle ne peut manquer d'aboutir. Cette occupation d'Héligoland fut un coup de partie pour l'Angleterre; elle l'a affranchie des inconvéniens attachés aux croisières dans la Baltique, mer sauvage où elle manquait d'abris et de relâches; elle n'a plus besoin d'aller bloquer Revel, Cronstadt, Copenhague; elle n'a qu'à attendre les escadres qui déboucheraient de la Baltique. De plus, à Héligoland, l'Angleterre domine l'embouchure de l'Elbe et du Veser, ces deux grandes artères du commerce de l'Allemagne; plus au nord encore, l'Angleterre s'est assurée des Orcades, d'où elle surveille tout ce qui pourrait lui échapper à Héligoland, et tenterait de se dérober au passage de la Manche : c'est là où se trouve le centre de sa puissance, et qui pourrait se flatter de l'y braver impunément. Le temps où les Tromp, les Ruyter remontaient jusqu'au pont de Londres n'est plus : celui même où les flottes combinées fatiguèrent de leur masse inutile les mers d'Irlande et d'Angleterre, est

déjà loin. Il n'y a plus d'*invincible armada* que pour l'Angleterre. Suivons-la dans la formation systématique de sa domination; les élémens en ont été judicieusement calculés. La population de l'Angleterre n'est pas très nombreuse; son militaire de terre ne peut que lui être proportionné, et par conséquent faible, et moins nombreux que celui des grandes puissances continentales. Qu'a donc fait l'Angleterre? elle a recherché la possession de ces points fortifiés par la nature, que l'on garde à peu de frais, et dont les flottes peuvent toujours interdire l'approche. Ainsi elle s'est établie à Gibraltar, d'où elle domine l'entrée de la Méditerranée; à Malte, d'où elle coupe en deux cette mer, et surveille la côte d'Afrique; à Corfou, d'où elle règne sur l'Adriatique. Voilà pour l'Europe. A Sainte-Hélène, l'Angleterre étend un bras vers l'Amérique, un autre vers l'Afrique, et peut porter la main sur tout ce qui aborderait d'un côté ou de l'autre. Au cap de Bonne-Espérance, combiné avec l'Ile-de-France, elle intercepte tout passage vers l'Orient. Sur la côte de Malabar, elle s'est fait adjuger quelques établissemens portugais; elle a pris Ceylan sur la Hollande, elle a élevé un empire immense dans l'Indostan. Du haut de l'Amérique du nord, elle

a formé une chaîne semblable jusqu'à la côte ferme, qu'elle serre de bien près par l'occupation de l'île de la Trinité, et pour s'affranchir de la possibilité même d'une attaque, en restituant la Martinique à la France, elle a eu le soin de se réserver l'île de Sainte-Lucie, qui annule la première sous les rapports militaires. Par là, la Martinique n'est plus pour la France qu'un champ de sucre ou de café qu'elle achète fort chèrement, et un mince débouché pour son commerce. Qui pourrait arracher à l'Angleterre la moindre partie de cet opulent mobilier? Que l'on compare le nombre des vaisseaux européens avec celui des vaisseaux de l'Angleterre, l'art de les diriger respectivement, l'unité des intérêts d'un côté, la divergence de l'autre, la faculté de se réunir et de se réparer, et l'on reconnaîtra quelle immense supériorité la puissance navale de l'Angleterre possède sur toutes celles de l'Europe, soit à part, soit ensemble. On peut se réunir contre la Russie, mais on est impuissant à le faire contre l'Angleterre. Si elle ne peut rien contre le continent, à son tour le continent ne peut rien contre elle. Il faut attendre les grands jours de l'Amérique : là se trouveront les vengeurs, les libérateurs de l'Europe. On peut étendre à cette dernière

contrée ce que lord Liverpool a dit de la marine et des colonies françaises : *C'est l'affaire de quinze jours pour l'Angleterre.* Celle-ci s'est fièrement et noblement interposée entre l'Europe de la sainte alliance, et l'Amérique émancipée : en cela elle obéissait à ses intérêts commerciaux ; mais il semble qu'en cela aussi, dans un avenir moins lointain qu'on ne pense, elle jouait le rôle qui convenait à l'Europe, et que celle-ci prenait pour elle celui qui convenait à l'Angleterre. Ce n'est pas la première ni la dernière fois qu'on aura vu et qu'on verra de pareilles méprises.

2°. Formation systématique de la puissance russe.

Prenons de nouveau la mappemonde : les cartes ordinaires de Géographie ne suffisent plus à l'appréciation des masses de puissance formées par la Russie et l'Angleterre ; on dirait le monde partagé entre elles, et tout le reste vivant de leurs rebuts.

Où commence la Russie? A la muraille de la Chine ! Où finit-elle ? A 50 lieues de Vienne et de Berlin ! Où s'appuie-t-elle ? A droite, au pôle ; à gauche, à la mer Noire et à la mer Caspienne. Se trouve-t-il quelque lacune, quelque enclave étrangère, quelque voisinage

inquiétant dans cette enceinte, ou sur ses flancs ? Non : tout est ami, contigu, du même sang, du même culte, des mêmes lois, de la même obéissance (1). Gardez de mépriser les domaines asiatiques de la Russie ; ils ne lui coûtent rien, ils lui rendent des hommes et des richesses ; la civilisation commence à les atteindre, à mettre en valeur leurs produits naturels ; c'est avec eux que le comte Dimidoff établissait à la fois de grandes exploitations en Crimée, et faisait travailler les artistes de Rome et de Paris. Toutes les forces de la Russie sont donc disponibles sur son front occidental, et placées en regard de l'Europe : cinquante millions d'hommes peuplent cette immense en-

(1) On ne tient pas compte des mahométans qui vivent sous l'empire russe. La masse de la population suit le rit grec; la partie de la Pologne qui appartient à la Russie compte beaucoup de catholiques; ils font partie de la population que nous assignons à la Russie. Les peuplades reculées de cet empire, vers la Tartarie ou le nord de l'Asie, sont composées d'idolâtres; le recensement n'en est pas fait d'une manière certaine, et n'est pas susceptible de l'être, parmi ces hordes errantes; il n'est d'ailleurs d'aucun intérêt dans l'état de ces peuples.

ceinte. Qui peut assigner le point où cette population s'élèvera? Elle s'accroît en tout pays par les progrès de l'art sanitaire, par ceux des arts, du commerce, des communications entre les peuples. La Russie prendra sa part dans l'accroissement commun, et dans une proportion bien plus grande que les autres, car elle n'éprouvera aucune des gênes qui l'arrêtent chez les nations formées depuis plus longtemps. Chez celles-ci, les espaces ne sont pas vides comme en Russie, et les moyens de subsistance, la plus effective de toutes les causes de population, n'y abondent pas comme ils le font en Russie, par la prodigieuse abondance du bétail, du gibier et du poisson. La Russie jouit de tous les avantages dont sont privés les anciens états de l'Europe, dans lesquels les espaces sont occupés par la population et par les cultures destinées à sa subsistance. On a calculé l'époque à laquelle les États-Unis d'Amérique posséderaient une population de cent vingt millions d'habitans; la progression a même dépassé les prévisions. Pourquoi, dans un temps donné, la Russie ne s'élèverait-elle pas au même degré, car elle possède des élémens parfaitement semblables et égaux à ceux qui promettent aux États-Unis ce rapide accrois-

sement? La faculté de nourrir sa famille est la limite de la population; c'est elle qui, dans les états peuplés, réduit les mariages à un si petit nombre. Mais il faudra un long cours de siècles pour que cette limite soit atteinte en Russie, comme en Amérique; elle se peuplera donc à l'infini, et les empereurs futurs de la Russie sont destinés à étendre leur sceptre sur un nombre de têtes plus grand que celui des sujets qu'ait jamais comptés aucun souverain. En rapprochant les élémens de la puissance russe de ceux de l'empire romain, on trouve qu'elle le dépasse de beaucoup en étendue, en homogénéité de territoire, de mœurs, de langage, de lois. Rome avait des sujets, mais la Russie a des Russes, enfans du sol de la Russie, attachés à elle par nature, tandis que les sujets de Rome ne l'étaient que par la force; les Russes sont liés entre eux par une communauté d'origine et de mœurs, de langage et de lois, tandis que les peuples asservis par Rome n'avaient aucun lien entre eux, sous les mêmes rapports, ou plutôt sous aucun rapport. La réunion de ces attributs donne à la Russie des principes de force immenses par eux-mêmes, et contre l'Europe, quand il lui plaira d'en user. Le pouvoir est créé, et cela

est tout. L'usage dépend des hommes et du temps; mais le penchant des premiers est d'en jouir, et la tendance du second de l'aggraver. Si le continent possédait un pouvoir équivalent, on apercevrait un point d'arrêt; mais il en est dépourvu, et ses ressources doivent être puisées dans un ordre que la raison indique, mais qui, étant artificiel, ne présente pas la même force de résistance qu'aurait un moyen naturel. La Russie s'est avancée vers le continent par une marche aussi systématique que celle suivie par l'Angleterre pour s'affermir sur toutes les mers. La Russie a mis cent ans à dépouiller la Suède et la Turquie. Ici nous ne parlerons pas de la Perse, qu'elle a aussi mis cent ans à ronger. Bornons-nous à l'Europe. Pierre-le-Grand trouve la Russie des anciens czars; c'est encore la Moscovie; le nom est à peine fixé en Europe. Pierre commence par s'établir sur la mer d'Azoff; voilà pour le sud. Au nord, il enlève à la Suède l'Ingrie et la Livonie; il fait sortir Pétersbourg d'un cloaque fangeux; c'est une création anti-suédoise. Il dispose de la couronne de Pologne; voilà la Russie entrée dans les affaires de l'Europe. Ses successeurs marchent d'envahissement en envahissement; trois partages leur donnent les deux

tiers de la Pologne ; trois guerres leur donnent la Crimée, la Bessarabie ; la Finlande complète l'empire au nord, et le Congrès de Vienne la place en regard et en contact avec l'Allemagne. Par l'occupation de l'île d'Aland, Stockholm est serré de près et surveillé strictement, même d'une manière menaçante. Par la dernière paix avec la Perse, cet état est annulé : le sophi n'est plus à la Russie que comme les nabads, que l'Angleterre tolère dans l'Inde, sont encore pour elle. Par cette même paix, la Turquie d'Asie est ouverte aux armes russes, et la mer Noire est circonvenue. Ainsi a marché la Russie, pour se débarrasser de tous les obstacles, et pour arriver graduellement en face de l'Europe occidentale. L'y voilà arrivée ; elle est à la fois aux portes de Berlin et de Vienne ; aucun obstacle sérieux ne la sépare de ces deux capitales des états qui peuvent seuls lui offrir quelque résistance. La position d'une d'entre elles est aggravée par une circonstance singulière. Un tiers de la monarchie prussienne est comme placée sur les derrières de la Russie ; elle est plus en Russie qu'en Prusse : ainsi tout le territoire prussien qui s'étend depuis l'Oder jusqu'à Memel, le long de la Baltique, ne tient pas au corps de

la monarchie, et dans toute guerre il en reste séparé : la défensive de la Prusse ne peut commencer qu'à l'Oder; par conséquent la Prusse proprement dite et le duché de Posen tombent aux mains des Russes, au premier coup de canon. Les armées russes sont si nombreuses qu'elles suffiraient à la fois à marcher en avant et à saisir tout ce qui serait sur leurs derrières. Jamais la Prusse ne ferait la faute d'engager une armée dans ses domaines au-delà de l'Oder, ce serait l'exposer à la captivité : la Russie a une flotte dans la Baltique, et la Prusse en manque. Cette considération maîtrisera toujours le cabinet de Berlin, le rendra timide et obséquieux envers la Russie, et ôtera toute énergie à son action. La vue de cette perte retiendra au fond de son cœur les vœux dont l'accomplissement lui serait le plus salutaire, et la crainte le détournera de travailler franchement à leur accomplissement.

On dirait qu'un mauvais génie s'est attaché à affaiblir la Prusse, qu'il fallait au contraire fortifier à mesure que la Russie s'approchait. Au lieu de cela, loin de travailler à la rendre plus forte en la rendant compacte, en rapprochant d'elle ses diverses parties, on les a séparées en lui donnant le grand-duché du Rhin;

il est arrivé de là, 1° qu'il y a eu trois Prusses, l'une en Pologne, l'autre en Allemagne, la troisième entre l'Allemagne et la France; 2° que les trois Prusses, à défaut de liaison, n'en ont pu faire qu'une Prusse affaiblie; 3° que d'alliée naturelle de la France qu'était la Prusse en Allemagne, loin de la France, au contraire, à ses portes, elle est devenue son ennemie. Si l'on avait eu l'intention d'affaiblir la Prusse, d'ouvrir les portes de l'Allemagne, et par elles, celles de l'Europe à la Russie, aurait-on pu faire mieux? Voilà une de ces fautes capitales, qui renferment et portent en elles la destinée des empires, et sur laquelle cependant le congrès de Vienne a passé avec la plus inconcevable légèreté. On en sentira long-temps les effets, et l'Europe ne sera pas dédommagée par les idées de légitimité et par les égards de parenté qui entrèrent, chez quelques-uns, dans les élémens de cette fatale détermination. Il s'agissait des intérêts, que dis-je, de la liberté à venir de l'Europe, et certes ces considérations étaient d'une nature supérieure à toutes les autres.

La position de l'Autriche, à l'égard de la Russie, est aussi hérissée de difficultés. L'oracle de Burke, sur les conséquences du par-

tage de la Pologne, s'est réalisé. Cet état, que le ciel semblait avoir interposé entre l'Orient et l'Occident, pour amortir les coups qu'ils pourraient se porter, est partagé entre eux ; mais ce partage les a rapprochés et mis en présence. Dans la guerre de 1806, contre la Prusse, la Russie n'avait pas dédaigné quelques domaines de son alliée en Pologne; dans celle de 1809, elle ne négligea pas non plus quelques domaines autrichiens dans le même pays. Par la Volhynie et le royaume de Pologne, la Russie touche à la Galicie, possession précieuse pour l'Autriche, mais d'une fidélité toujours suspecte à l'Autriche; car il est naturel de supposer aux Polonais de la Galicie plus de penchant pour le royaume de Pologne que pour la monarchie d'Autriche. Quelque faible et décolorée que soit aux yeux d'un Polonais l'image de la Pologne dans le royaume de ce nom, cependant, en lui, il verra encore plus de la Pologne que dans ce qui est purement autrichien; et c'est l'évidence et la permanence de cette préférence qui est propre à nourrir les ombrages de l'Autriche contre ses sujets de la Galicie. Mais ce royaume de Pologne, entre les mains de la Russie, n'est-il pas menaçant pour le reste de

l'Europe? C'est une avant-garde de cent mille hommes, placés en tête des armées Russes. Et quels soldats que les Polonais? Qui les surpasse en courage, en force de corps? Ils ont paru en ligne avec les armées françaises; en quoi leur étaient-ils inférieurs? Quel matériel de guerre ne présente pas le royaume de Pologne, en chevaux, en bétail, en denrées de toute espèce? De plus, par sa situation, ce royaume est un poste avancé, offensif pour l'Europe; préparé contre la Russie, sous le nom de duché de Varsovie, la destinée qui veille pour cet empire, le lui a donné, et a placé le mal là où l'on avait voulu placer le remède.

Pour faire bien sentir toute la gravité de cette position, estimons les attributs respectifs de la Russie et de ses voisins. La Russie gagne à sortir de chez elle; pour elle, tout s'améliore en se portant vers le midi; au contraire, en allant à elle, tout se détériore, climat, chemins, habitations. En allant vers le midi, le temps de l'action croît sous la protection du soleil; en allant vers le nord, elle décroît par le peu de temps que laisse le passage rapide du soleil sur cette terre de glace. Cette action doit commencer tard et finir de bonne heure.

Bientôt les frimats viennent enchaîner les pas des retardataires ; s'avancer dans des contrées sans chemins, sans habitations rapprochées et dépourvues de moyens de subsistance, est fort pénible : il faut tout porter et traîner après soi. Une guerre de Russie ne ressemble pas à une guerre d'Europe, et, pour tout combler, comment rendre à un pays couvert de sables, ombragé de noirs sapins, le mal qu'il peut envoyer faire dans les lieux moins disgraciés de la nature? La Russie jouit de ce terrible privilége ; elle peut faire toujours un mal que l'on ne peut jamais lui rendre. Les attributs matériels de la Russie présentent donc à eux seuls une déclaration solennelle de l'inviolabilité de son territoire. Elle est écrite en caractères ineffaçables dans les résultats des tentatives de Charles XII et de Napoléon. Après eux, qui osera se flatter de prévaloir là où ils ont échoué, et de chercher des triomphes où ils n'ont trouvé que le tombeau de leur puissance. Les Russes peuvent faire encore à qui voudrait les attaquer, la réponse que les Scythes, leurs pères, firent à Alexandre : du moins le héros macédonien eut le bon sens de les comprendre.

La Russie, comme nous avons déjà eu lieu

de le faire observer, n'a plus de voisinage inquiétant; toutes ses forces sont donc disponibles, et ces forces sont immenses; elles les portera sur son front : là se trouveront toujours l'élite et la masse de ces forces. Quand la Pologne était interposée entre elle et le continent, les armées russes devaient parcourir de grands espaces pour se rendre sur le terrain : elles avaient à traverser un territoire étranger; elles manquaient de magasins et de dépôts. Ces armées arrivaient tard et devaient se retirer de bonne heure : aussi Frédéric, dans la guerre de 1756, ne s'inquiétait guère de gagner ou de perdre des batailles contre elles; il lui suffisait d'en livrer à ces armées venues de loin, et de leur faire le plus de mal possible. Par cela seul, il était sûr de les renvoyer chez elles et d'en purger son pays : on a vu un de ses généraux, envoyé tout exprès pour ce résultat, arriver à l'armée à midi, être battu à quatre heures, mais le lendemain les Russes, malgré leur victoire, rétrogradèrent. Ainsi en usa-t-il avec les généraux Fœrmor et Soltikoff. L'occupation de la Pologne a changé tout cela, au profit de la Russie; elle n'a plus à faire partir ses armées de loin, à les fatiguer par de longues marches, à consumer le temps dans ces

lointains et pénibles déplacemens. Désormais, pour joindre la Prusse, l'Autriche et le corps de l'Allemagne, l'armée russe n'a plus qu'un pas à faire; elle part de sa frontière, qui touche au centre de l'Europe; à Zamosk, à Modlin, à Bobruuisch, elle a des dépôts, des arsenaux, des magasins à Varsovie et dans dix autres lieux; elle est donc affranchie des obstacles qui, en d'autres temps, entravaient son action. Sous ces rapports, l'occupation de la Pologne l'a portée au niveau de ses adversaires.

3°. Armée russe.

Cette armée est plus nombreuse que celle d'aucun état particulier; elle égale celles réunies de la France, de l'Autriche et de la Prusse. Avant 1800, les armées russes étaient inférieures en science à celles des grands états militaires; les combats contre Napoléon, le mélange prolongé avec les armées allemandes, leur ont donné l'instruction qui alors leur manquait. Le matériel de cette armée, en hommes, est excellent: des bras robustes, obéissans, sont guidés par des têtes savantes dans l'art de la guerre; le corps des officiers russes a reçu une éducation soignée : on les a vus au milieu des autres militaires européens; ils ne leur cédaient sous aucun rapport. Le soldat russe est sobre, plié à une

discipline de fer, endurci à la fatigue, familiarisé avec les rigueurs des saisons, ignorant de toute jouissance; ce sont de redoutables machines de guerre, que de pareils hommes. Les chevaux, le bétail, le fer abondent en Russie; tous ces objets y sont à bas prix et coûtent fort cher dans le reste de l'Europe. La Russie abonde en chevaux très propres à tous les usages de la guerre, ce qui lui donne un grand avantage sur les états de l'Europe où ces animaux propres au service militaire deviennent rares. Dans l'état actuel de l'art militaire, les chevaux sont la moitié des moyens de guerre. Quant au nombre même de cette armée, nous n'avons pas à nous inquiéter de le fixer en lui-même, ni d'une manière précise; il suffit de savoir que la Russie peut opposer à l'Europe, ou lancer sur elle, des armées immenses, qu'elle a le pouvoir d'augmenter, de recruter, d'alimenter, qui sont homogènes dans tous leurs élémens, tandis que celles qui lui seraient opposées ne peuvent être que le résultat d'alliances, et par conséquent sujettes à toutes les espèces d'inconvéniens qui se rencontrent dans les alliances. L'action d'un seul a toujours une énergie et un ensemble bien difficiles à obtenir dans une coalition dont les intérêts,

les sensations, les vues peuvent différer. Il ne nous appartient point de tenir compte, dans ce calcul, des colonies militaires de la Russie; c'est un essai qu'il faut laisser au temps à juger. L'Europe doit se féliciter que la Russie porte une partie de ses moyens sur une marine qui lui coûte plus qu'elle ne lui rendra jamais: après la marine française, c'est une des plus ruineuses inutilités dont on puisse se faire l'idée. Contre qui toutes les deux pourraient-elles servir à un emploi utile? Il a fallu une circonstance telle que celle de l'intervention grecque, pour que ces deux marines aient pu agir. Si l'Angleterre eût été réunie à la Turquie, au lieu de faire contre elle, les vaisseaux russes et français auraient subi leur *Navarrin*. C'est à l'aide de l'alliance avec l'Angleterre, que ces deux marines ont pu déployer leurs pavillons; dans le cas contraire, ils n'eussent jamais dépassé les rades de Toulon et de Cronstadt. La marine russe de la mer Noire est afférente aux affaires du Levant, mais étrangère à celles de l'Europe; c'est pourquoi nous ne nous en occuperons pas.

CHAPITRE II.

Tendance de la Russie vers la guerre.

Quand il s'agit de l'appréciation de la conduite des hommes, il est une règle générale qui seule doit être consultée, et cette règle est le cœur humain. *Or, il est dans ce cœur de vouloir ce qu'on peut;* pour lui, le pouvoir est la mesure et la seule limite du vouloir. N'allez pas croire que l'étendue du pouvoir rassasie, elle altère. Qui a dit : c'est assez? Qui s'est arrêté dans la carrière de l'ambition ou de la fortune? Quel prince, quel état, n'a pas pris pour mesure de ses entreprises celle de ses moyens de succès? Depuis Sésostris jusqu'à Napoléon, l'Histoire est le monument de cette vérité : quand le premier eut formé des armées supérieures à celles de ses voisins, il s'avança vers l'Asie; quand le second, confiant sur la fortune enchaînée à son char, et sur une armée incomparable, crut qu'avec de pareils appuis le succès ne pouvait plus manquer à aucune de ses entreprises, il marcha à Moscou.

Tout ce qui a rempli l'intervalle entre ces deux conquérans a fait de même. Quand Rome eut senti la supériorité de sa légion, elle ne douta plus de la conquête du monde. Celle de l'Asie ne parut pas plus douteuse à Alexandre en comparant sa phalange aux soldats de Darius et de Porus. Les Sarrasins sortent des déserts de l'Arabie et arrivent en Orient jusqu'à l'Asie-Mineure, en Afrique jusqu'à l'Océan, en Europe jusqu'aux champs de Poitiers. D'Hispaniola, naguère découverte par Colomb, les Espagnols passent au Mexique, et l'Amérique est envahie. Telle est la pente naturelle, invincible des choses; armez des hommes, ils voudront se servir de leurs armes. Lorsqu'en 1789, trois millions de Français chargèrent leurs bras d'armes dont ils avaient perdu l'usage, il fut clair qu'elles ne seraient pas déposées volontairement, ni abaissées sans combats; il a fallu vingt ans pour épuiser cette veine guerrière. Frédéric avoue dans ses mémoires que la vue de sa belle armée fut le motif déterminant de sa première invasion en Silésie. Faisons à la Russie l'application de ces principes.

Toute l'organisation de l'état est militaire; les emplois civils sont gradués sur l'état mili-

taire; la tête de la société, toute la noblesse, est vouée à l'état militaire; l'avancement est l'objet des vœux très légitimes du militaire: la paix est l'obstacle à l'accomplissement de ce vœu, la guerre le moyen de le réaliser. Le penchant de la partie influente de l'état est donc vers la guerre. Combien doit peser leur oisiveté à une foule d'hommes réduits à la vie obscure des casernes, au séjour de chétives garnisons, à une vie purement végétative, que la guerre seule peut illustrer et enrichir! Il y a donc, dans l'intérieur du militaire russe, une impulsion constante vers la guerre, et cette impulsion, commune à tout autre militaire, doit être plus forte chez le premier que chez le second, en raison du nombre de ces militaires, et des localités sur lesquelles il est comme enchaîné. Certes il n'y a pas de comparaison entre le séjour des garnisons de France, d'Angleterre ou de l'Allemagne, avec celui des misérables villes ou villages de la Russie, de la Bessarabie, de la Finlande ou de l'Ukraine. Un habitant de Paris, élevé dans les délices de cette ville, comme le sont presque tous les chefs militaires en France, peut prendre patience plus facilement à Lyon, à Bordeaux, à Strasbourg,

que le grand seigneur russe, confiné par son grade militaire à Oczakoff ou à Smolensk. Aussi voyez avec quelle ardeur, pendant cinq ans, l'armée de Bessarabie n'a-t-elle pas demandé la guerre; entendez les cris de joie que sa déclaration a fait élever dans toute la Russie. L'empire en a retenti, et l'armée a marché au bruit des chants d'allégresse. Et cette tendance naturelle de l'état vers la guerre, qui garantit qu'elle ne sera pas ressentie par le prince? que la vue d'une pareille armée ne trouvera pas son cœur aussi ouvert à l'impression qu'elle est propre à produire, que le fut celui de Frédéric; que l'aiguillon secret de l'ambition ne *chatouillera pas de ce cœur l'orgueilleuse faiblesse?* Que des princes jeunes, valeureux, jaloux de gloire, se condamneront toujours à l'oisiveté, ne la rechercheront que dans les arts de la paix, dans l'éducation de leur peuple, dans la civilisation de l'empire. Certes, il y a là un vaste et solide moyen de gloire : l'humanité en serait mieux servie et plus reconnaissante que par la guerre et pour la guerre; mais est-ce là ce dont on entretient les princes, surtout ceux du Nord? Ils naissent au milieu des armes, leur fracas est le premier son qui arrive à leurs oreilles, leur éclat le premier

rayon qui frappe leurs yeux : leurs maîtres sont des guerriers; leurs compagnons d'enfance, leurs serviteurs, sont des guerriers; leur habit est celui des guerriers; leur jeux ceux des guerriers; une partie de leurs occupations, est de faire mouvoir et d'inspecter des guerriers; et de cette atmosphère toute guerrière vous ne voyez pas sortir inévitablement les foudres de la guerre! Sans doute les souverains de Russie, considérant le point auquel l'accroissement de leur empire a amené les choses, sentiront que le plus léger mouvement en avant fait par eux dérangerait toute l'économie de l'ordre politique de l'Europe, et cette considération devrait être d'un grand poids à leurs yeux; mais ceci rejette l'Europe sous la discrétion du caractère de ces princes. La Russie a eu des Pierre III, des Paul Ier. Un homme tel qu'Alexandre peut n'être qu'un *accident heureux*, pour me servir d'une expression heureuse de ce même prince; mais qui répond du retour de pareils accidens? Les hommes, ou quelques hommes, peuvent être modérés, mais les choses ne le sont jamais; elles agissent toujours d'après toute l'énergie de leur nature. Une seule graminée envahirait le monde si elle n'était pas arrêtée par la ren-

contre d'autres plantes qui, comme elle, tendent à s'étendre.

D'ailleurs la modération n'est pas une qualité absolue, mais elle peut être relative; elle ne consiste pas à ne point user, mais à ne pas abuser, à ne pas porter à l'extrême l'exercice du droit de la force. L'empereur Alexandre était modéré; s'est-il refusé la Finlande? Il était modéré; s'est-il refusé des palatinats prussiens en Pologne, à la paix de Tilsitt? Il était modéré; s'est-il abstenu de prendre sur l'Autriche, en 1809, quelques districts polonais? Il était modéré; a-t-il pris la Bessarabie sur la Turquie? Il était modéré; et s'est-il refusé le royaume de Pologne, qui a porté l'empire russe jusque sur le centre de l'Europe occidentale? De modération en modération, il est arrivé à s'arranger de tout ce qui était à sa convenance, et finalement à rester le maître du continent; car tel est l'état réel des choses, et le résultat de cette modération tant célébrée. La modération consiste-t-elle à ne pas garder tout ce que l'on pourrait retenir, à ne pas *tuer sur la place* tout ennemi vaincu. Cela n'a guère lieu que chez les sauvages, ou bien chez les Turcs; mais entre nations policées, liées par des intérêts communs, compli-

qués, la modération doit suivre d'autres règles; elle s'étend aussi à ce qui défend des gênes pour la communauté des peuples, et l'on ne peut disconvenir que la modération de l'empereur Alexandre n'en ait imposé de fort grandes à l'Europe. Encore deux ou trois modérations semblables à celles-là, et l'étoffe manquera pour des modérations ultérieures.

CHAPITRE III.

Moyen indirect de puissance de la part de la Russie.

Au tableau qui vient d'être tracé du pouvoir direct et propre de la Russie, joignons la mention d'un moyen indirect, qui se compose, non de force, mais d'influence. Lorsque Rome fut maîtresse dans beaucoup de lieux, elle inventa le droit indéfini des alliances, et, sous son ombre, elle se rendit l'arbitre universel. Elle prescrivit la guerre aux uns, la paix aux autres; elle interdit de toucher à ceux-ci; et s'en prendre à ses alliés, fut s'en prendre à elle-même. Les mariages, les alliances de fa-

mille conduisent au même résultat, quand elles descendent du fort au faible : entre égaux, la politique ne tarde guère à reprendre sa supériorité sur les liens du sang; mais dans une grande inégalité de forces, il se forme d'autres connexions. Les membres d'une famille souveraine qui jouit d'un premier rang, ou d'un rang à part, portent avec eux dans les familles royales où ils entrent quelque partie de la considération et du poids dont la leur propre est investie; à leur tour, les princesses qui sont appelées sur ces hauts trônes font rejaillir une partie de leur éclat sur celui auprès duquel elles sont nées : de là se forment des liens de protection ou d'intérêt privé qui peuvent favoriser les pouvoirs supérieurs en affaiblissant la cause commune. L'état actuel des familles régnantes en Europe est la preuve de la justesse de cette observation, et me dispense de rien ajouter; mais il est indubitable que par les alliances qu'elle formera dans les maisons régnantes du continent, comme par celles que ces maisons seront jalouses de former avec elle, la Russie n'acquière sur les cabinets de puissans moyens d'influence. Les faibles la rechercheront comme appui; cette liaison affaiblira la résistance commune : les forts se sentant

isolés, deviendront plus timides, et les alliances de famille auront sur l'Europe moderne une partie des effets qu'eurent pour les peuples anciens les alliances de politique que Rome sut former parmi eux pour les affaiblir en les divisant.

CHAPITRE IV.

Formation de l'Europe occidentale par rapport à la Russie. Sa force et sa faiblesse.

D'après ce qui vient d'être exposé, la puissance russe avec tous ses attributs est parfaitement connue. On voit distinctement ce qu'elle est, et par là même, on sait encore à qui on aura à faire avec elle, et dans quels lieux on la rencontrera; et par là on voit non moins clairement, 1° que le système européen se partage en deux branches, l'une défensive et l'autre offensive; 2° que la première est celle du système obligé de l'Europe occidentale, et la seconde celui de la Russie; 3° que chaque état en particulier est trop faible pour résister seul à la Russie, et que de là naît la nécessité d'un système fédé-

ratif, dont la base indispensable doit être *la garantie de tous par tous*. La Russie, en se formant en un corps de puissance homogène, sous tous les rapports, a appris à l'occident de l'Europe que, pour sa conservation propre, elle doit aussi se former dans un seul corps défensif, sous peine, en cas de déliaison de ses diverses parties, d'être abandonnée au bon plaisir de la Russie, à tout ce qu'il plaira à celle-ci d'ordonner d'elle. En effet, quel est celui qui pourrait être entamé par la Russie, sans que tous les autres n'éprouvent le contre-coup de ses dommages : serait-ce la Suède, que devient le Danemarck et tout le littoral de la Baltique? Serait-ce le Danemarck, que devient la Suède? De même pour la Prusse à l'égard de l'Autriche, et pour l'Autriche à l'égard de la Prusse. Supposons, et le temps réalisera cette supposition, supposons que la Russie enlève la Prusse royale au souverain de Berlin, ou bien la Gallicie à celui de Vienne, quel sera le résultat pour tous les deux? Un double affaiblissement : 1° par ce qu'ils auront perdu ; 2° par ce que la Russie aura gagné : en devenant plus faibles, ils auront moins de moyens de s'entr'aider mutuellement et de lui résister. La force des choses crée donc entre toutes les puissances

occidentales un système fédératif, et particulièrement entre l'Autriche et la Prusse. Les grandeurs modernes de la Russie ont annulé toute leur ancienne politique; par elles, il n'y a plus de part et d'autre ni *Silésie*, ni vieilles rancunes, ni antiques rivalités. La Russie est là avec tous ses dangêrs; c'est d'elle désormais qu'il faut s'occuper et se défendre. Les deux états ne se menacent plus mutuellement comme ils faisaient au temps passé; la survenance de la Russie les a rapprochés; elle leur commande d'oublier le passé, de ne plus s'occuper que de l'avenir, et de substituer les liens d'une amitié persévérante en présence d'un danger commun, aux anciens sujets de querelles dont l'éloignement de ce danger permettait alors de tenir compte. A la vue des drapeaux russes flottant sur la Vistule, Marie-Thérèse et Frédéric se donneraient la main; on ne verrait plus leurs cabinets occupés, comme ils l'ont été pendant quarante ans, à s'observer, à chercher à se surprendre, et à se préparer à mesurer leurs épées. Que sont les intérêts qui les divisaient, auprès de ceux qui naissent des accroissemens immodérés de la Russie? Alors il s'agissait de quelques portions de territoire, de quelques degrés de puissance relative; ici, il s'agit de

l'existence : *être ou n'être pas*, voilà désormais tout ce qu'il y a à considérer des deux parts. Ainsi en donnant aux choses une autre direction, le temps en commande aussi une nouvelle aux hommes dans leur conduite, et les porte dans un système contraire à celui que d'autres circonstances leur avaient dicté. La véritable politique est l'art de conformer sa direction aux exigences du temps. Le nôtre a créé un ordre absolument nouveau; il a donné tout l'orient de l'Europe à la Russie : par là même, il a placé l'occident de cette contrée en opposition défensive au pouvoir qui le menace. Dans cette position, l'Europe présente l'image de deux camps placés en regard l'un de l'autre. L'orient devenu russe forme le premier, inabordable sur ses ailes et ses derrières, protégé sur son front par toute la puissance de l'état. L'occident de l'Europe forme le second : à la gauche sont les deux royaumes du nord, la Suède et le Danemarck ; l'Allemagne forme le centre ; le royaume des Pays-Bas et la France représentent la réserve de cette ligne défensive. On cherche son aile droite; ce devraient être l'Espagne et l'Italie. Qu'en a-t-on fait? à quoi servent-elles dans l'état où le despotisme et le monachisme les ont mises et les retiennent?

Plus de trente milliers d'hommes, avec un revenu de 400,000,000 fr., sont perdus pour la société européenne. Au lieu d'avoir rien à puiser dans ce riche fonds, l'Europe sociale ne peut y rencontrer que des sujets de douleur ou de scandale. Le despotisme militaire peut renfermer des principes de force, mais le despotisme monacal n'en renfermera jamais que d'affaiblissement. L'Italie n'est plus qu'un musée, un répertoire d'antiques, un séjour voluptuaire; mais elle n'appartient plus à la politique européenne. L'Espagne et le Portugal comptent encore moins; ce sont deux *couvens* dissolus, et qui ne rentreront dans l'ordre européen qu'après être rentrés dans celui de la raison, ce qui, suivant toute apparence, peut se faire attendre encore long-temps. Cette lacune affaiblit la défensive de l'Europe, et la réduit aux seules forces dont nous avons présenté le tableau; d'où il résulte, 1° qu'un système fédératif est le seul moyen de préservation qui reste à l'Europe contre la Russie; 2° que ce système ne doit et ne peut être que défensif; 3° qu'il doit être permanent; 4° qu'il est à peine suffisant dans l'état respectif des forces des deux divisions européennes; 5° que la diversité des élémens de ce système, dans les intérêts, les

mœurs, les lois, les cultes de ceux qui sont destinés à le former, donne de grands avantages à la puissance russe, homogène dans toutes ses parties, et qu'ainsi la division occidentale de l'Europe, même dans une union parfaite, est inférieure à la division orientale; 6° qu'enfin toute la politique européenne n'a plus qu'un seul objet, l'*opposition à la Russie*. Quand Rome eut fait sentir à Carthage la force de son bras, celle-ci n'eut plus à s'occuper que de s'en défendre, et les autres furent avertis de faire de même.

CHAPITRE V.

L'Angleterre, par rapport à la défensive de l'Europe.

Le rapprochement entre les forts, et même, en cas d'éloignement, l'égalité et la similitude de leurs moyens, sont les sauvegardes des faibles. Ainsi au temps de Napoléon, l'Angleterre prêtait appui au continent; à son tour, la puissance de Napoléon eût contenu celle de la Russie. Sous cet ombrage tutélaire, la Prusse et l'Autriche auraient pu reposer en paix, bien sûres de trouver en lui un puissant vengeur.

Le cabinet de Berlin n'a pas été toujours étranger à cette pensée : on l'a vu long-temps attaché au système français, et séparé des coalitions austro-russes; c'est qu'alors il pressentait le fardeau de la Russie. C'était avec effroi qu'il la voyait grandir et s'approcher; c'était avec confiance qu'il attachait ses regards sur la France. La guerre mal avisée que la Prusse fit à la France en 1806 la porta dans le système opposé, et lui fit chercher un appui là où quelque temps auparavant elle n'apercevait qu'un sujet de terreur. La jeunesse bruyante et inconsidérée qui fit cette guerre fatale a posé le principe des embarras actuels de l'Europe; en donnant la Russie pour défenseur à la Prusse, en faisant d'elle le restaurateur de la Prusse, elle a attaché à la Russie ce qui était réservé à la contenir, elle a faussé à jamais le système de l'Europe. Napoléon lui-même eut grand tort de s'appesantir sur la Prusse; il ne devait songer qu'à la fortifier, comme barrière contre la Russie. Le grand-duché de Varsovie, pierre d'attente, était un contre-sens européen; car il était bien évident qu'il ne pouvait plus redevenir la Pologne, et que, sans la Pologne intégrale, ce qui en resterait n'aurait aucune efficacité dans le grand but d'affranchir l'Europe de la pression de la

Russie. Depuis ce temps, des liens étroits se sont formés entre les souverains des deux pays, la reconnaissance les a cimentés, et des rapports de famille les ont complétés. Si la Prusse se trouvait placée à cent lieues de la Russie, elle ferait autrement ; mais si elle en est trop près, l'Angleterre en est trop loin. Les deux pays n'ont aucun point de contact; ils peuvent se menacer de loin, mais jamais s'aborder ni se saisir. Les moyens de puissance diffèrent entre eux ; l'Angleterre ne peut pas plus attaquer la Russie avec ses flottes, que la Russie ne peut l'atteindre avec ses armées : ces deux puissans athelètes ne peuvent jamais se rencontrer corps à corps. Que feraient des flottes anglaises dans la Baltique ou dans la mer Noire! Les points importans seraient couverts par des nuées de soldats. De son côté, où la Russie trouverait-elle l'emploi de son armée contre l'Angleterre? Par conséquent, l'Angleterre ne peut être directement que d'un faible poids dans la défensive de l'Europe. Quelques milliers d'hommes, joints à ceux que l'Allemagne pourrait armer, compteraient peu dans une pareille lutte; un mince recrutement en Russie suffirait pour égaler ou surpasser ce contingent. Dans une lutte numérique de soldats, la Russie ne peut jamais être vaincue. Il ne faut

pas s'arrêter davantage aux ménagemens que commandent aux deux états leurs relations commerciales ; elles sont nombreuses, il est vrai, et précieuses pour les deux pays. Si les produits russes alimentent le commerce et les fabriques anglaises, à son tour le commerce anglais favorise les exploitations russes et l'exportation de leurs produits ; il y a action et réaction d'un pays sur l'autre. Tant que dura l'alliance entre Napoléon et l'empereur Alexandre, la Russie, gênée dans ses relations commerciales avec l'Angleterre, souffrit et se plaignit ; elle n'eût pas permis la paix à son prince, avec la condition de l'interdiction du commerce anglais. Celui de la Russie se compose principalement d'objets propres aux constructions navales, dont l'Angleterre consomme beaucoup ; il reçoit aussi beaucoup d'objets de consommation que les fabriques anglaises lui fournissent à défaut des manufactures russes. Le commerce est, par sa nature, ami de la paix ; il en renferme des motifs très puissans, et dans l'ordre ordinaire des sociétés, il en est un assez sûr garant. Aussi n'est-ce pas de cet ordre que nous traitons ici, mais de celui qui, se rapportant à la préservation des libertés du continent de l'Europe, réclame à ce titre l'ap-

pui de l'Angleterre. Ses soldats sont hors de cette question; elle-même en serait aussi tout entière en dehors, si elle n'y tenait par cette chaîne d'or avec laquelle elle s'est attachée depuis 150 ans à toutes les questions européennes. Dans la lutte contre Napoléon, l'Angleterre a prodigué ses trésors; elle ne doit pas se rendre parcimonieuse pour l'état actuel des choses. Ses subsides soutinrent les trois grandes ligues contre Louis XIV; ils doivent être prêts de même à soutenir les libertés de l'Europe contre le nouvel adversaire qui s'est formé contre elles : désormais ils doivent avoir cet emploi. Ce que l'Angleterre ne peut directement contre la Russie, elle le fera par eux; elle le fera d'une manière fructueuse pour elle-même autant que pour les autres; car après le naufrage commun, que resterait-il pour elle? Elle pourrait être réduite à regretter Napoléon, et, isolée sur ses rivages, repoussée par le continent, qui lui répond qu'elle ne serait pas exposée à subir un second blocus continental plus strict, plus étendu et plus désastreux que celui des décrets de Berlin et de Milan?

CHAPITRE VI.

La France par rapport à la Russie.

Éloignement, peu de relations commerciales, tel est l'état des deux pays à l'égard l'un de l'autre. Il faudrait que le glaive russe perçât bien des cuirasses avant d'atteindre la France ; sa sûreté est garantie pour un long temps encore, et dans tout ceci il n'est rien qui l'intéresse personnellement : à son égard, rien n'est absolu, tout est relatif. Dans cette question, la France n'entre que comme partie du corps social de l'Europe, et alors tout se réduit, à son égard, à demander s'il lui importe qu'en Europe, il y ait indépendance, sûreté pour les petits comme pour les grands, protection suffisante contre la prépotence d'un seul ; s'il est bon que la loi soit faite par le fort armé ; que tous soient obligés de s'enquérir sans cesse si leurs actes seront du goût de ce maître, s'il y apposera son *visa*, et si l'on sera réduit à attendre son *exequatur*. C'est précisément l'état dans lequel Rome avait réduit le

monde ; c'est celui dont on a accusé Napoléon de menacer l'Europe ; et c'est cette menace qui a décidé l'Europe aux efforts qui l'ont renversé. Mais Napoléon n'était qu'un homme, sujet à tous les coups du sort, et qui les a éprouvés dans leur plus extrême sévérité, au lieu qu'avec la Russie, c'est la domination des choses qui se fait ressentir ; le changement des hommes ne les changerait pas, il est beaucoup plus probable qu'il les aggraverait. Dans cette position, le rôle de la France est bien facile à assigner : soutenir tout ce qui peut être attaqué ou menacé par la Russie. Du lieu de sûreté qu'elle occupe, la France peut conserver le sang-froid qui aide à apprécier justement les choses, à bien juger les dangers. Le rôle de la France est celui de désintéressement, et par là même propre à inspirer la confiance ; car elle ne peut, dans son assistance, avoir en vue que les intérêts généraux de l'Europe, et nullement son intérêt privé. Celui-ci ne se retrouve pour elle que dans une vue générale, celle de la préservation des *avant-murs* qui la couvrent ; car les choses ont été amenées au point que tout ce qui affaiblit les autres au loin, affaiblit aussi auprès. Ainsi la viola-

tion des frontières autrichiennes ou prussiennes, dans la cause commune à tous, se ferait ressentir aux frontières de la France; les remparts de Strasbourg seraient ébranlés par le canon qui renverserait ceux de Breslaw ou d'Olmutz. La puissance russe a tout lié et tout rapproché dans l'occident de l'Europe, elle l'a réuni et comme fondu dans une même cause; il n'y a plus de maison d'Autriche en rivalité avec la maison de France; il n'y a plus que des têtes, sous des noms différens, à préserver du même joug, du joug russe qui les menace toutes, un peu plus tôt, un plus tard, et qui toutes, ne peuvent trouver de garantie que dans l'union la plus intime. La France sera le lien le plus solide de cette union indispensable, car elle joint un grand pouvoir matériel aux avantages de position qui manquent aux autres; elle doit laisser à l'Angleterre le soin de soutenir la défensive de l'Europe par des subsides. Pour la France, c'est par des armées qu'elle doit agir; elle en possède une nombreuse, qui dépasse les besoins de son intérieur. De sévères leçons l'ont guérie à la fois de la manie des conquêtes et de celle des interventions; il lui reste à employer ses forces d'une manière mieux calculée, et cet emploi ne peut plus être que la

coopération à la défense commune de l'Europe; d'après l'évidence de ce besoin, on peut dire que les armées de la France sont aussi européennes que françaises, et appartiennent autant à l'Europe qu'à la France elle-même. Le militaire français peut apprendre l'allemand; car il est destiné à se porter souvent vers les contrées germaniques, non plus pour les conquérir, mais pour les défendre. Les vainqueurs d'Iéna et d'Austerlitz seront vus souvent combattant contre les soldats du nord, à côté de ceux qu'ils terrassèrent dans ces champs glorieux. Telle est la direction que l'approche menaçante de la Russie vers l'occident trace à la France; il n'y a pas plus à hésiter qu'à s'y méprendre. La vue du danger est trop distincte pour permettre la moindre incertitude. Il appartient à la France, et cette destination est pleine d'une solide gloire, celle de soutenir les forts, d'encourager les faibles, de rassurer les timides, de porter dans toute l'Europe la vie et la lumière. Ce rôle n'a rien d'offensif contre la Russie; en se considérant elle-même, elle ne peut qu'en reconnaître la légitimité, que se demander ce qu'elle ferait à la place de la France, ce qu'elle a fait quand on a fait prévaloir la pensée que la France était à la place qu'elle occupe

elle-même; la Russie trouvera également dans son jugement et dans ses souvenirs l'apologie de la direction de la France; et si deux fois celle-ci inspira des craintes aux libertés de l'Europe, par l'effet des circonstances nouvelles, par une direction éclairée, la France rachètera ces alarmes, en servant à jamais de gardien et de défenseur à ces mêmes libertés, dans une sphère beaucoup plus étendue.

CHAPITRE VII.

Le Danemarck et la Suède, par rapport la Russie.

Ces deux états sont très peu puissans par eux-mêmes, et leur position à l'égard de la Russie est fort contrainte : ensemble ou séparément, ils ne peuvent rien contre elle et sont exposés à tous ses coups. Ils ne peuvent être défendus contre la Russie que par l'Europe; car par eux-mêmes ils sont impuissans à le faire. La possession de la Finlande a porté la Russie sur la frontière septentrionale de la Suède proprement dite; l'occupation de l'île d'Aland menace la capitale : la Suède est donc domi-

née par la Russie, de manière à avoir beaucoup à craindre d'elle, tandis que celle-ci ne peut en recevoir aucun dommage. La flotte russe peut être supérieure à la flotte suédoise; et en vérité, si l'on demandait à la Suède et au Danemarck de montrer en quoi leurs flottes leur sont utiles, une réponse satisfaisante de leur part serait fort difficile à faire. Dans le système défensif européen contre la Russie, la Suède et le Danemarck acquièrent quelque importance; ces deux états doivent faire partie de l'alliance et soutenir les autres, pour être soutenus par eux à leur tour. Des considérations personnelles ne doivent pas les retenir; pour eux, comme pour les autres, il n'y a de salut que dans le salut commun. Quand tout sera subjugué ou tremblant sur le continent, où sera leur sûreté et leur indépendance propre? Plus on creuse cette question, plus on y trouve l'absolue nécessité de l'alliance intime de toute la communauté européenne.

Dans cette revue des forces de l'Europe, on ne fera pas entrer l'Espagne, le Portugal ni l'Italie. Par sa position, le Portugal est si loin de l'Europe politique, qu'il figure à peine dans cette contrée; avant ce temps, on le trouvait plus au Brésil qu'en Europe. Depuis un demi-siècle, il

en était de même de l'Espagne pour l'Amérique; ses affaires étaient là. Le rempart de la France couvrait l'Espagne contre l'Europe, qui d'ailleurs n'avait rien à démêler avec elle. Dans les guerres de 1756 comme dans celle de l'indépendance de l'Amérique, l'Espagne vint chercher des coups dans des querelles où elle n'avait rien à voir ni à gagner. La politique de ce pays à l'égard de l'Europe, et celle de l'Europe au sien, a toujours été mal entendue. Le pacte de famille, fort célébré dans son temps, fut une aberration dont les résultats ont été désastreux pour l'Espagne et infructueux pour la France; suite inévitable de tout traité dont la base est prise hors de la nature véritable des choses. L'Espagne et le Portugal sont des appendices territoriaux de l'Europe, mais ils n'y tiennent point par la civilisation; la leur est encore de l'Afrique, comme le sang de leurs habitans, et leurs terres sont aussi de cette contrée, sous plusieurs rapports. L'Espagnol se mêle avec répugnance aux autres peuples; il se refuse aux amalgames, aux amendemens, à ce qui pourrait polir sa rudesse naturelle. Un grand nombre de causes ont contribué à faire des Espagnols un peuple à part. La dynastie autrichienne avait abîmé l'Espagne, la dynastie des Bourbons avait

allégé quelques maux. Depuis la mort de Charles III, prince vénérable, l'Espagne n'a plus été qu'un sujet de scandale et un fardeau pour les autres. Dans ces derniers temps, ce malheureux pays n'existe que pour se tourmenter lui-même et occuper désagréablement les autres, quand ce n'est pas dispendieusement. On sent bien qu'un état gouverné de cette manière ne peut être compté dans la balance générale de l'Europe; avant de pouvoir exister pour les autres, il faudrait qu'il existât d'une manière certaine pour lui-même, et son existence actuelle est un chaos, que tout tend à épaissir, au lieu de l'éclaircir.

Il n'en serait pas de même de l'Italie, sans le morcellement de cette contrée dans un grand nombre de petites souverainetés, qui annulent la patrie des anciens maîtres du monde. La souveraineté temporelle des papes a faussé depuis des siècles, et peut-être à jamais, l'état de l'Italie. Pour défendre cette puissance, qui était faible, les princes temporels de Rome voulurent s'entourer de petites souverainetés semblables à la leur propre; on les vit passer continuellement de l'alliance de l'Espagne à celle de la France, et de celle de la France, revenir à celle de l'Espagne. Ces alternatives prove-

naient d'une cause uniforme, le désir d'éloigner la domination de plus forts qu'eux. Quand Jules II disait, Chassons les barbares français et allemands, il parlait moins encore en *italien* qu'en *pape* qui se sentait trop faible contre les premiers, et assez fort contre un entourage de petits souverains, tels que les princes de Toscane, d'Urbin, de Modène, de Milan, et les républiques de cette contrée. Ce partage de l'Italie l'a énervée, et la rend complètement inutile à l'Europe. Aussi, à défaut d'unité, depuis Charles VIII, a-t-elle été envahie par qui a voulu s'en passer la fantaisie, et si aucun ne s'y est établi solidement jusqu'au congrès de Vienne, qui en a fait une province vassale de l'Autriche, cela est venu, non pas d'elle-même, mais de la jalousie des plus puissans qui se sont exclus mutuellement de cette possession. Napoléon n'eut que la moitié d'une idée en érigeant un royaume d'Italie avec la seule haute Italie. Ce n'était pas à Saint-Cloud qu'il fallait faire un roi de Rome, mais à Rome même. Puisque le sort lui avait livré l'Italie, il fallait accepter le don dans toute son étendue, rappeler ce pays à l'unité politique indiquée par l'unité du sol, du sang, des mœurs, du langage, et réparer dans un jour le désordre

de plusieurs siècles. Il semble qu'un homme de ce génie devait toujours *jeter en bronze*, faire tout d'un seul jet, en laissant au vulgaire les constructions partielles. C'est un grand malheur, lorsque mentant, pour ainsi dire, à sa propre nature, un homme de génie retombe dans les atermoiemens, confie au lendemain ce qu'il peut faire le jour même; ou bien encore lorsque le succès interposant entre les objets et sa vue un voile decevant, par une illusion flatteuse pour l'orgueilleuse faiblesse de son cœur, lui fait oublier que l'avenir n'est point l'apanage d'un simple mortel, que la destinée est plus forte que lui, que la fortune a des caprices supérieurs aux projets les plus solides en apparence, et que, dans sa course, le temps emporte les hommes et leurs plans. Avec ces pensées toujours présentes à l'esprit, l'Italie serait une et utile à l'Europe, et il n'y aurait pas de Sainte-Hélène.

CHAPITRE VIII.

Puissances prépondérantes en Europe.

On a beaucoup abusé de ce mot ; rien n'est plus commun que d'entendre doter de cet attribut des états auxquels il n'appartient sous aucun rapport. Toute méprise est bonne à éviter, à corriger, surtout quand elle peut avoir des suites fâcheuses, et, dans la question actuelle, quelqu'unes ne sont pas sans danger.

La puissance est de deux espèces, absolue ou relative.

Par la première, il y a supériorité envers tout pouvoir étranger, et force suffisante pour agir uniquement d'après soi-même.

Par la seconde, il n'y a que supériorité relative, c'est-à-dire que sur des inférieurs, et liberté d'action complète que dans certains cas.

D'après l'exposé tracé dans cet écrit, l'Europe ne compte que deux puissances auxquelles l'attribut de la prépondérance ne peut être contesté : ce sont l'Angleterre et la Russie. Chacune d'elles, sur son élément, et d'après la nature des forces dont elle dispose, ne reconnaît ni égalité ni supériorité, et par

conséquent chacune, dans toutes ses actions, peut ne prendre conseil que de ses intérêts propres. Qui peut atteindre, restreindre, intimider ou dépouiller l'une d'elles? toutes les deux sont placées dans une sphère au-dessus de toute atteinte. Les puissances supérieures, après elles, sont l'Autriche et la France; mais cette supériorité, par le nouvel état de l'Europe, n'en fait point des puissances prépondérantes dans cette contrée. L'Autriche rencontre un supérieur dans la Russie, un égal dans la France, et même, sous quelques rapports, dans la Prusse (1). La France ne peut pas soutenir la comparaison avec l'Angleterre sous les rapports maritimes; elle trouve un égal dans l'Autriche, et au moins une gêne dans la Prusse. Sûrement la France renferme tous les moyens propres à assurer son indépendance; mais autre chose est de pouvoir se garantir, autre chose, de l'emporter sur tous les autres. Or, c'est de cette supériorité qu'il s'agit dans la question qui nous occupe. Ceux qui disent encore que la France est une puissance prépondérante, usent donc d'une locution qui n'est plus à la mesure des choses actuelles; certainement depuis une

(1) On l'a vu sous Frédéric.

longue suite de siècles, la France a été la puissance prépondérante, le régulateur même de l'Europe ; on peut aller jusque là, témoins les temps de Louis XIV et de Napoléon. Les forces naturelles de cet état, ses admirables avantages de situation, de population, d'unité de territoire, de langage, de gouvernement, d'esprit, quand ils étaient mis convenablement à profit, étaient propres à donner à la France toutes les réalités de la prépondérance politique. Frédéric disait d'elle que s'il était roi de France, on ne tirerait pas un coup de canon en Europe sans sa permission ; ce grand homme, en parlant ainsi, obéissait au double sentiment de sa force propre, et à celui que la vue des attributs de la France lui inspirait. Mais nous ne sommes plus au temps de Frédéric; l'Angleterre et la Russie ne sont plus aux lieux où il les voyait ni où il les a laissées. Quel chemin n'ont-elles pas fait depuis ce temps? L'Autriche et la France ne possèdent plus également qu'une prépondérance relative, sur des voisins plus faibles qu'elles; ainsi l'Autriche est prépondérante en Italie, en Allemagne sur la Bavière, le Wurtemberg, elle l'est aussi sur la Turquie : tous ces états lui sont inférieurs. De même la France est prépondé-

rante à l'égard de la Sardaigne, de l'Espagne, du royaume des Pays-Bas, et même de la Prusse, prise isolément. De même encore, dans une alliance formée de ces états inférieurs, la grande supériorité de deux premiers états sur leurs associés leur donnerait une prépondérance décidée sur eux; mais elle s'arrêterait là, et disparaîtrait tout-à-fait vis-à-vis des prépotences réelles de l'Angleterre et de la Russie.

Ceci paraît suffisant pour fixer convenablement l'état de la question, et remettre chaque chose à sa place. Prépondérer est peser plus que tout objet semblable; or, il est évident que cela appartient, chacune dans son genre, à la Russie et à l'Angleterre, mais à elles seulement.

CHAPITRE IX.

Système permanent de l'Europe à l'égard de la Russie.

Ce système découle de tout ce qui a été dit plus haut; il se fait lire en gros caractères sur la carte de l'Europe. La diplomatie n'a plus besoin d'art, elle n'a qu'à ouvrir les

yeux. La science des cabinets est fort simplifiée; elle se réduit à se tenir bien pénétré de quelques vérités qui ne chargent pas l'esprit d'une grande fatigue. Quand *un* est plus fort que *chacun* en particulier, et même que beaucoup réunis ensemble, que faut-il faire? *S'unir*. Où chercher la sûreté commune ? Dans l'union politique qui se résout en alliances défensives. En bonne logique, les effets doivent correspondre aux causes; en politique, il en doit être de même : tant que dure le danger commun, l'alliance doit durer. Par conséquent, tant que la Russie sera plus forte que chaque état du continent occidental de l'Europe, ou même que la plus grande partie de ce continent réunie ensemble, la totalité de cette division de l'Europe doit se combiner dans une alliance défensive, indissoluble, toujours préparée pour la défense commune.

1°. Ce système doit être purement défensif; car il ne s'agit pas d'affaiblir la Russie, ni de lui rien retrancher, mais de se conserver soi-même; c'est un pacte de préservation et non d'hostilité. La Russie n'est pas un ennemi, mais un danger, et par conséquent un objet de prévoyance et de précaution. Cela n'implique rien contre ses droits, rien qui puisse la choquer; toute

intention hostile contre elle lui donnerait le droit d'en concevoir contre les autres : ceux-ci ont le droit, bien plus, le devoir de se prémunir contre les inconvéniens d'un pouvoir exorbitant, comme pour la conservation de leur indépendance, inévitablement affectée par leur disproportion avec ce pouvoir. De plus, ce système fédératif est commandé par une circonstance particulière : on conçoit bien comment la Russie pourrait retrancher la Prusse royale et le duché de Posen à la Prusse ; comment, dans d'autres temps, sous divers prétextes, même sous celui de prévenir des querelles par des limites plus fortement tracées, elle pourrait atteindre à ce terme ; on conçoit de même comment la Russie pourrait retirer à elle toute la partie de la Galicie qui dépasse la Vistule sur la rive orientale ; mais par sa nouvelle délimitation polonaise ou turque, que l'on dise ce que l'on pourrait prendre sur le territoire russe, ou comment on ferait reculer sa frontière. On voit bien comment et jusqu'où la Russie peut avancer, mais on n'aperçoit pas jusqu'où elle peut reculer ; car de la Vistule au Borysthène, il n'y a pas une apparence de frontière, pas un seul point sur lequel il vaut mieux s'arrêter que sur un

autre. Ainsi, d'un côté on peut gagner sans avoir crainte de rien perdre, et de l'autre on peut perdre sans avoir l'espoir de pouvoir jamais rien gagner. La nécessité, l'indispensable nécessité de pourvoir à un pareil état de choses, et malheureusement il est trop réel, ressort de toutes ces considérations de la manière la plus propre à frapper tous les esprits attentifs et vigilans sur les vrais intérêts de l'Europe; ils découvrent sans peine qu'une alliance défensive est la seule garantie de ses libertés déjà bien affaiblies, et que plus il y a d'*unité* en Russie, et de *pluralité* en Europe, plus il y a nécessité pour une alliance dont les caractères sont aussi faciles à assigner que la nécessité de l'alliance elle-même.

1°. Cette fédération doit être permanente : à quoi servirait-elle, n'étant que passagère? les digues doivent durer autant que les torrens.

2°. Elle doit être compacte; formée pour tous, elle doit être formée par tous : on ne peut prétendre à ses bénéfices sans participer à ses charges. Les petits doivent aider les forts dans la mesure de leurs facultés; la sincérité, la bonne foi doivent régner entre toutes les parties; celles qui s'en écarteraient en trou-

veraient le châtiment dans la perte commune. Quand Rome voulut abattre les rois de Macédoine, elle souleva la jalousie de l'Étolie, elle attira à elle des membres de la ligue achéenne. Qu'arriva-t-il ensuite de ces déserteurs de la cause commune? Tel est le sort qui attend celui qui se séparera de l'alliance européenne. Que l'Autriche soit encore affaiblie par rapport à la Russie, auprès de qui la Bavière et les autres états secondaires de l'Allemagne auront-ils recours? à qui demanderont-ils appui, assistance, et d'arrêter les commissaires russes qui viendront leur intimer les volontés de Pétersbourg? Tout refus de prendre part à l'alliance, toute défection de cette alliance, sera, ne craignons pas de le dire, une défection, une trahison européenne.

3°. L'alliance doit être régie par des règles fixes, comme l'était le corps germanique, mais sur de meilleurs principes d'exécution; elle doit se tenir prête à agir à l'apparition première du danger, et son application principale sera la surveillance de la Russie. Cette alliance eût dû être formée le lendemain de la signature du congrès de Vienne; car, dès lors, le danger fut créé, et le simple instinct de la préservation suffisait pour reconnaître à la fois

la nécessité et les moyens de s'y opposer. Une pareille alliance eût été, et sera pour l'Europe, *une alliance vraiment sainte*, car elle sera formée pour son salut, pour ses libertés, et non plus contre les libertés des peuples occidentaux.

CHAPITRE X.

Tendance du gouvernement russe vers le midi de l'Europe.

L'histoire de la Russie présente trois grandes époques.

Dans la première, la Russie était puissance purement asiatique, occupée uniquement de guerres avec les Tartares et les Polonais, étrangère à l'Europe, dans laquelle son nom n'était pas même bien fixé, non plus que le rang de ses souverains. Ce n'est que dans la guerre de 1756 que le titre d'impératrice fut reconnu à Élizabeth par la France et l'Autriche; et cette courtoisie fut le prix de l'alliance avec ces puissances contre Frédéric. Dans ces temps reculés, la capitale de la Russie devait être asia-

tique; aussi à cette époque elle fut à Kiouff et à Moskow.

Dans la seconde époque, la Russie, sortie de l'Asie sous le czar Pierre, commença à prendre part aux affaires de l'Europe. Alors la Suède y jouait un grand rôle; elle serrait de près la Russie par l'occupation de tout le littoral de la Baltique. Il était naturel qu'affranchie du côté de l'Asie, la Russie employât ses forces contre le voisin qui l'incommodait le plus, et qui la bornait du côté de l'Europe, vers laquelle elle se sentait entraînée : c'est ce que le czar Pierre conçut à merveille. Des grandeurs purement asiatiques n'étaient pas de mesure avec son génie. Il avait la conscience de la valeur de son empire; il sentait qu'il valait mieux que des querelles sans gloire contre les Tartares, les Persans et les Turcs. L'Europe seule lui parut digne de sa puissance. Que de choses dans le coup d'œil d'un homme de génie! tout apparaît devant lui; le présent et l'avenir ne sont qu'*un* pour lui, et dans un germe il voit tous les développemens dont celui-ci renferme le principe. Voilà comme vit Pierre pour s'ouvrir le chemin de l'Europe. Il fallait bannir la Suède du continent, et se mettre à sa place : il le fit. Des fuyards de Narva, il fit les vainqueurs de Pul-

tawa, et avec eux il relégua la Suède de l'autre côté de la Baltique, en s'assurant de l'Ingrie et de la Livonie. Alors la Suède, déchue des grandeurs de Gustave-Adolphe et de Charles XII, ne fut plus qu'une puissance du troisième ordre. Pour la mieux surveiller, pour dominer sur la Baltique, Pétersbourg fut créé. Ainsi, dans ces deux époques, par une condescendance judicieuse aux besoins du temps, deux fois la capitale de l'empire a suivi sa destinée. Une capitale inamovible, et, pour ainsi dire, inflexible, peut devenir funeste pour un empire. Associée à sa destinée, elle doit s'y plier, sous peine de lui nuire. Cette destinée semble préparer pour la Russie un troisième transport de sa capitale, et devoir la faire passer du nord au midi.

Ce troisième changement sera le résultat des conquêtes que la Russie a faites depuis un siècle vers le midi de l'Europe. Par elles, d'immenses contrées, favorisées par les regards du soleil, jouissant de la plus belle température et d'un sol fertile, arrosées par d'immenses cours d'eau, s'étendant sur tout le littoral septentrional de la mer Noire, sont devenues le domaine de la Russie. Mais de nouveaux domaines donnent de nouveaux besoins, de nouvelles

relations, et celles-ci créent à leur tour de nouvelles idées. Prenons de nouveau la carte de géographie; parcourons de l'œil l'étendue et la situation des terres conquises depuis 60 ans par la Russie sur les Turcs et les Tartares, sans oublier les Polonais. Voyez leur immensité, songez à leur fertilité; ne sont-ce pas elles qui déjà couvrent les marchés de l'Europe, qui les ignorait avant cette époque, et qui en excluraient ses propres produits sans les obstacles qu'une surveillance défensive est obligée de dresser et de maintenir contre elle? La Russie méridionale, par la fécondité de ses champs et le bas prix du travail, serait en état de frapper de stérilité tous les champs de l'Europe. Une nouvelle rivalité anti-européenne s'est élevée dans ces contrées, et ne peut manquer d'exercer une puissante influence sur toute l'économie agricole et financière de l'Europe. Mais quels sont les véhicules actifs de ce commerce? Ce sont les fleuves et les cours d'eau multipliés, qui de toutes les parties de la Russie affluent vers le midi, en recevant sur leur passage toutes les eaux de l'intérieur de l'empire, *le Niester, le Borysthène, le Don,* et les autres moins connus qui viennent se perdre dans ceux-ci, et qui tous traversent la Russie mé-

ridionale. Ces fleuves communiquent entre eux par des canaux intérieurs, et lient ainsi Pétersbourg avec Astracan. Les affaires de la Russie prennent donc inévitablement leur cours vers le midi; là se portera le commerce avec la richesse. Ce commerce, cette richesse, ne peuvent être dirigés convenablement de si loin; il est impossible à la longue que Pétersbourg gouverne suffisamment le mouvement de population et d'affaires qui s'agglomèrent dans le midi de la Russie. Elle ne compte encore qu'un *Odessa;* combien d'autres sont à naître par les mêmes mobiles qui ont donné la naissance à celui-ci? Il en sera du midi de la Russie, comme on voit en être de l'Amérique du nord, et comme il est indubitable qu'il en arrivera de l'Amérique du sud; car les élémens des progrès sont égaux et semblables dans les trois contrées. En Russie, les affaires se portent évidemment vers le midi de l'empire; elles iront toujours en croissant. Le débouché des produits de l'empire se trouve dans cette direction; par elle, la mer Noire va comme remonter à ses anciennes destinées : deux fois elle fut le siége d'un commerce qui forma les villes qui couvraient la Taurdie et les bords méridionaux de l'Euxin. Aux temps anciens fleurissaient sur ses

bords ces peuples riches et nombreux, chez lesquels, comme l'a observé Montesquieu, Mithridate puisa les moyens de sa résistance contre les Romains. Dans les temps modernes, Gênes et Pise trouvèrent aussi de grandes richesses aux mêmes lieux. De plus hauts destins, des richesses bien plus grandes sont prêtes à se révéler dans ces mêmes contrées; ce sera l'ouvrage de la domination russe, qui attire vers elle la plus grande partie du commerce de l'empire. Ce que la barbarie turque et tartare a détruit, la civilisation et la richesse, en se développant en Russie, le referont; on verra cette terre reprendre une nouvelle jeunesse; les déserts actuels seront fécondés, ils se couvriront de population, la force de l'empire s'y établira à la suite de ces progrès. Jamais les contrées russes du nord ne s'élèveront au même degré, les élémens n'en existant pas chez elles. Il faut ajouter à ces principes d'attraits vers le midi, la différence du climat, les douloureuses privations d'un côté, avec les jouissances de l'autre, l'importance des affaires, soit politiques, soit commerciales, la difficulté de régir de loin des affaires nombreuses et compliquées, telles que sont les affaires commerciales, enfin les incommodités de longs déplacemens pour

le prince, pour ses agens et pour les troupes qui doivent passer du nord de l'empire au midi. De la Baltique à la mer Noire, le trajet est long, dispendieux; la fatigue et les incommodités de pareils déplacemens doivent jalonner les routes de traîneurs et de malades. La garde impériale, partie de Pétersbourg le 17 mai, ne peut arriver sur le Danube avant le 15 juillet; voilà la plus belle partie de la saison consumée dans une marche de plusieurs centaines de lieues, à travers un pays qui n'offre pas les ressources qui abondent dans l'occident de l'Europe. De l'ensemble de ces considérations, il ressort un besoin évident de la translation de la capitale de l'empire vers le midi. Les grandes affaires de cet empire ne sont pas plus à Pétersbourg dans le nouvel ordre de l'Europe, qu'elles n'étaient à Moscou à l'époque du czar Pierre. Ce nouveau changement sera une obéissance de plus aux nécessités du pays. Deux fois l'empire a été transféré, parce que deux fois l'empire a changé son existence; il sera transféré une troisième fois, parce qu'il a changé une nouvelle fois. Ce n'est pas une chose de choix, ni de fantaisie, mais de nécessité, et les états, comme les particuliers, dans leurs établissemens, sont bien obligés de suivre les vicissi-

tudes de leur fortune, et de s'y conformer; on ne lutte pas impunément contre elles. Voyez ce que, depuis trois cents ans, est devenu Madrid, au sein de la vieille Castille, où il ne répond à aucune des nécessités de l'Espagne? La capitale des souverains d'une partie de l'Europe et de l'Amérique est restée une ville de cour et de moines; les affaires et la richesse de l'état sont à Cadix, à Barcelone et sur le littoral de la péninsule. Les emplois, les faveurs, les intrigues se font et se distribuent à Madrid; mais il faut autre chose pour faire les grandes capitales. La Russie ne peut manquer d'en avoir une digne d'elle; mais ce n'est plus à Pétersbourg qu'elle peut se former; trop de choses s'y opposent, et trop de choses marquent la place de cette capitale vers le midi de la Russie.

CHAPITRE XI.

Effets de la tendance du commerce russe vers le Midi.

Les accroissemens de la Russie vers le midi de l'Europe orientale vont attirer dans cette direction la plus grande masse des affaires de cet empire. Avec le temps, elles deviendront immenses; ce commerce réagira sur celui du monde entier, et à son tour, celui-ci voudra y prendre une part directe. Il le fait déjà: tous les pavillons de l'Europe s'introduisent dans la mer Noire; celui des États-Unis a déjà pris ce chemin. Encore un peu de temps, les nouveaux états américains suivront la même route; et l'on ne voit pas à quel titre elle pourrait leur être fermée. La mer Noire ne peut donc manquer de devenir le siége d'un très grand commerce. Ici commence la difficulté, elle se fait déjà ressentir; car dans son manifeste, l'empereur Nicolas parle d'assurer et de mettre hors de toute gêne avenir la liberté de ce commerce; en cela, ce souverain fait les

affaires de l'Europe autant que celles de son propre empire. C'est là un de ces intérêts vitaux qui n'admettent pas de transaction. Tant que les établissemens russes du midi ont été incomplets, l'ancien ordre commercial de ce pays a pu être maintenu; mais depuis que le poids et les affaires de l'empire inclinent visiblement vers cette direction, un changement est devenu indispensable. Conçoit-on que l'Angleterre laissât son commerce assujetti au *libre transit* de la Manche, accordé par la France, et révocable à sa volonté. Cependant, telle est précisément la position du commerce russe de la mer Noire, à l'égard de la Turquie; il ne peut se faire que par sa permission. Cet état pouvait être toléré lorsque la Russie était barbare et étrangère à l'Europe et à la civilisation, lorsqu'il y avait égalité de forces entre les deux empires; mais depuis que la Russie a pris part aux mœurs et aux affaires de l'Europe, depuis qu'elle a acquis une supériorité décidée sur la Turquie, il est impossible qu'elle veuille rester assujettie à un ordre fait pour un autre temps, et qui, par sa discordance avec celui-ci, la blesse dans ses plus vifs intérêts. Ici se marque le combat de la nature avec la politique : la première

n'a créé qu'un étroit passage vers les lieux qui appellent un grand mouvement d'affaires; la politique a donné à un seul la possession de ce passage, si nécessaire à tous. Une puissance supérieure en réclame la liberté absolue : là commence une grande difficulté. La position tant vantée de Constantinople, ne jouit de ses avantages que lorsque cette cité est la capitale d'un état qui s'étend au loin. C'est ce que Constantin avait très bien vu; il plaçait sa ville au centre de ses états : cette position était admirablement bien choisie; mais à mesure que l'empire se resserra, Constantinople perdit son importance, et lorsqu'il fut devenu une ville frontière par l'occupation de l'Asie-Mineure par les Turcs, il succomba. Ce que les invasions des Barbares et les Turcs firent à ces époques reculées, la Russie le renouvelle par ses accroissemens successifs. Voilà de nouveau Constantinople devenu ville frontière : tout le nord de l'ancien empire Ottoman a passé dans les mains de la Russie; celle-ci tend vers de prodigieux accroissemens de culture et de commerce; elle n'a pas d'autres débouchés pour son commerce vers le midi que le passage du Bosphore et celui des Dardanelles. D'un autre côté, le commerce de l'Europe, vers ces

contrées, doit se faire par la même route; mais comment cette liberté pourra-t-elle s'arranger,

1°. Avec le siége de l'empire Ottoman à Constantinople. Tout vaisseau allant à la mer Noire, ou en revenant, doit passer sous les murs du Sérail. Le Grand-Turc se tiendra-t-il content de n'être plus qu'un simple capitaine de port, et la liberté absolue de ce passage ne le réduit-elle pas à ce rôle?

2°. En temps de guerre, le passage sera-t-il fermé à la Russie? et ce n'est plus guère qu'avec elle que la Turquie peut avoir à combattre. Si la guerre interdit le passage, les affaires de toute la Russie méridionale ne tomberont-elles pas dans un état de souffrances très graves pour ce pays, et très propres à le porter à l'irritation. Qu'éprouveraient la France et l'Allemagne si tout leur commerce était astreint à suivre le cours de la Tamise, et à passer sous les canons de la tour de Londres? Les deux rivages du canal appartiennent à la Turquie : comment le partager? ce serait se donner deux maîtres au lieu d'un. Si la Turquie d'Europe reste au Sultan, s'il passe en Asie, autant d'hypothèses nouvelles, comme autant de nouvelles difficultés. Ce passage sera-

t-il déclaré terre neutre? Pour l'assurer, prendra-t-on le territoire qui forme les deux rivages? Il est évident qu'il y a là une question d'un ordre absolument nouveau, créée par le développement de la puissance russe, et par les progrès de la civilisation et du commerce dans le midi de cet empire. Le manifeste russe indique bien le sentiment de ce nouvel ordre de choses; mais pour le régler convenablement, la diplomatie aura beaucoup à faire, car il comporte un grand mélange d'intérêts. Il est bien facile de voir que, de toutes les questions qui ont donné lieu à la guerre actuelle, celle-ci sera la plus difficile à résoudre. Nous ne terminerons pas ces observations sans faire remarquer une singularité particulière à la Russie, par rapport à la navigation. Quatre mers sont ses véhicules; toutes les quatre sont des mers fermées : 1° la Caspienne, mer intérieure, n'a pas d'issue; 2° la mer Blanche est inabordable la plus grande partie de l'année; 3° la Baltique est fermée par le Sund et Héligoland; 4° la mer Noire, fermée par le Bosphore et les Dardanelles.

CHAPITRE XII.

Mode de la prépondérance de la Russie sur l'Europe.

J'entends me demander : mais comment s'exercera cette prépondérance dont on montre le spectre effrayant? La Russie aura-t-elle aussi ses proconsuls comme l'ancienne Rome? enverra-t-elle, comme elle fit en Pologne, des nouveaux Repnin, des nouveaux Kaiserling? imposera-t-elle chez les uns, comme elle fit en Courlande, de nouveaux Biren? se jouera-t-elle de ceux qu'elle aura élevés, comme elle fit de Poniatowski? substituera-t-elle sa propre dynastie aux anciennes, comme avait fait Napoléon? La réponse à ces questions est facile.

1°. Le pouvoir est créé; il peut tout ce qu'il voudra. A qui appartient-t-il d'en borner l'usage, ou de répondre de celui qui en sera fait? Pour celui-ci, trop souvent, la justice, c'est son utilité, et son caprice est son plaisir. Le pouvoir altère plus qu'il ne rassasie; il a

toujours quelques désirs à satisfaire, et ceux qui en approchent n'ont-ils pas toujours quelques vœux à former et à lui adresser. Les guerres ont été plus souvent le produit des intérêts privés des courtisans, que celui de l'ambition des princes (1), et surtout que celui du bien même de l'État. Les hommes commencent par désirer le nécessaire; celui-ci obtenu, ils ambitionnent le luxe. Napoléon consul, passe à l'empire; peu de temps après, sa famille occupait les trônes de beaucoup de familles royales. La modération n'est pas absolue, mais relative : ne pas pousser ses avantages jusqu'au dernier terme, céder de ce que l'on pourrait retenir, est de la modération réelle. Ainsi, si dans la guerre actuelle la Russie ne s'approprie pas toute la partie du territoire ottoman dont elle peut se saisir, il y aura modération de sa part; elle s'en glorifiera et elle sera célébrée. Mais il ne s'ensuivra pas moins accroissement pour sa force déjà trop grande, et affaiblissement des obstacles qu'elle pourrait rencontrer à l'avenir; par conséquent affaiblissement réel pour ceux qui ont besoin

---

(1) *Voyez* les guerres suscitées par le duc de Buckingham, Louvois, Albéroni, Potemkin, etc.

d'appui contre ce pouvoir gigantesque. Faites l'application de ce principe à la Prusse et à l'Autriche; qu'elles succombent dans une lutte contre la Russie, et cela est inévitable. Que, par modération, celle-ci se contente de la moitié de ce qu'elle aura pris, ce sera encore de la modération; mais les deux états ne seront pas moins blessés profondément, et ceux auxquels ils servent de défenseurs n'en seront pas moins affaiblis. Allons plus loin, et accordons à la Russie ce désintéressement qui, jusqu'ici, n'a pas plus été l'appanage des états que celui des individus. Admettons que la Russie renonce à toute extension territoriale; mais la totalité de son pouvoir lui restera, et, dans cet état, ne porte-t-il pas en lui un principe de suprématie, qui ne permettra pas aux autres d'agir sans s'enquérir auparavant de ce que l'on fait, de ce que l'on dit, de ce que l'on en pense à Pétersbourg. Eh bien! cela seul constitue la dépendance, exclut la liberté, et relègue parmi les courtisans. Voilà précisément l'état dans lequel était tombée l'Europe aux jours de Napoléon; alors observer ses mouvemens, les deviner, s'y conformer, lui plaire, était l'existence du continent. Pour s'affranchir de cette contrainte,

source d'humiliations, l'Europe a fait de grands efforts; un autre joug, bien plus difficile à rompre, va courber de nouveau sa tête. Que ce joug ne s'écarte pas trop des formes civiles adoptées par les peuples civilisés, cela pourra être, durer quelque temps; mais ce joug, semblable au glaive de Damoclès, n'en sera pas moins toujours présent pour inspirer la frayeur, et cela seul suffit pour exclure l'idée de liberté et d'indépendance. Comme au temps de Rome, la Russie n'enverra pas d'insolens Popilius tracer un cercle insultant autour des souverains de notre continent; elle n'ordonnera pas aux uns de s'abstenir de la guerre ou de la cesser; elle ne réglera pas l'intérieur des familles régnantes comme le prétendit et l'accomplit Rome; elle ne déclarera pas ses alliés sacrés et inviolables, comme le fit la fière république; mais sa vue portera l'épouvante et réglera les démarches; mais ses insinuations seront des ordres; mais lui déplaire sera un malheur, une crainte, et les disgrâces, de la part de Pétersbourg, seront redoutées par la plupart, comme les disgrâces du palais le sont par les courtisans. Voilà le régime le plus doux que le continent soit fondé à attendre de la part de la Russie,

dans l'état de suprématie auquel elle est parvenue. L'orgueil peut en murmurer et affecter l'incrédulité contre la réalité de cet état, il ne faut pas lui refuser cette consolation, quelque peu durable qu'elle soit. Mais toutes ses répugnances à reconnaître l'état des choses ne les changent pas; elles sont telles, et l'avenir ne fera que consacrer d'une manière trop sensible leur déplorable existence. Les courtisans du pouvoir de Napoléon n'auront que la peine de se retourner pour porter à Pétersbourg les hommages qu'ils rendaient naguères à Paris : il n'y aura de changé que la durée, et quelquefois la dureté. Les voyages de Paris offraient plus de facilité et d'agrément que ceux de Pétersbourg.

Cela me conduit à expliquer un mot de Napoléon, que, dans les circonstances actuelles, il est bon de ne pas laisser perdre. Les paroles des hommes de génie sont le domaine de ceux qui les suivent, et autant de flambeaux dont il ne faut pas laisser la clarté se perdre; il n'y a jamais trop de celle-ci.

CHAPITRE XIII.

Mot de Napoléon.

Dans cinquante ans l'Europe sera cosaque ou république...

Ceux qui ont approché Napoléon savent, 1° qu'il usait habituellement du mot de Cosaque au lieu de celui de Russe; ainsi il a voulu dire que l'Europe serait russe; 2° que les locutions bizarres lui étaient familières, mais que sous une enveloppe souvent étrange, presque toujours, elles cachaient un sens profond; 3° que son génie excellait dans ces aperçus rapides, lointains, et dans un germe lui découvrait tous ses développemens. C'était un des attributs principaux du génie de cet homme extraordinaire : voir plus vite, plus haut, plus loin que tous les autres.

La singularité de ce mot, je ne le dissimule pas, m'avait détourné de m'en occuper; les évènemens, avec leur urgence, m'y ont ramené : j'ai cru en reconnaître le fond, et il m'a paru profond. Il a été inspiré par deux considé-

rations également justes : 1° Napoléon était singulièrement frappé des conséquences inévitables de la puissance russe; il sentait tout le poids dont elle s'apprêtait à peser sur l'Europe; il la voyait immense en territoire, en population, inattaquable sur ses flancs, inaccessible par son climat, toujours prête à verser ses armées sur l'Europe; il avait terrassé la garde impériale russe dans les champs d'Austerlitz, il la retrouva sous les murs de Dresde, sur les hauteurs de Paris. Lorsqu'il avait le pouvoir, il voulut le faire servir à l'affranchissement de l'Europe, en recréant la Pologne, ce qui était rejeter la Russie en Asie. Là finissaient les dangers pour l'Europe. Jamais idée plus vaste ni plus salutaire pour l'Europe n'avait été conçue.

2°. Napoléon avait acquis un grand usage de la diplomatie européenne. Il avait la connaissance de ses préjugés, de ses faiblesses, de ses intérêts, de ses divisions. En comparant toutes ses infirmités et ses déliaisons avec la masse compacte de la Russie, avec l'unité de ses vues, de ses intérêts, de sa direction, il apercevait une grande disproportion entre les deux parties, et rien n'était plus juste. Passant de là au sentiment que le défaut d'une garantie suffisante était propre à inspirer aux habitans du continent, il

en concluait : 1° que les gouvernemens actuels étaient trop faibles pour se défendre du joug de la Russie ; 2° que l'énergie républicaine était seule capable de protéger les peuples contre elle ; 3° que le besoin de cette défense pourrait les porter à rechercher en eux-mêmes les garanties que leurs gouvernemens ne leur offriraient pas. Abandonnant l'examen de la justesse de la pensée, je me borne à en rechercher le sens, et celui que je crois y avoir découvert ne paraît pas manquer de probabilité (1).

---

(1) J'ai souvent entendu Napoléon s'expliquer ainsi à l'égard de la Russie ; et quand il lui plut de m'associer à l'exécution de ces projets, en me confiant l'ambassade de Varsovie, il m'exposa et m'exprima sa pensée à cet égard, avec une fermeté qui était un sûr garant de sa sincérité. Mais plus Napoléon voulait écarter la Russie de l'Europe, plus l'empereur Alexandre et son peuple voulaient y rester ; ainsi la question entre les deux contendans était celle-ci : *la Russie sera-t-elle de l'Europe ou seulement de l'Asie?* La querelle, comme on l'a si mal jugée, n'était pas entre deux hommes, mais entre deux choses : *être ou n'être pas de l'Europe.* C'est le sentiment des conséquences de cette alternative, qui a fait embrasser à la Russie et qui lui a fait supporter avec tant de persévérance la dure carrière dans laquelle elle entra alors. Elle vou-

CHAPITRE XIV.

Impôt mis sur l'Europe par la Russie.

La France vient d'ajouter, aux frais de son armemement ordinaire, une somme de 80,000,000 fr. D'où provient cet accroissement de dépense? De la nécessité de se pré-

---

lait rester *de l'Europe;* elle a tout sacrifié dans ce but; elle l'a obtenu. Et ce qu'il y a aussi de bien remarquable, c'est qu'un homme de génie, tel que Napoléon, lui qui avait si bien jugé que l'empire du continent se balançait entre l'empereur Alexandre et lui, ait pu tomber dans une méprise pareille à celle qu'il a nourrie comme à plaisir, et qui l'a précipité dans l'expédition de Russie; et cette méprise était celle de borner le principe de la résistance de la Russie au caractère personnel d'Alexandre, au lieu de le placer dans la nature même de la puissance russe, qui devait résister à son effacement en Europe. Napoléon, qui accordait beaucoup d'estime aux qualités du cœur de l'empereur Alexandre, ne prisait pas égalment la force de son caractère. Vingt fois il a répondu à mes observations sur la guerre de Russie : Je connais l'empereur Alexandre, il est faible. Il allait jusqu'à dire: Il se mettra à genoux

parer, en cas d'évènement, contre les prétentions de la Russie. Ici, je ne prends la France que comme exemple, comme nominatif, pour faire mieux comprendre ma pensée. Dans notre civilisation, il n'y a rien d'isolé entre les peuples; ils réagissent sans cesse les uns sur les autres. Chaque bataillon levé chez l'un en fait fait lever un autre chez ses voisins : ainsi le veut le maintien de la sûreté réciproque. Les barbares du Nord, qui ont fait la civilisation

---

quand il me verra à Moscou ; il ne supportera pas l'idée de la prise de sa capitale. C'est sur cette donnée, on peut en être sûr, qu'il s'est décidé à son expédition. *Je prendrai Moscou, je brûlerai Toula* (c'est le grand arsenal de la Russie), *voilà la Russie désarmée*. Telles étaient habituellement ses paroles; du reste, il voulait fermement la Pologne intégrale, et si la Russie eût fait la paix, il l'aurait eue. Ce rétablissement était arrêté dans son esprit. Du reste, il ne prétendait pas retrancher à la Russie un village au-delà de la Duine et du Borysthène. Tout ce qui a été dit de contraire à ce qui est consigné ici, est dépourvu de vérité. Alexandre et Napoléon sont morts; la liberté, que les convenances restreignaient à d'autres époques, est rendue par leur entrée dans le domaine de l'Histoire. Celle-ci, pour ne pas s'égarer, doit s'écarter de tout récit contraire à celui qui est ici tracé.

du continent, vivaient toujours en armes. Les particuliers se modelaient sur la société générale, et ne se séparaient pas de leurs armes. De là la fureur des duels, et, sur une plus grande échelle, la fureur des combats, et toujours pour la même raison, *le port d'armes continuel*. Les armées sont devenues permanentes; leur nombre n'a plus connu de bornes: c'est à qui en réunira la plus forte masse. Louis XIV élève son militaire à un degré inconnu en Europe; celle-ci lui en oppose un supérieur, et peu s'en fallut qu'il ne payât chèrement les trente années de sa supériorité. Napoléon a fait de même; il a trouvé une opposition encore plus forte, et une fin encore plus dure. Dans le temps actuel, la Russie effraie l'Europe par la montre de son million de soldats, par la force de son organisation militaire. Pour le soin de leur sûreté propre, les autres états forcent leurs moyens naturels pour se rapprocher, autant que possible, de l'état militaire qui les menace. La Prusse et l'Autriche, par des moyens divers plus ou moins économiques, ont cherché à se ménager des moyens de défense contre les attaques qu'elles peuvent craindre.

Voilà donc que, par le seul fait de l'exagé-

ration des forces d'un seul, tous se trouvent grevés, et par suite imposés. On n'a pas de soldats sans argent; et plus on a de soldats, moins on a d'argent disponible. La Russie compte près d'un million de soldats; le reste de l'Europe en renferme environ 1,200,000. L'impôt foncier de toute l'Europe ne suffit point pour entretenir bien pauvrement cette masse armée, oisive, et qui forme un retrait à toutes les professions lucratives. La France emploie pour son militaire actif 200,000,000 fr.; pensions et traitemens militaires, 47,000,000 fr.; pour la légion d'honneur, presque toute affectée au militaire, 10,000,000 fr. Ce fardeau est énorme. Voilà qu'un mouvement de la Russie vient d'y faire ajouter 80,000,000, qui deviendront une charge permanente; car il est bien évident que le gouvernement français voudra tenir des forces suffisantes en état d'agir suivant les circonstances; et il est bien évident encore que l'aspect du pouvoir, qui dans ce moment force à cet armement, agira continuement, et qu'on se sentira obligé de proportionner ses moyens à ceux que la Russie pourrait déployer. Eh bien, le budget militaire de la France dépasse le montant de son impôt foncier? Trente-trois millions d'hommes doivent

6

travailler, suer, se priver, porter le fruit de leur travaux à moins de 300,000 soldats. Et qui cause et continuera de causer cette surcharge ? La Russie, avec ses immenses armées, ministres de ses volontés et peut-être de ses fantaisies. On ne peut pas s'abandonner sans garanties à celles-ci ; le seul moyen d'en diminuer la rigueur est d'être en mesure de leur résister. Mais pour le faire, il faut s'armer à l'instar de la Russie, proportionner ses armemens propres aux siens ; mais comme cela ne se fait qu'avec de l'argent, et comme l'argent ne provient que de l'impôt, il s'ensuit, par une conséquence forcée, que l'exagération de la puissance russe retombe en impôts sur l'Europe, et que, par là, partout, quoiqu'on en ai dit, le budget est de nature à ne pouvoir être refusé. Il en est de même à l'égard de l'Angleterre : quand on bâtit un vaisseau à Portsmouth, on en construit parallèlement un à Brest. Ainsi l'Angleterre concourt, par sa prodigieuse marine, au budget de la marine française, comme la Russie, par ses immenses armées, contribue au budget français, à l'article de la guerre.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

SECONDE PARTIE.

1°. *Affaire de l'Orient. Ses diverses phases.*

La nature de l'insurrection des Grecs est bien connue aujourd'hui. On n'en est plus aux déclamations légitimaires qu'elle fit naître à son début; on n'en est pas davantage *à l'apparition du signe révolutionnaire du côté de l'Orient,* ainsi qu'on le proclama à Laybach : tous ces jugemens sont effacés, comme le sont ceux des partis qui ne laissent rien après eux. C'était l'esprit du temps de rapporter tout à la légitimité et à la démocratie, de montrer des insurrections révolutionnaires partout où l'on voulait cesser de souffrir, et d'attendre le redressement des torts de la main même de ceux qui en profitaient. C'est à cette absurdité que les principes de cette époque condamnaient l'espèce humaine. Ce qui a dû arriver est arrivé, tant la nature des choses est forte, ou plutôt invincible. Les opprimés ont lutté pendant six ans avec une admirable constance. La vue de leurs souffrances a ébranlé l'Eu-

6..

rope ; on s'est enfin souvenu que l'on était homme. La conscience du genre humain a triomphé de la froide politique ; si elle ne l'a pas réchauffée, du moins en la plaçant en regard de l'humanité, elle ne lui a plus permis l'indifférence, et ceux qui d'abord avaient repoussé les soupirs et les requêtes de la Grèce, qui avaient déclaré la question grecque une question de légitimité entre le Sultan et les Grecs, qui avaient offert leur assistance à celui-ci pour ramener au devoir des sujets émancipés (1), ceux-là même, assaillis et comme enveloppés par le cri public de l'Europe, se sont enfin décidés à s'occuper, quoique tardivement, de porter quelque adoucissement au sort d'hommes devenus l'objet de l'intérêt de l'univers. De là est venue la convention du 6 juillet 1826, base de l'alliance entre les trois puissances. Tels sont les degrés qu'a parcourus cette cause. Plusieurs choses parurent évidentes dès la première apparition du plan des alliés :

1°. Qu'il était insuffisant pour la Grèce, mais suffisant pour irriter l'orgueil ottoman, et le porter à des extrémités;

---

(1) *Voyez* le manifeste ottoman, octobre 1827.

2°. Qu'il renfermait une complication dans l'intérieur même de l'alliance, de laquelle pouvait naître prochainement sa dissolution.

L'accomplissement a suivi de près ces prévisions.

Une armée russe, impatiente de combats, a été rassemblée, depuis beaucoup d'années, sur les bords du Danube. Jamais réunion d'armée sur des frontières n'a été sans beaucoup d'ombrages pour les voisins. La Turquie s'est alarmée de ce voisinage; elle s'est irritée, et, à la manière des gens imprévoyans, elle a cru devoir récriminer, faire valoir des griefs, des prétentions. De là le traité d'Ackermann, qui a aggravé sa position : c'est la solution ordinaire de ces boutades d'humeur de la part du faible à l'égard du fort; elles finissent toujours au désavantage du premier. A Ackermann, la Turquie a passé sous les fourches Caudines. Mais l'orgueil répudie bientôt les concessions de la peur; et, quand il se croit en sûreté, il déchire tous les voiles, découvre le fond de sa pensée, et rejette au loin ses engagemens comme un fardeau qui l'oppressait. N'est-ce pas là ce que l'on a vu, et le manifeste ottoman est-il autre chose que la manifestation de cette vérité? Il était bien impos-

sible que l'orgueil ottoman, à son tour, ne révoltât la fierté russe. Le Sultan s'est exprimé avec l'orgueil brutal de la barbarie; l'empereur russe a parlé avec la fierté de la puissance civilisée : l'un a fait parade de sa mauvaise foi, l'autre de sa droiture. Le premier s'est déclaré incompatible avec l'Europe chrétienne; le second ne s'est déclaré incompatible qu'avec la mauvaise foi, et l'incertitude des garanties réclamées pour les intérêts commerciaux de son empire. L'avantage de la polémique est resté à la Russie. Le triomphe de son cabinet a été aussi complet que le seront ceux de ses armées. Là-dessus elles ont marché, avec des cris de joie répétés dans tout l'empire.

2°. *Forces relatives de la Russie et de la Turquie.*

L'immensité d'un côté, le néant de l'autre; le désordre chez les uns, l'organisation la plus forte chez les autres; une promenade militaire d'une part, une défense tumultuaire de l'autre: de là on doit conclure que les armées russes chasseront devant elles les hordes turques, comme le vent chasse la poussière. Aucune ré-

sistance, soit suffisante par sa force, soit combinée, organisée, dirigée vers un but raisonnable, n'aura lieu de la part des Turcs. Le Sultan a été bien mal inspiré, lorsqu'il a pris, pour braver un adversaire de la force de la Russie, le temps auquel il passait de l'ancienne organisation militaire à la nouvelle : ce passage est toujours le temps de la plus grande faiblesse ; car alors on est privé de son ancienne force, et l'on ne jouit pas encore de la nouvelle. Le Sultan a fait étourdiment, en 1828, ce qu'il ne pouvait faire sans danger, même en 1838. Entré dans la carrière des réformes, il devait se donner le temps de les compléter, de les généraliser dans l'empire, et de s'assurer de leur solidité par des épreuves préalables. Mais provoquer, affronter la Russie avec une armée mi-partie de l'ancien et du nouvel ordre militaire, faible en nombre, incohérente dans ses élémens, sans chefs expérimentés; donner à ces novices, pour coup d'essai, un choc contre les vétérans de Friedland, de la Moscowa, de Leipzig, c'est un acte d'insanité vraiment inexplicable. Il semble y reconnaître les impulsions de la destinée, qui précipite ses victimes vers le terme qu'elle leur a marqué. Quand le dernier empereur de Constantinople périt, il n'avait pas été chercher

Mahomet II; seulement il se trouvait sur le passage du torrent, qui ne pouvait plus être arrêté; il fut englouti, comme tout l'avait été avant lui. Mais l'action de Mahmoud est de son choix, libre, et assez libre pour résister à tous les conseils et à toutes les remontrances des puissances intéressées à sa conservation, et dont les intérêts lui garantissaient la sincérité; mais la fausse application d'un principe, vrai sous quelques rapports, l'a égaré : *Les musulmans sont naturellement ennemis des chrétiens, et les chrétiens le sont aussi des musulmans : toutes les puissances chrétiennes nourrissent le désir de la destruction de la puissance ottomane.* Voilà le manifeste ottoman et ce qui paraît avoir maîtrisé l'esprit du Sultan. 1° Système faux ! Entre états, la différence du culte ne crée pas d'incompatibilité politique. Le même état renferme des sectes religieusement ennemies. Depuis François Ier, les Turcs et les Français sont musulmans, chrétiens et alliés. Il faut qu'il se soit trouvé à Constantinople *quelques jésuites turcs* qui aient imbu l'esprit du Sultan de cette belle maxime. 2° Loin d'aspirer à la destruction de l'empire ottoman, les puissances chrétiennes considèrent son maintien comme un objet de premier

intérêt pour elles, non pas à cause de lui-même, si l'on veut, mais à cause de son opposition à la Russie. La Suède, la Prusse, l'Autriche, la France, l'Angleterre, et sûrement le corps de l'Empire germanique, n'ont pas une autre pensée (1). Aucune de ces puissances ne peut rien s'approprier du territoire turc : ce que l'Autriche pourrait acquérir serait compensé par une acquisition parallèle de la part de la Russie, ce qui la laisserait au point où elle se trouvait avant cette inutile acquisition. Les motifs qui ont poussé le Sultan à une résolution aussi désespérée sont donc dépourvus de toute réalité : ce sont les produits d'une *idée fixe*, dont le propre est de fermer tout accès à la droite raison présentant des idées plus saines, en un mot, c'est la mère de la folie. Je ne doute pas que, dans les nombreuses représentations dont la diplomatie européenne a comme persécuté le divan, elle ne lui ait donné les assurances les plus rassurantes à cet égard; qu'elle ne lui ait dit cent fois ce

(1) Les publications françaises et anglaises en ont souvent fait mention; il est facile de voir que ce maintien, tout irréfléchi qu'il est, forme encore le fond de la politique orientale des cabinets de l'Occident.



que nous venons d'écrire; mais la mauvaise étoile de l'empire ottoman, ou le mauvais esprit du Sultan l'ont emporté; il a marché à l'aveugle, en voulant avoir l'air de marcher avec un haut courage; il a voulu faire montre d'un caractère inflexible, inaccessible à la crainte, supérieur au danger. Mais est-ce donc que les empires doivent être sacrifiés à la vanité de leurs chefs, à la gloriole d'étaler leurs qualités propres? Est-ce donc que cent ans de revers dans toute lutte contre la Russie, ne renfermaient pas quelque enseignement sur l'avenir? Comment, après avoir succombé constamment sous la Russie à peine entrée dans la civilisation, et dépourvue des avantages qu'elle tient de ses conquêtes sur la Turquie même, comment se flatter de l'espoir de quelque succès contre elle, forte de tous les avantages de la civilisation, ainsi que d'une organisation et d'une expérience militaire perfectionnées? Le Sultan pourra-t-il faire fonds sur ses nouvelles troupes? Mais, 1° en quel nombre existent-elles? 2° quelle est leur instruction? 3° leur accord avec les autres troupes turques? Une poignée d'hommes ne doit-elle pas se briser contre les masses russes? L'exemple de la Perse, entrée bien à la légère dans une guerre

contre la Russie, ne devait-il pas parler à l'esprit du Sultan, et lui montrer quelle serait l'issue de la sienne ? L'obstination de ce prince dans cette expédition est vraiment inconcevable; il périra par ce qui le fait valoir, par ce qui fait rehausser son caractère. On dit ce caractère grand, fort; mais qu'est la force sans discernement? La force, à part de la raison, est l'apanage de la brute, aussi bien que celui de l'homme; elle n'a droit à l'estime, elle n'est utile et vraiment efficace que lorsqu'elle est réunie à la raison dans la recherche d'un but judicieux, poursuivi par des moyens bien adaptés à ce but. Hors de là, on n'aperçoit plus que cette force aveugle dont le poète a dit :

Vis consilii expers,
Mole ruit suâ.

Les firmans qui appellent les musulmans à prendre les armes dans cette *guerre sainte,* donnent à penser que le Sultan a compté sur l'enthousiasme religieux de ses peuples. Il ne tardera pas à reconnaître son erreur, et à en subir les conséquences. Le feu sacré est éteint en Orient comme en Occident; il ne se rallumera dans cette contrée pas plus que dans

l'autre : on ne voit pas deux fois la Vendée ni Saragosse; le temps de ces enthousiasmes est passé. A force d'avoir pesé sur les peuples, les gouvernemens les ont brisés; et quand, au jour du danger, ils viennent leur demander ardeur, enthousiasme, on répond autour d'eux, là où l'on espère d'être aperçu, où l'on peut craindre de l'être, mais tout le reste se montre froid, et laisse son immobilité répondre : eh! que m'importe à moi. Des Turcs assoupis ou abrutis n'attachent aucune signification aux mots d'honneur et de patrie; ils se défendent comme les animaux à l'entrée de leur tanière, et y meurent, mais sans éprouver le besoin de donner à la société, et d'en recevoir à leur tour, le secours que le citoyen lui porte et en attend. D'ailleurs, est-ce quand l'ennemi frappe aux portes de l'empire, lorsqu'il y entre à flots pressés, à pas accélérés, que ces appels peuvent avoir quelque efficacité? Quelle résistance peut opposer à des masses qui agissent sous une direction savante, une populace sans ordre, sans armement régulier, sans chefs expérimentés ou respectés. Il n'y a là que principe de désordre, d'embarras, et nullement de force. Des hordes pillardes se jetteront sur les bagages de leur propre armée, plutôt

que sur les baïonnettes ennemies ; elles l'affameront en portant la dévastation partout où elles portent leurs pas et leurs mains ; ce sont des fléaux et non des défenseurs. Il paraît que ces appels au fanatisme religieux des Osmanlis n'ont rencontré parmi eux que des *tièdes ;* les imans peuvent crier tant qu'ils voudront, du haut des minarets,

L'auditoire sera sourd aussi bien que muet.

La réalité des choses est celle-ci : les Turcs n'ont pas d'armée ; ils fuiront devant les Russes, et feront bien. Les Russes sont assez nombreux pour faire à la fois les siéges et les blocus des places turques. Pendant ce temps, la grande armée russe marchera sur Constantinople ; l'empereur Nicolas y entrera à jour et heure indiqués, et, suivant toute apparence, il ne trouvera dans la ville de Constantin que ce que Napoléon trouva dans Moscou. Le monde va revoir des jours semblables à ceux de Mahomet II, et une affreuse catastrophe va frapper l'humanité ; car enfin les Turcs sont des hommes, et le commerce de l'Europe recevra, pour un long temps, une plaie profonde par la subversion complète de ses relations dans ces contrées, qui en sera la suite inévitable. Voilà

où mènera l'obstination insensée du Sultan, décorée du beau nom de *caractère*, et le mépris qu'il a fait des conseils de la diplomatie européenne. Elle était sincère, car elle était intéressée dans la cause. L'incivilisation des Turcs, en les attachant à leurs anciennes idées, les a empêchés de reconnaître cette sincérité. Ils périront donc par leur incivilisation; terrible, mais instructive leçon pour ceux qui, comme eux, s'obstinent à repousser la civilisation, sans laquelle il n'y a plus de préservation possible. Sans doute, et les conventions d'Ackermann, et les exigences des trois puissances doivent paraître dures au Sultan; mais il est encore plus dur de tout perdre : quand la nécessité parle, le bon sens est-il de l'accepter ou de l'aggraver. Le Sultan n'avait pas à se demander si ces conditions étaient dures, mais s'il était en mesure efficace de s'y soustraire. Quand l'empire sera envahi, qu'aura-t-il gagné? Aujourd'hui même, si, au bord de l'abîme, il reconnaissait toute l'étendue de sa faute, n'aurait-il pas empiré sa condition? L'ennemi entré sur le territoire de l'empire, ne sera-t-il pas plus difficile à apaiser qu'avant de franchir les frontières; le divan ne pourrait plus se présenter qu'en suppliant, et ce rôle est

toujours celui des victimes. On a exalté le caractère du Sultan ; la raison n'a vu en lui qu'un insensé, et les spectres des fondateurs de l'empire, les Mahomet, les Sélim, les Soliman, s'attacheront éternellement à lui, pour lui reprocher la destruction de leur ouvrage. Heureux si, aussi aveugle dans sa fureur que ce prince l'est dans sa conduite, le peuple turc ne cherche pas à éteindre dans son sang l'incendie allumé par le délire de son orgueil, et ne présente pas à ses ennemis ses restes inanimés comme une victime expiatoire, comme la soustraction de la cause de cette guerre fatale, et comme un gage de la paix. Les souverains absolus chez des peuples féroces ne font pas toujours un métier bien sûr ; il ne vaut pas celui des princes astreints à un régime modéré chez des peuples civilisés ; la civilisation, qui condamne à la modération, est aussi mère de la préservation ; elle compense par la sûreté ce qu'elle retranche aux jouissances du pouvoir absolu ; en excluant les extrêmes. Si l'orgueil est flatté par un commandement au-dessus de toute résistance comme au-dessus de toute remontrance, ces jouissances sont aussi fort exposées à être troublées par des réactions violentes. Un ressort trop comprimé se relève avec une force

déréglée. Des hommes accoutumés à prosterner leur front dans la poussière ne savent témoigner leur mécontentement que par des incendies, et c'est le poignard à la main qu'ils présentent leurs requêtes. Le sérail a vu plus d'une de ces tragédies : plus d'un de ces maîtres impérieux, qui d'un mot, d'un geste, quelques jours, quelques heures auparavant, portaient partout l'épouvante et la mort, sont tombés sous les coups de ceux qu'ils venaient de voir à leurs pieds. Telles sont les mœurs de l'Orient, dont le Sultan provoque sur lui la cruelle application.

3°. *Complication de la guerre d'Orient.*

Nous avons indiqué plus haut les divers degrés qu'a suivis l'affaire de l'Orient. Nous avons dit comment on est arrivé au bord de la guerre qui vient d'éclater; montrons maintenant les complications qu'elle renferme.

Trois puissances dirent à la Turquie : *Depuis cinq ans, nous vous regardons faire avec la Grèce; vos combats sont restés sans résultats; les combats à venir n'en auront pas davantage. Il est temps d'en finir : à cet égard, le passé est le garant de l'avenir. La prolongation de*

ce débat affecte le commerce, trouble les mers, nous cause des dommages, nous commande des précautions dispendieuses; nous en demandons le terme. Nous ne sommes pas vos ennemis, pas plus que ceux de vos ennemis, mais nous entendons arrêter l'effusion du sang, spectacle odieux en lui-même, qui nous expose à des reproches, rétablir la police sur vos mers; et pour cela, deux choses sont exigibles et exigées par nous : 1° que l'épée soit, de part et d'autre, remise dans le fourreau; 2° que le sol de la Grèce, que vous dévastez en pure perte, soit remis aux Grecs; qu'il soit désormais l'asile des Grecs, qu'ils y restent vos tributaires. Vous avez plus à gagner qu'à perdre au désistement d'une souveraineté purement nominale; l'intégrité du reste de votre territoire vous est garantie; elle vous restera : aucune de nous n'a jeté sur lui un regard de convoitise. Voyez qui nous sommes, et jugez si nous pourrions nous accorder dans des vues hostiles et cupides contre vous. Ce langage était raisonnable, plein de motifs de persuasion; mais qu'est la raison pour des Turcs, pour des hommes qui ont d'autres yeux, d'autres oreilles, un autre entendement que les peuples civilisés, et dont l'esprit joue à rebours de celui des autres hommes?

Aussi les a-t-on vus couvrir d'un voile de dissimulation et de perfidie leurs intentions, jusqu'à l'heure où ils se sont crus en mesure de la proclamer sans crainte. Pendant ce temps, la guerre se poursuivait, l'Égypte prodiguait ses forces de terre et de mer. Celles-ci se confiaient au succès de quelques-unes de ces perfidies qui font partie des mœurs orientales, et cet espoir amena le combat de Navarin. On vit alors toute l'attention des cabinets des trois puissances tournée vers le soin de persuader à la Porte que ce coup de foudre n'avait été ni préparé, ni prévu, et que cet incident, quelque grave qu'il fût, en sa qualité d'incident, ne devait pas préjudicier à leurs vues pacifiques, dans lesquelles il n'apportait aucun changement. Ces paroles édulcorées glissèrent sur la dure enveloppe, sur la croûte que l'orgueil et la barbarie, pour ainsi dire, tiennent étendue sur l'intelligence des Turcs. Pendant que les alliés redoublaient d'efforts pour faire pénétrer une lumière préservatrice dans ces têtes fermées, au fond du sérail, inaccessible à tous les yeux, le sultan forgeait le manifeste qui, en déchirant tous les voiles, dut laisser les négociateurs un peu confus de leur longue méprise sur le naturel de leurs adversaires. Quand ils les

entendirent se proclamer les ennemis naturels des chrétiens, ils durent avoir quelques regrets à leurs efforts pour arrêter ce qui était dans le cœur et dans la nature de leurs néophytes. Ils purent rester convaincus que, travailler à la conversion politique des Turcs, était du temps perdu, et qu'un apostolat politique au milieu d'hommes aussi étrangers à l'Europe et à la civilisation, aurait parmi eux les mêmes fruits qu'un apostolat religieux. Pour échapper au ridicule, la débonnaireté de cette diplomatie avait besoin de l'excuse de l'humanité. Mais le manifeste ottoman avait deux parties bien différentes : 1° celle qui atteignait les puissances éloignées de la Turquie ; 2° et celle qui concernait la Russie. C'est contre celle-ci que la diplomatie turque avait réservé les traits les plus envenimés ; c'est à elle qu'elle imputait tous ses maux, les projets les plus sinistres, suivis avec plus de constance ; c'est à elle qu'elle adressait les reproches les plus sanglans, qu'elle vouait l'inimitié la plus ouverte, et avec laquelle elle se déclarait affranchie de tout lien résultant des traités antérieurs. Là, la scène a changé de face : de simple qu'était la guerre, elle est devenue double. D'abord, elle n'était que grecque ; la voilà à la fois

grecque et russe. Tant qu'elle était purement grecque, tout était égal entre les trois puissances, intentions, forces et frais... En devenant *russe*, une partie a eu une charge de plus que les autres; elle a eu aussi une autre perspective, et d'autres injures à venger. La question a donc été dénaturée par le manifeste ottoman; il a déclaré directement la guerre à la Russie : celle-ci lui a répondu par une déclaration semblable. De part et d'autre, les armées ont marché. Rien de semblable ne pouvait avoir lieu contre la France et l'Angleterre, placées au loin de la Turquie, et n'ayant point de traités à revendiquer... Mais le mouvement de la guerre a exposé les alliés à devenir ennemis; il peut mettre aux prises entre eux ceux qui combattent ensemble pour la Grèce; et la guerre qui a commencé sous la réunion de leurs drapeaux, peut à chaque instant amener leur opposition. Ce danger résulte évidemment des vues annoncées dans le manifeste russe.

Un second genre de complication et d'une espèce toute nouvelle se présente dans cette affaire. Ordinairement pour se battre, il faut être deux, et il faut convenir de l'objet du combat : sous ces rapports, les grands procès entre les

nations, que l'on appelle la guerre, se règlent sur les mêmes principes que les contestations entre les individus... Avant tout, on convient de l'objet de la contestation, mais ici, rien n'est convenu. Les alliés disent au Sultan : Nous ne sommes pas venus en ennemis contre vous; loin de là, tout ce qui se fait est pour votre bien. Le Sultan répond : Cela vous plaît à dire; mais je sais très bien que vous êtes mes ennemis naturels, et que je suis le vôtre... Vos déguisemens, vos détours ne m'en imposent pas. Il vous convient de ne pousser la guerre que jusqu'à tel ou tel point; il me convient à moi de la pousser jusqu'au bout. Le sort en est jeté; s'il faut périr, nous le ferons avec honneur, et il vaut mieux mourir en gros qu'en détail. Une agonie honteuse, prolongée au milieu de dépouillemens journaliers, sous un joug qui s'appesantit d'heure en heure, est une position intolérable. Aux armes; soyons libres et respectés, ou mourons. Voilà mot à mot le dialogue établi depuis deux ans entre les alliés et le Sultan... Les premiers veulent une certaine guerre; le second en veut une autre. Les alliés sont donc exposés par cette divergence de vues avec leur ennemi, à faire ce qu'ils ne voulaient pas faire, et à ne pas faire ce qu'ils

s'étaient proposé de faire. Ils sont exposés à se combattre pour les Turcs, et à combattre les Turcs pour les Grecs. Supposons que l'odeur de la poudre à canon exalte les cerveaux russes, que feront les alliés? Achèveront-ils les Turcs dans la Morée et dans l'Archipel, tandis que les Russes les écraseront sous les murs de Constantinople? Et si l'Autriche alarmée de l'essor de la Russie, entrait en lice pour le réprimer, les alliés se rangeraient-ils avec elle, ou contre elle avec les Russes? Il pourrait arriver, chose bizarre, mais qui résulte évidemment de la singularité de la position dans laquelle on s'est placé, que la flotte russe se trouvât à la fois alliée et ennemie de ses associés, et que la seule porte de sortie de cet embroglio pour elle, fût d'être *neutralisée*.

4°. *Manifeste russe.*

Il a fait tressaillir de joie quelques journaux anglais. Je voudrais pouvoir partager leur confiante allégresse; mais la nature des choses est souvent contraire à ces expansions de joie, et commande la réserve. Nous laisserons à part les lieux communs des manifestes, les reproches très fondés adressés à la Turquie, pour ne nous occuper que des résultats qu'il se pro-

met de la guerre. Ce sont, 1° l'accomplissement de la convention du 6 juillet, relative à la Grèce; 2° le remboursement des frais de la guerre, à quelque point qu'elle s'étende ou s'arrête; 3° les garanties à donner aux traités et à la liberté du commerce. En soi-même, cela ne présente rien d'exorbitant à la première vue, mais il faut passer outre, et voir par qui ces conditions seront imposées, et dans quelle mesure. La Russie déploie des forces immenses : toutes celles de l'empire sont ébranlées; cela est fort cher. Si leur emploi se prolonge, le compte des frais s'enfle tous les jours, et finira par monter très haut. Qui en fixera les bases, le vainqueur ou le vaincu? Les étrangers au combat auront-ils le droit de le reviser? La Turquie n'a pas d'argent; il faudra donc payer en territoire; il est bien probable que la Moldavie et la Valachie paieront la rançon de la Turquie. Jusque là il n'y a pas grand mal pour l'Europe; car que la Russie compte une ou deux provinces de plus, l'état de l'Europe n'en est pas notablement affecté. D'une autre part, quoique être *russe* ne soit pas la première condition du monde, cependant elle est mille fois supérieure à celle de la sujétion à la Turquie. Par l'occupation

de ces provinces, voilà la Russie installée sur la rive gauche du Danube, et fermement établie sur ses bords par l'occupation des forteresses turques situées sur ce rivage. Cette possession renferme un grand principe de gêne à venir pour le commerce de l'Allemagne et des états héréditaires de l'Autriche, dont presque tous les cours d'eau affluent au Danube : l'Inn, la Theisse, la Sare, la Drave. Ces eaux se déchargent dans la mer Noire; elle appartient à la Russie, et si celle-ci domine le Bosphore, le Danube n'est plus pour l'Autriche qu'un cours d'eau intérieur, sans prolongation et sans aboutissant.

Si une prompte soumission n'arrête pas l'essor des armées russes, on peut déjà les voir à Constantinople. Le Sultan passera-t-il dans ses vastes solitudes de l'Asie? y continuera-t-il une guerre qui, pour être sans efficacité contre la Russie, cependant l'obligera à tenir sur pied des forces considérables en opposition et en surveillance contre les attaques des Turcs? Ne faudra-t-il pas aussi des corps nombreux pour garder les pays, soit conquis, soit simplement occupés? Et si Constantinople est brûlé, comme on peut le craindre, ou s'il est préservé, dans les deux cas, sera-t-il gardé comme

position militaire ou comme conquête? Qui rend des conquêtes de cette valeur? Et les garanties données au commerce, quelles peuvent-elles être? S'il ne s'agissait que de la navigation même de la mer Noire, il n'y aurait pas l'ombre d'une difficulté; là, il y a place pour tout le monde, comme dans la Baltique; mais il faut calculer autrement, lorsque dans ces lieux il n'y a pour tout débouché qu'un étroit passage, commandé par une immense capitale, arsenal principal de l'empire; car, il ne faut pas se le dissimuler, la force de l'empire turc est dans Constantinople, comme elle l'était au temps des empereurs grecs. Mais, comme il a été prouvé plus haut, le commerce russe étant destiné à prendre d'immenses accroissemens par le versement des productions de presque tout le territoire russe européen, par les fleuves qui aboutissent à la mer Noire, comment un commerce aussi vaste, et par conséquent aussi précieux, pourra-t-il s'accommoder des péages de Constantinople et du Bosphore? La capitale de l'empire turc peut-elle rester exposée au bombardement, aux insultes de toute flotte sortie des ports russes, sur la mer Noire? et de son côté la fierté russe se soumettra-t-elle aux exigences indispensables de la capitale

d'un grand empire, et à un trajet précaire par le Bosphore? Le développement des évènemens a amené cette complication; elle est restée inaperçue dans le berceau du commerce russe, dans l'inculture des belles provinces méridionales de la Russie. Odessa ne compte encore que quelques années; mais lorsque toutes ces contrées se seront associées au mouvement commercial de la Russie, lorsque toutes les denrées de l'intérieur auront appris le chemin de l'Euxin, et y arriveront à l'aide de fleuves tels que le Boristhène, le Don, le Volga, que des canaux lient entre eux et avec la mer Baltique, on verra ce que sera ce commerce qui est encore dans l'enfance, et qui, par le seul débouché d'Odessa, compte déjà dans les marchés de l'Europe, et pèse sur toutes ses charrues. Il est bien évident que la direction des affaires de la Russie change, et passe du nord au midi; il l'est, par là même que le poids de l'empire est attiré vers la même zone. Ceci se recommande, au plus haut degré, à la prévoyance de l'Europe; mais si les conseils de la Russie l'ont prévenu, et elle paraît être sur la voie de le faire, à quoi fera-t-elle rapporter les garanties qu'elle dit vouloir pour le commerce? Il faut de plus que ces garanties

conviennent aussi au commerce de l'Europe ; celui-ci participera aux accroissemens de la Russie méridionale, comme il l'a fait pour la Russie septentrionale. Plus Archangel, Pétersbourg, Riga s'enrichissent et s'accroissent, plus la Baltique se peuple de navires de toutes les nations. Il y a cent ans, pendant l'enfance de Pétersbourg, l'Angleterre envoyait-elle dans la Baltique 3740 vaisseaux, comme elle l'a fait en 1826. Odessa, et les ports russes de la mer Noire, reçoivent-ils plus de navires qu'il n'en abordait sur ces mêmes plages, il y a cinquante ans? Eh bien, ces progrès sont destinés à croître dans la progression géométrique. Mais la mer et le commerce étant le domaine commun, les positions de nature exclusive sont des points offensifs pour tous, et surtout dans la main du fort. La modération peut être dans les esprits et dans les paroles, mais elle n'est jamais dans les choses ; celles-ci agissent toujours avec toute leur énergie et toute leur force. Quand donc l'empereur Nicolas profère des paroles de modération, il exprime les sentimens d'un homme civilisé, qui ne veut pas abuser de sa puissance, qui veut s'associer aux honneurs encore récens d'un modèle illustre. Dans cela, tout est noble,

louable; mais à côté de l'homme se trouvent les choses : celles-ci revivent avec leurs exigences. D'ailleurs ce souverain ne s'est lié par rien de formel, il n'a pris aucun engagement direct; il a bien marqué un but, mais il a gardé sa liberté sur les moyens; et ce sont elle et eux qui deviennent les légitimes sujets d'une inquiétude faite pour exciter toute la surveillance de l'Europe. En effet, supposons que la guerre mène la Russie à exiger de grands sacrifices de la part de la Turquie; supposons que la première, sous prétexte d'affranchir le Bosphore, s'affermisse sur un de ses rivages, et s'y mette en état de commander ce passage indispensable pour le reste des nations, et cela est très probable, par là même l'Euxin ne devient-il pas une mer fermée? et geolier pour geolier, s'il doit y en avoir un, les Turcs ne sont-ils pas moins fâcheux pour l'Europe que ne le seraient les Russes? On ne peut trop engager la diplomatie européenne à porter ses méditations sur cet important objet; qu'elle songe aux suites qu'aurait pour l'Europe la domination russe, étendue à la fois sur le Danube, la mer Noire et le Bosphore! Quel accroissement de pouvoir à celui déjà si grand qu'elle possède au détriment des libertés publiques

de l'Europe! Déjà celles-ci, cela est trop évident, sont annulées par la Russie sur le continent; que deviendront-elles, si à la domination continentale se joint encore la domination sur les fleuves et sur les mers? La Caspienne est interdite à l'Europe, et cernée de toutes parts par la Russie; elle intimide tous les riverains de la Baltique, elle règne exclusivement sur le nord de la mer Noire. Si avec tant d'avantages pour elle et de dommages pour les autres elle joint encore les clefs de la mer Noire, et reste maîtresse des communications de cette mer avec la Méditerranée; si, toujours libre et maîtresse de ces passages, elle peut les interdire aux autres; si par là elle jouit de la faculté de se lancer vers la Méditerranée, de tant d'accroissemens ne se forme-il pas un colosse, un géant de pouvoir, aux pieds duquel il ne reste plus qu'à tomber, qui auprès écrasera, qui au loin menacera, intimidera, et finalement rendra en Europe l'indépendance un vain mot. Que l'on y prenne garde, la Russie ne fait encore que débuter dans la carrière; elle travaille à former son cadre et à le compléter. Elle vient de s'élargir du côté de la Perse. Par ses conquêtes, dans cette direction, dans quelques marches elle est au cœur de

l'empire turc en Asie. Par l'occupation de la Valachie et de la Moldavie, elle atteint son complément vers le midi de l'Europe, et prolonge sa domination sur le Danube; il devient sa frontière. Par quelle distance en était-elle séparée au temps du czar Pierre! La voilà franchie; et si ce fleuve est passé, si le Bosphore reçoit les lois de la Russie, le cours naturel des choses ne la portera-t-il pas vers l'extrémité de la Grèce? Était-il plus facile d'arriver de Kiouff à Ismaïl, aux portes de Byzance? y est-on parvenu? pourquoi ne ferait-on pas le reste du chemin? A-t-on le pouvoir de le faire? Voilà toute la question. Eh bien, s'il existe, il agira d'après sa nature. Ne nous arrêtons donc pas à la douceur des paroles de l'empereur Nicolas, au miel étendu sur les bords du vase; voyons ce qu'il y a au fond. Sa modération est relative aux circonstances. En réduisant la Prusse à la moitié de ses domaines, Napoléon pouvait passer pour modéré, car il pouvait tout prendre : il y a à remercier, quoique avec douleur, celui qui laisse ce qu'il est maître de garder. Or, à qui appartiendrait-il de retirer des mains de la Russie ce qu'elle croirait lui convenir? Aujourd'hui, cela n'est plus donné à personne. Et

comment ce qui est déjà interdit dans l'état actuel serait-il possible quand sa position sera fortifiée, et quand celle de ceux qui se sentiront foulés par elle sera détériorée? car voilà ce qu'il faut bien se garder de perdre de vue. Chaque acquisition de la Russie, chaque poste avantageux dont elle se saisit, ajoute à l'infériorité relative du continent avec elle. C'est absolument la répétition de ce qui se passe sur mer à l'égard de l'Angleterre. Chaque point fortifié dont celle-ci s'empare est un nouvel interdit jeté sur les mers à son profit, et au détriment des autres; c'est un barrage de plus destiné à entraver, à arrêter la marche des autres, comme à rendre la sienne plus sûre et plus facile. Ce triste rapprochement entre la double servitude de l'Europe, qui sur tous les élémens ne trouve plus que des maîtres et des chaînes, est le tableau présent et douloureux de la situation du continent.

O Napoléon! tu es trop vengé par la servitude commune! Tu es mort enchaîné! l'Europe vivra comme tu es mort; sa vie à venir tend à ressembler à tes derniers instans. Tu avais su apercevoir le principe de ses souffrances, pourquoi n'as-tu pas su également ménager le remède, au lieu de l'obtenir d'une force ou-

verte, impétueuse, sans ménagement, et propre à armer contre toi ceux même auxquels tu préparais une liberté durable! Ainsi les plus vastes pensées, les vues les plus saines, l'avenir deviné avec le plus de sagacité, ne peuvent arriver au succès sans le secours de l'art; et quand on en manque, on s'expose à voir salir de noms odieux ce qui, mieux gouverné, eût mérité les hommages de l'univers.

5°. *Système de l'Europe à l'égard de la Russie.*

Il est de deux natures : permanent, et relatif aux affaires actuelles de l'Orient. Le premier résulte de l'étendue de la puissance russe, et de ses effets permanens sur l'Europe. Comme la cause est permanente de sa nature, pour lui correspondre, le système européen doit aussi être permanent : il n'admet pas un moment de relâchement ni de sommeil. Ce système est, comme nous l'avons dit, celui d'une fédération défensive, puisque malheureusement aucune puissance ne peut séparément balancer la Russie. La seule qui pourrait s'y opposer avec efficacité, celle de l'Angleterre, est d'une autre nature, et placée trop loin pour servir de barrière. Si la Russie ne peut pas

lui enlever une colonie, un comptoir, à son tour l'Angleterre ne peut pas enlever un village à la Russie. Reste donc pour toute défense à l'Europe une fédération. Nous en avons indiqué les élémens dans leur ordre et dans la ligne qu'ils doivent former. Cette fédération doit être permanente, compacte, formée sur-le-champ et sans hésitation; il ne faut pas que la Russie puisse apercevoir trop distinctement les points faibles de l'Europe, résultant surtout de la déliaison de ses parties. On s'est bien fédéré contre l'empire français; eh bien, quelque chose mille fois plus redoutable s'est formé sur ses débris. Cet empire pouvait humilier, mais il ne menaçait pas toutes les existences; il était accessible et vulnérable par mille endroits : l'Angleterre le contre-balançait. Mais où sont les points d'arrêt contre la Russie? par où peut-on l'atteindre, la blesser? où prendre les moyens de la contenir, ou de la remettre à l'ordre, s'il lui plaît de s'en écarter? La seule ressource, l'unique préservatif qui reste aux faibles libertés de l'Europe, est cette fédération. Pour la former, il ne faut pas attendre l'instant du besoin; il faut savoir aller au-devant. Il serait trop tard quand l'orage gronderait : ce n'est pas sous les coups du ton-

nerre et à la lueur des éclairs que la réflexion se forme; c'est dans les temps de calme, où l'esprit, tout entier à lui-même, voit froidement les objets, sans terreur, sans précipitation, sans rien de ce qui trouble la vue. Supposons qu'une contestation s'élève entre la Russie et l'Autriche, et leur contact devenu immédiat ne peut manquer d'en amener, l'Europe regardera-t-elle froidement abaisser l'Autriche et grandir la Russie, ou bien se hâtera-t-on de venir à son secours? Mais dans combien de temps? à quel titre, à quel prix? Sera-t-il temps de régler tout cela en face du danger? et si rien n'est préparé à l'avance, les coups les plus funestes ne seront-ils pas portés avant l'arrivée de ces tardifs auxiliaires? Cependant l'Autriche est la seule barrière solide contre la Russie; elle est la barrière naturelle et nécessaire de l'Europe. Il faut la soutenir à tout prix, sinon pour elle, du moins pour soi-même; il n'y a pas là de la générosité, mais de l'intérêt propre et bien entendu. La nécessité, l'indispensable nécessité de cette fédération est donc démontrée, comme étant la base du système politique permanent de l'Europe. Il est contenu tout entier dans ces deux mots: *opposition constante à la Russie.* Le cardinal

de Richelieu ne s'y fût pas trompé. Il fut le fondateur du système d'opposition à l'Autriche; rien ne l'arrêta, car rien ne trouble les vues nettes. Il fut chercher dans le Nord le héros de la Suède; il s'éleva au-dessus des préjugés religieux. La main qui avait renversé le dernier boulevard du protestantisme français, et qui avait triomphé de la mer même, forma du protestantisme allemand une ligue permanente contre la puissance autrichienne; aujourd'hui, on verrait le même homme remuer jusqu'aux entrailles de l'Europe, pour en faire sortir une opposition capable de contenir le torrent du Nord dans ses limites actuelles, hélas! trop rapprochées d'elles : dorénavant l'Europe n'a plus d'autre occupation. Quand Rome et Carthage en furent une fois venues aux mains, toute autre affaire cessa pour toutes les deux. Des temps semblables sont revenus pour l'Europe; elle n'a plus qu'une affaire, l'opposition à la Russie. Le moment de l'application est arrivé par l'affaire de l'Orient, et là va se trouver la pierre de touche de l'avenir; par ce que l'Europe fera dans cette immense circonstance, il est facile de juger ce qu'elle fera dans les autres. Comme nous l'avons dit, si la Russie se borne à la conquête de la Valachie et

de la Moldavie, à compléter son établissement sur le Danube, il n'y a pas lieu à intervenir. Si elle dépasse cette limite, si elle jette une seule tête de pont sur le Danube, une explosion générale contre elle doit avoir lieu en Europe. Une prise d'armes générale correspond à peine à l'étendue d'un pareil danger. La tolérance devient facilement de l'encouragement. Si la Russie trouve de l'impassibilité en Europe, nul doute qu'elle n'en conclue l'impunité pour ses entreprises ultérieures, et qu'ainsi elle ne se sente fortifiée et comme invitée pour les tenter; si, au contraire, elle rencontre une ferme et judicieuse opposition, si la part de la sûreté de l'Europe est réclamée hautement et la réclamation appuyée convenablement, nul doute aussi que cet avertissement n'ait des suites très salutaires et très rassurantes pour l'Europe. La Russie, bien avertie, apprendra à régler ses démarches sur l'attente certaine de cette opposition virile, fortifiée par l'évidence du droit et de la communauté des intérêts européens. Alors, il pourra y avoir quelque sécurité, quelque avenir en Europe; jusque là je n'en vois aucun, ou plutôt il en est un que j'aperçois trop distinctement, l'assujettissement général à la Russie. Il faut que l'Europe se

pénètre bien de cette vérité; elle peut la contrarier, l'humilier, mais seule elle peut la sauver. Qu'elle s'arrange sur cela, car elle ne peut pas avoir autre chose. Le principe du mal existe, c'est-à-dire le poids immense de la Russie; on ne peut lui rien ôter : tout se réduit donc à empêcher qu'elle ne prenne encore aux autres, et qu'elle ne finisse par tout écraser. La Russie est sur l'offensive, par la nature des choses; l'Europe sur la défensive, par la même raison. Puis donc que celle-ci est réduite à ce rôle inférieur, encore faut-il qu'elle sache le jouer et s'y tenir. S'opposer tous ensemble, ou périr un à un, telle est désormais sa destinée. Je ne l'ai pas faite, je la vois, et la lui montre dans un esprit de préservation pour elle.

6°. *De la Turquie et de la Grèce, par rapport à l'Europe.*

Laquelle des deux importe le plus à l'Europe, comme barrière contre la Russie, vers son midi oriental? Voilà toute la question. Il est convenu que c'est le côté le plus faible de l'Europe contre le colosse russe. Les cabinets ont proclamé l'intérêt qu'ils mettent à la conservation de l'empire Ottoman; ce ne sont pas

les Turcs qui les intéressent, mais la puissance qu'ils supposent pouvoir résister à la Russie. Tel est le fond de leur pensée. Dans plusieurs écrits antérieurs, j'ai examiné comparativement le mérite de cette idée; j'ai recherché s'il était vrai que l'Europe eût à attendre un secours efficace de la part de la Turquie, et cet examen m'a donné un résultat absolument contraire. D'ailleurs, comment attendre quelque secours de la part d'hommes qui débutent par dire qu'*ils sont naturellement vos ennemis!* Ne voilà-t-il pas un fondement bien solide pour une alliance? A cet égard, l'opiniâtreté de la diplomatie dans son erreur, sur l'aide que l'Europe peut attendre de la puissance ottomane, est vraiment remarquable. Elle voit le désordre affreux qui règne dans son sein, l'incivilisation qui stérilise tout, l'abrutissement des esprits, une faiblesse qui depuis cinq ans n'a pu surmonter *la faiblesse grecque*, dont 4000 soldats européens eussent triomphé; la diplomatie peut se convaincre que ce grand corps n'est plus qu'un cadavre qui a des convulsions, mais plus de vie : elle ne persévère pas moins dans son idée première. La Grèce s'offre à ses yeux avec les attributs de la jeunesse et de la cilisa-

tion : cette comparaison, qui frappe les yeux les moins clairvoyans, ne dit rien à l'esprit de la diplomatie. Dans ce moment, elle peut reconnaître la valeur de cet appui tant recommandé : les Turcs ne savent que fuir devant les Russes, et dévaster tout ce qui se trouve sur leur passage. De pareils hommes ne sont susceptibles d'aucune organisation régulière ; il faudrait les refaire pour qu'ils fussent autrement. Au contraire, les Grecs sont susceptibles de toute la civilisation européenne. Il ne faut pas aspirer à des résultats immédiats, faits pour produire une satisfaction complète à tous les besoins, je le sais; mais comme il n'y a de choix qu'entre les Turcs et les Grecs, comme un terme moyen n'existe pas, on ne peut opter qu'entre eux deux. La complète incapacité des Turcs est démontrée : adressez-vous donc à qui n'est pas frappé de la même inhabilité présente et à venir. Jamais on ne fera rien des Turcs; on peut faire quelque chose et même beaucoup avec les Grecs (1) : faites donc porter sur eux cet

(1) Voyez la lettre par laquelle le comte Capo d'Istria, président du gouvernement de la Grèce, rend compte des progrès des Grecs et de leur aptitude à apprendre. Depuis cinq ans, je n'avais pas cessé de



intérêt que vous prodiguez en pure perte à des hommes qui n'en sentent pas le prix, et qui n'y répondront jamais. Le temps développe les idées, et peut les corriger quand elles sont fausses. L'alliance européenne a débuté par confiner les Grecs dans la Morée : ce n'était pas une idée politique, mais elle était tout ce que le temps permettait; car on ne pouvait pas dire

---

l'annoncer, en répondant aux ennemis de la cause grecque, qui concluaient contre elle, de leur état passé et présent, contre leur état à venir, c'est-à-dire qui, en haine de la liberté, voulaient établir que, parce que les Grecs avaient été esclaves, ils ne pouvaient plus être libres, que, parce qu'on a vécu sous un régime qui dégrade l'homme, il ne peut plus retrouver ses facultés sous un régime propre à lui en rendre le noble usage. Peut-on mieux plaider la cause du despotisme et l'encourager? C'est lui dire: abrutissez bien les hommes, réduisez-les à un état tel, qu'ils ne puissent se relever, brisez tous les ressorts moraux; et puis vous répondrez aux désirs de liberté qu'ils pourraient concevoir et faire éclater : *Vous n'y pensez pas, regardez-vous donc connaissez-vous vous-mêmes; vous n'êtes plus susceptibles de la liberté, de prendre part à vos propres affaires; restez dans une éternelle enfance, nous avons su pourvoir à ce que vous ne puissiez marcher sans lisières.* L'Amérique a répondu à cela à coups de canon, et elle marche seule.

au Sultan, passez en Asie, et cédez la place à ceux auxquels vos ancêtres l'ont prise. Mais la guerre actuelle a donné le moyen d'un autre dénouement : si le Sultan succombe, s'il passe dans ses domaines d'Asie, que fera-t-on de ceux de l'Europe? l'y rappellera-t-on? la main qui l'aura précipité le relèvera-t-elle, le ramènera-t-elle sur le trône qu'elle aura abattu? Mais s'il refuse de le tenir d'elle, de le recevoir aux conditions qui lui seront imposées, alors que fera-t-on? laissera-t-on le territoire vacant, ou remis en dépôt entre les mains de la Russie? Quel dépositaire, grand Dieu! La porte de sortie de tant d'embarras ne se trouve-t-elle pas naturellement dans l'érection d'un état grec qui comprendrait tout le territoire ottoman d'Europe situé à la droite du Danube? Cette combinaison est toute européenne; elle n'offense et n'alarme aucun intérêt, elle étend la civilisation, agrandit la sphère du commerce de l'Europe, en un mot, elle satisfait aux désirs les plus légitimes de l'humanité, et aux besoins les plus pressans de la politique. Il n'y a point à s'arrêter au mode de gouvernement de ce nouvel état; il doit former une monarchie : si elle est attribuée à quelque membre des familles princières de l'Europe, qu'il ne soit pris

dans aucune de celles qui ont un intérêt direct aux dépouilles de la Turquie; il faut éviter ce qui peut causer des ombrages, faire soupçonner de la partialité, et retrancher à l'indépendance. Il ne faut pas gâter un grand bien, comme il arrive trop souvent de le faire, pour la satisfaction de quelques intérêts personnels et subalternes. Rarement l'Europe a eu à s'occuper d'une plus haute question, et il est bien à désirer que dans sa solution ses lumières correspondent à ses intérêts.

7°. *L'Autriche, l'Angleterre et la France, dans le nouveau système européen créé par les grandeurs russes.*

Voilà trois puissances que l'on pourrait dire étonnées de leur rapprochement. Il faut qu'il se soit opéré de grands changemens dans le monde, pour que tant de rivalités se soient effacées, et pour que tant de haines aient cédé au besoin de s'unir. Qui a créé cette nécessité? la Russie. Qui avait créé la grande coalition du Nord qui a trouvé le chemin de Paris? les grandeurs de l'empire français. Les mêmes causes doivent ramener les mêmes effets, et, à plus forte raison, l'aggravation des causes. Or,

quelle comparaison y a-t-il entre le poids dont l'empire français pesait sur l'Europe, et la pression qu'exerce sur elle la Russie ? Celle-ci servait de contre-poids à cet empire. Mais où s'en trouve-t-il un aujourd'hui contre elle ? Il ne s'agit plus de la balancer, mais de se défendre, de se garder, de se préserver; aucun, en particulier, ne suffisant plus à sa protection propre, sur le continent, celle-ci ne peut plus résulter que d'une réunion, d'une *mise commune de fonds* pour la défense commune. C'est aux forts à couvrir les faibles; c'est à ceux qui sont encore loin du danger, qui peuvent voir venir, à protéger ceux qui sont près de lui et exposés aux premiers coups; il faut qu'une assistance toujours certaine, organisée à l'avance, systématique, donne assurance et courage aux plus proches voisins de la Russie; il faut que les intermédiaires entre ces grands corps n'éprouvent pas le besoin de la peur; qu'au contraire, à l'abri de cette puissante protection, ils sentent le besoin de l'indépendance autant que les autres; mais où peuvent-ils trouver cette assurance, sinon dans une union intime avec ceux qui possèdent les moyens de résistance qui leur manquent à eux-mêmes. La prépotence de la Russie a tout changé en Europe; elle en a simplifié le sys-

tème, et l'a réduit à une seule idée, l'opposition à de nouveaux agrandissemens de sa part : tout ce qu'elle peut ajouter à ce qu'elle possède déjà est de l'ordre offensif contre la généralité de l'Europe. Toutes les anciennes querelles qui ont tant agité cette contrée ont disparu devant ce grand intérêt. Que signifierait aujourd'hui la longue lutte de l'Autriche et de la Prusse pour la Silésie? Il n'y a plus qu'une question en Europe, qu'une seule affaire : *L'occident de l'Europe sera-t-il indépendant de l'orient ?* Ainsi posée, dégagée de tout accessoire, la question présente tout l'avenir de l'Europe, et jalonne devant elle la route qu'elle doit suivre. L'alliance indissoluble de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre a été signée à Pétersbourg, lorsque cette cité est devenue la capitale politique de l'Europe, la *Rome* de nos âges. C'est une de ces unions que les hommes ne font pas, mais qu'ils trouvent toutes faites dans les choses mêmes. Ici, il n'est besoin d'aucun art diplomatique ; il ne faut que cet instinct qui appartient à tout être jaloux de sa conservation , et qui le porte naturellement à chercher dans les alliances le supplément à la force qui lui manque à lui-même. Si l'Autriche équivalait à la Russie, on n'aurait pas à

s'inquiéter de ce qui se passerait entre elles; mais, avec la prodigieuse disproportion de forces de la première, il faut la soutenir, même malgré elle, non pas pour elle, mais pour l'Europe dont elle est l'avant-mur. Aux yeux de tout homme sensé, le siége de Vienne est en permanence de la part de la Russie; mais la prise de Vienne élève des fourches Caudines pour Berlin, pour Munich; bien plus, pour *Paris* même. Quand tout sera soumis ou muet en Allemagne, quelle sera la valeur de ce que l'on fera ou de ce qui se dira à Paris? Guillaume III ne s'y fût pas mépris. Il jeta sur les grandeurs de Louis XIV un coup d'œil à la fois de lumière et d'effroi pour l'Europe; et sous sa magnanime inspiration, du fond des marais de la Hollande, d'une contrée dévastée par Louis, sortit une coalition de trente ans qui eût fait rendre à ce fier monarque un compte de sa domination aussi sévère que celui qui a été demandé de la sienne à Napoléon, si la mort de l'empereur Joseph Ier ne fût venue changer toute la direction politique du temps, et n'eût porté l'Angleterre à rompre une coalition dont le but se trouvait dénaturé par cette mort, et dont les succès, en recréant la monarchie de Charles-Quint, eussent fait pour l'Autriche, cette mo-

narchie universelle qu'on voulait empêcher la France d'acquérir par la succession d'Espagne. L'Autriche défend l'Europe contre la Russie, comme les digues défendent la Hollande contre la mer : il faut donc contribuer à l'entretien solide de cette digue, comme la Hollande travaille au maintien des siennes; si elle veut garder quelque liberté, il faut que l'Europe se pénètre de cet esprit; il faut qu'elle imite ce jeune enfant hollandais, qui, remarquant l'infiltration des eaux au travers d'une digue, s'adossa contre la brèche qu'elles y avaient faite, et s'y tint attaché jusqu'à l'arrivée du secours qu'il appelait de toute l'étendue de sa faible voix.

Dans une question de cette nature, plus que dans toute autre, la généralité et la spécialité, la théorie et l'application se trouvent séparées. Ainsi, les principes posés ci-dessus, sur l'alliance contractée entre les puissances, même à leur insu, par la nature des choses, sont incontestables : mais comment ceux qu'ils doivent guider et qu'ils concernent s'y conforment-ils? voilà ce qu'il faut examiner. Depuis la mort de M. Caning, il règne une espèce d'anarchie dans le cabinet anglais : c'est un lieu de passage traversé, mais non habité par des

hôtes passagers. Les systèmes s'y combattent; ce cabinet professe un ferme attachement pour le traité du 6 juillet; mais cette ligne est dépassée depuis long-temps sur le reste, c'est-à-dire sur le système *anti-russe*, en faveur de l'Europe. Pour savoir ce qu'il fera, il faut attendre. Sûrement, il n'y a pas deux manières de voir la question, et un ministère de quelque capacité ne sera pas embarrassé pour la faire bien comprendre chez un peuple éclairé, attentif à ses intérêts et ayant droit à une juste fierté : plus les Anglais sont loin du danger, plus ils peuvent garder le sang-froid nécessaire pour le bien apprécier. Ils ne sont point intimidés par la vue du glaive suspendu sur leur tête, comme peut l'être la Prusse; ils n'ont pas besoin de déguiser leurs craintes et leurs haines sous les apparences de feintes démonstrations d'attachement, de confiance, démenties par la nature des choses ; chez eux, la pensée peut être franche et l'action libre : celle de l'Angleterre dépend donc entièrement du choix que fera son ministère.

L'Autriche n'a point pris part au traité du 6 juillet ; elle a évité tout engagement, se bornant à des remontrances auprès du Divan, pour le détourner d'une guerre dont elle sen-

tait que les suites pourraient s'étendre jusqu'à elle. L'Autriche vient de déclarer sa neutralité; cette déclaration ne forme pas un préjugé certain sur sa conduite. On n'a pas le droit de dire à ceux qui ont des intérêts à démêler : *Je m'oppose à votre action, je prends parti pour l'un contre l'autre.* Seulement, l'intervention est de droit lorsque les dommages peuvent résulter de l'abus de la victoire. Ainsi, que la Russie, profitant de son immense supériorité, veuille écraser l'empire ottoman et se fortifier de ses dépouilles, il peut en résulter pour l'Autriche tel dommage qui lui commandera de s'y opposer; mais tant que ce dommage n'existe pas, tant que des assurances modérées sont données, l'intervention blesserait le droit. La conduite ultérieure de l'Autriche dépendra donc de celle même de la Russie : tant que ses actes seront conformes à ses paroles, l'Autriche regardera faire; s'ils s'en écartent, elle aura d'autres conseils à suivre. On doit donc regarder cette puissance comme en état d'expectative, et ne pas se presser de former des conjectures sur ses déterminations à venir. L'Autriche possède une très grande puissance militaire : les revers ne la rebutent pas, la longueur des combats ne l'épuise ni ne la

fatigue; elle passe dix, vingt ans, sur les champs de bataille, plus robuste qu'épuisée par la lutte, ménageant ses forces pour les faire durer, recommençant où elle avait fini l'année précédente; mais avec tous ces principes de force résistante, réduite à la défensive contre un ennemi puissant, dévastateur par nature, avide de butin, qu'il faut recevoir dans des provinces fertiles, et qu'il faut aller chercher dans des lieux incultes. Sous tous ces rapports, la partie n'est pas égale entre l'Autriche et la Russie : l'une a tout à gagner et rien à perdre, l'autre a beaucoup à perdre et rien à gagner; inégalité qui constitue la dépendance, indirecte, il est vrai, mais qui a aussi des effets funestes. Située au loin de la Russie, la France en est entièrement indépendante, et presque autant que l'Angleterre; mais comme celle-ci, elle est intéressée à la liberté générale. En effet, dans nos sociétés policées, liées entre elles par mille rapports, à quoi servirait une indépendance isolée, et comme insulaire, qui, en suffisant à la liberté individuelle, interdirait toute influence, toute liaison au dehors? Les *oasis* ne conviennent pas à cette espèce de sociétés; il faut qu'elles puissent rencontrer des correspondans, des

analogues; en effet à quoi répondraient des libertés qui ne rencontreraient que des esclaves? L'isolement n'est plus l'apanage de nos sociétés, c'est la communication entre elles : proposer de s'isoler, de laisser le fort se jouer, pour ainsi dire, du faible, c'est proposer un anachronisme social; cela n'est plus de notre temps. Le ministère français l'a soigneusement évité; il a demandé les moyens d'aider l'Europe, en cas de besoin, et en cela il a bien fait, il s'est montré prévoyant et européen; il a beaucoup mieux entendu et servi la France et l'Europe, que ne l'ont fait ses opposans. Ce n'est pas tout que de parler de gloire, d'honneur national, et de beaucoup de choses semblables, il faut soutenir ces belles paroles par des réalités. La France, dans cette occasion, a pris une honorable initiative au nom de l'Europe; elle a préparé des armes pour le secours commun; on ne peut lui prêter aucune vue ambitieuse dans sa position. Elle revient à l'égard de la Russie, en faveur de l'Europe, au grand rôle qu'elle a joué contre l'Autriche en faveur de l'Allemagne. Cette pensée est bien supérieure à celle qui a été exprimée à la tribune française, quelquefois même avec des formes

dures (1) : Tant mieux, a-t-il été dit, que le colosse russe prenne sa direction du côté de l'Orient. Fort bien, mais qui vous a dit que ce torrent ne rebroussera pas vers le Nord et l'Occident; qu'après s'être élargi et avoir ac-

---

(1) Des expressions de dédain, des imputations blessantes, sont soigneusement à éviter dans des discussions publiques, qui se rapportent à de grands intérêts politiques. Offenser ceux dont la coopération est indispensable, est une faute, car on ne dispose pas ainsi les esprits à une réunion dont on ne peut plus se passer. Ainsi, dans le véritable système européen, l'Autriche, l'Angleterre et la France ne font plus qu'*un;* puisque cette vérité est devenue palpable, n'est-ce pas aller contre ce que le besoin de la France elle-même réclame que de jeter des paroles de mépris ou d'insulte sur les ministres qui dirigent ces deux états? A quoi bon dire sans cesse de l'Angleterre que c'*est un peuple mercantile, qui ne fait rien sans calcul personnel,* et vingt choses semblables, qui rappellent *le Moniteur de l'empire.* Est-ce donc que chaque peuple n'est pas à l'égard des autres, dans l'état de nature, poursuivant ses intérêts par les moyens de droit? Quel peuple, quel état, est tenu de sacrifier ses intérêts à un autre, ou de s'abstenir des avantages qu'il peut légitimement acquérir? Ne voilà-t-il pas un sujet de reproches bien judicieusement choisi, que celui de sa vigilance sur ses intérêts commerciaux, adressé à l'Angleterre? Est-ce donc que le commerce est une chose vile ou immorale? Un peuple est-il tenu

quis des points d'appui vers l'Orient, il ne retombera pas avec un nouveau poids sur les occidentaux (1)? Que Rome prenne le chemin des Gaules ou de l'Afrique, disait-on à la cour de Syrie, tant mieux, elle s'éloigne de

de borner son commerce à un point donné, pour laisser aux autres le profit du reste? N'est-ce pas le commerce qui a donné à Fox le droit de répondre, au nom de l'Angleterre, au consul Cambacérès : L'Angleterre, monsieur, l'Angleterre, c'est l'univers entier. Tâchons de tenir une place dans cet univers, et cessons de trouver matière à provocations contre d'autres, dans les succès qui leur ont valu la place qu'ils occupent. Imitons, rivalisons, surpassons, s'il est possible, mais n'insultons pas. Ces locutions ont de plus l'inconvénient de prêter des armes aux ennemis du dehors et du dedans, de les autoriser à rappeler les temps et le langage révolutionnaires, et à persévérer dans des prétentions préjudiciables à la fois à la France et à l'utilité générale.

(1) Rien n'est plus propre à fausser les idées que les transpositions des attributs d'une chose à une autre qui est d'une nature différente. Ainsi, dans les discussions, on entend comparer les débordemens de la Russie aux éruptions des volcans, et ses progrès au cours de la lave qui en découle. Qu'y a-t-il de commun entre ces deux choses? La lave, matière inerte par elle-même, se renouvelle-t-elle, prend-elle une nouvelle direction après s'être portée dans une autre? On fait, par les comparaisons, agir la matière comme un être *raisonnant*

nous. Mais quand Carthage et Numance, eurent succombé, put-on prendre le chemin d'Antioche? Tant mieux, disait la jalouse Étolie, Rome fond sur Persée : celui-ci abattu, que devient l'Étolie? Il en est de même ici; se défendre en masse ou périr en détail, voilà désormais toute la science diplomatique

calculant, ayant un plan et un but. Raisonner ainsi, c'est tout gâter. Il faut mettre sur la même ligne un autre beau raisonnement, d'après lequel on dirait que les armées russes ressemblent à une somme d'argent, qui, une fois dépensée, ne se renouvelle plus, et laisse vides les mains de celui qui la possédait. Laissez les Russes dépenser leurs armées en Orient, entend-on dire à beaucoup de personnes; comme s'il n'était pas de la nature des armées de se renouveler, comme si les états n'en avaient pas les moyens. La bataille de Cannes empêcha-t-elle Rome de refaire l'armée qui vainquit à Zama. L'Autriche, battue depuis 1792, en avait-elle moins en 1809 cinq cent mille hommes sous les armes? La bataille de la Moskowa a-t-elle ôté à la Russie les moyens de reformer l'armée qui est venue à Paris, et celle qui marche à Constantinople? L'expérience constante n'a-t-elle pas appris que plus un peuple fait la guerre, plus il peut la faire? C'est ce qui aurait lieu de la part de la Russie à l'égard de l'Europe. Loin d'être affaiblie par sa guerre d'Orient, elle en reviendrait plus forte contre l'Occident. *Principiis obsta :* cela est aussi vrai en politique qu'en morale; malheu-

de l'Europe. *Amis à Bréda, frères ici, disait à La Haye le chevalier Temple, au grand pensionnaire de With,* proportionnant son langage aux intérêts qui commandaient de resserrer de plus en plus les liens entre l'Angleterre et la Hollande. Il faut faire de même

---

reusement on voit que trop souvent la politique n'est guère mieux traitée que la morale.

D'autres disent : *Eh bien! soit, la Russie est vraiment le fort armé, mais elle n'a pas de finances.* D'accord, si vous entendez par là que les finances de la Russie n'équivalent pas à celles de la France et de l'Angleterre; mais a-t-elle besoin de finances aussi abondantes? Quels sont les prix respectifs de tous les objets dans ces divers états? Si l'on peut entretenir *trois* soldats russes avec ce que coûte *un* soldat anglais, la Russie n'a plus besoin que du tiers de la finance anglaise. De même pour la marine : un vaisseau anglais coûte autant que quatre vaisseaux russes. Dans l'état actuel, les finances russes suffisent-elles à l'entretien de cette armée, trop juste effroi de l'Europe? La Russie a-t-elle des hommes qui ne coûtent rien à ses finances? a-t-elle des chevaux, du fer, de la toile, du bois, du blé, du bétail en abondance, en un mot, tout ce qui fournit à l'armement et à l'entretien d'une armée? Les armées qui ont le plus conquis avaient-elles des finances? Où était la finance de la Convention, du Directoire et du commencement de l'Empire? Celui qui a le plus de fer ne finit-il point par avoir l'argent des au-

ici : les grandeurs russes ont peuplé l'Europe de frères intéressés à la même cause, et la nécessité a fait ce que toute l'habileté diplomatique n'aurait pu produire. Loin de nous, loin cette politique rancunière qui ne permet pas de proférer le nom de l'Angleterre sans un

tres : les riches sont conservateurs, les nécessiteux sont conquérans des jouissances dont ils voient les autres en possession. Mais, ajoutent d'autres quiétistes, laissez la Russie s'étendre, elle se partagera : l'étendue amènera la dissolution. Que l'on montre donc comment se brisera cette masse compacte renfermée dans le grand carré formé par la Vistule, la chaîne des monts qui s'élèvent entre l'Europe et l'Asie, la mer Glaciale et la mer Noire. Laissons là toute la partie asiatique de cet empire; il tiendra encore à la Russie d'Europe pendant des siècles; mais en quoi la scission soulagera-t-elle le continent européen de la pression qu'exerce sur lui la Russie? Aucun état n'est moins susceptible de partage ou de scission que la Russie. Son territoire forme une masse compacte, sans aucune lacune; la religion, les mœurs, le langage, l'obéissance, tout y est identique; le sol n'offre pas de ces barrières naturelles qu'ont la France et l'Allemagne avec la *Loire* et le *Danube*. Au lieu qu'en Russie tout se tient, tout est lié, tout, pour user d'une locution vulgaire, est d'une pièce. Entre les chimères dont on peut aimer à se bercer, pour se dispenser d'agir convenablement à l'égard de la Russie, celle de son partage mérite d'occuper un premier rang.

cortége obligé de paroles envieuses, dépréciatrices, reprochantes. Il n'y a plus à songer qu'au bien qu'on attend d'elle, et à oublier le mal qu'elle a pu faire. Ne lui en a-t-on pas fait aussi, et quelle utilité aura le temps consumé dans cette hostilité routinière? quel amendement apportera au danger commun le rappel des torts de l'Autriche? Qu'elle s'en tire, a-t-on dit, puisqu'elle l'a voulu. Sobieski ne demanda pas si l'Autriche n'avait jamais offensé la Pologne, il ne s'informa point si Léopold serait reconnaissant ou ingrat; il vit le danger, il marcha droit à Vienne, et, dans ses murs, il sauva l'Allemagne. Voilà le modèle pour les grandes affaires. On a parlé d'isolement pour la France; on a dit, en usant du langage du temps, *Plaçons-nous sur le terrain de la Charte, rentrons dans la Charte, ne sortons plus de la Charte.* Respect, fidélité, accroissement à nos institutions, rien de mieux; mais la Charte ne sauvera pas Constantinople, ni la Grèce ni l'Europe; elle nous donnera beaucoup, sans doute, mais elle n'ôtera pas à la Russie un pouce de toute terre qu'elle voudra conquérir et retenir au détriment commun : or, c'est à cela qu'il faut obvier, et contre quoi il faut se préparer. Si nous avons

tant de peine à défendre la Charte, jugez comme la Charte nous défendrait contre la Russie.

Je ne m'arrêterai pas à l'examen de l'opinion sur le partage de la Grèce; c'est une chimère démentie par la carte de Géographie. La Grèce ne peut être qu'*une;* sa configuration exclut la divisibilité, et dans ce dernier état, à quoi servirait-elle à l'Europe, à ses propriétaires mêmes, sinon à créer des sujets de querelles, là où il n'y en a déjà que trop. La Turquie d'Europe doit rester turque ou devenir grecque depuis le Danube jusqu'à la pointe de la Morée. La raison, la saine politique, ne peuvent pas s'arrêter à une autre combinaison. Dans la supposition d'un partage, la partie continentale de la Grèce serait partagée entre l'Autriche et la Russie, les îles entre la France et l'Angleterre. Mais à quoi répondraient ces accroissemens parallèles? Il y aurait la Turquie de moins et pas une puissance de plus. On sent fort bien comment l'Angleterre, avec sa supériorité maritime, garderait les postes maritimes qu'elle s'attribuerait; mais on voit également comment, avec son infériorité maritime, la France perdrait ceux qui lui seraient attribués : l'une serait un possesseur permanent, et l'autre un possesseur passager, et comme viager. Il y a trop d'inégalité

entre les deux puissances maritimes, et toute colonie appartient de droit à la supériorité navale; c'est l'*a*, *b*, *c*, de cette science. La France ne garderait donc ces possessions que jusqu'à sa première querelle avec l'Angleterre, et alors elle se verrait obligée de les remettre à sa rivale, comme elle a fait pour toutes celles qu'elle a possédées en si grand nombre en Amérique et en Asie. L'Angleterre s'y est portée sa légatrice universelle; elle reviendrait encore à cette hérédité en Grèce, après avoir laissé à la France le soin de s'établir dispendieusement dans ces colonies, de les fortifier pour les lui remettre ensuite à elle-même dans un état propre à lui en faciliter la possession éternelle. N'est-ce point ainsi qu'a fini toute la colonisation française? et, dans cet état de choses, est-ce la peine d'y revenir?

Résultat de la guerre de l'Orient pour la Grèce.

Ce résultat peut être de deux espèces; il dépend en partie de la détermination de la Turquie, et de l'issue que la guerre aura pour elle. Chose singulière! il peut arriver que la Turquie, bien contrairement à ses intentions, contribue elle-même à la formation du grand

état grec, que réclament les besoins de l'Europe. Cela dépendra de la manière dont elle conduira la guerre, soit comme constance, soit comme habileté et virilité. Si les faits répondent aux apparences, et que, brisé au premier choc, cet empire si précieux aux yeux de la diplomatie, se montre tel qu'il est, c'est-à-dire un cadavre incapable de reprendre vie, il est possible que de cette épreuve de sa faiblesse il sorte enfin une heureuse lumière qui éclaire les cabinets, et qui les porte à renoncer à une illusion qu'ils ont caressée trop long-temps. Mais en écartant cette hypothèse, comme trop favorable et trop éloignée de l'esprit actuel de la diplomatie européenne, la guerre actuelle ne peut manquer d'assurer la liberté de la Grèce, telle que l'on a en vue de la former. Ce résultat arrivera par la paix comme par la guerre, et par la guerre comme par la paix. En effet, en cas de paix, les trois puissances la feront reconnaître; en cas de guerre, elles expulseront les Turcs du territoire grec. Les Turcs, occupés à défendre Constantinople, n'auront pas de forces disponibles contre la Grèce; les alliés forceront Ibrahim-Pacha à retourner en Égypte, ou bien ils le chasseront les armes à la main. S'il s'élève vers le nord de la Grèce, pour join-

dre son corps d'armée à celle des Turcs, alors la Morée est abandonnée par les Turcs, et les Grecs s'y établissent sans coup férir. Le même résultat a lieu, si Ibrahim évacue la Morée, en conséquence de quelque arrangement fait à Alexandrie, et il n'a rien de mieux à faire; le résultat est le même, la libération de la Morée. Une liberté quelconque est donc assurée à la Grèce; c'est le fruit du traité du 6 juillet, et de la bataille de Navarin. Si Ibrahim avait reçu et conservé intacts les renforts envoyés par son père, la ruine de la Grèce était consommée; elle ne pouvait rien opposer au développement des forces qui allaient l'assaillir. Heureusement le traité de Pétersbourg lui avait assuré des vengeurs; le grand coup frappé à Navarin a brisé l'arme qui menaçait la Grèce. Si tout le bien ne se fait pas à son égard, du moins les grands maux auront pris un terme; et si l'on n'a pas à célébrer un triomphe complet, il y aura à remercier pour les consolations données : du moins, comme a dit le comte Lainé, la conscience du genre humain aura reçu quelques apaisemens.

POST-SCRIPTUM.

Les écrits politiques ne sont pas sujets aux mêmes rigueurs que les ouvrages d'imagination, ou que ceux qui sont seulement des produits de l'esprit : dans ceux-ci, le sujet doit être envisagé dans son ensemble, et développé dans toutes ses parties. Là, il y a des bornes certaines et fixes, qui sont celles mêmes du sujet, en-deçà et au-delà desquelles on ne doit pas rester. Il n'en est pas de même des écrits politiques qui ont pour objet des faits particuliers : tant que ceux-ci ne sont pas arrivés à leur terme nécessaire, l'écrit qui en traite est susceptible d'additions. En tout, le succès est un favorable apologiste, très propre à concilier la confiance. Quand les évènemens justifient les prédictions, ils servent de garantie pour la justesse de ces annonces, et pour celle des théories renfermées dans l'ouvrage même ; c'est ce qui nous porte à joindre un *post-scriptum* à celui-ci. Le sujet en est trop important pour

que nous n'ayons pas le désir de le développer jusqu'au terme que l'impression même de cet écrit nous permet d'atteindre, et de lui concilier par ce rapprochement des annonces qu'il contient avec leur accomplissement, la confiance propre à faire adopter les vues qu'il renferme. Depuis six ans que nous avons commencé à écrire sur les affaires de la Grèce, nous n'avons pas cessé d'énoncer la certitude d'une guerre entre la Russie et la Turquie, malgré la persévérance des efforts des cabinets pour l'écarter. Le traité d'Ackermann ne nous a jamais paru qu'un ajournement qui cachait pour un peu de temps une explosion inévitable. Ce traité même, eût-il été conclu avec sincérité par la Turquie, n'atteignait pas le fond du litige toujours subsistant entre les deux états : celui-ci est dans la nature des choses, c'est-à-dire dans le poids dont la Russie pèse sur la Turquie. Depuis cent ans, la première s'avance vers la seconde ; elle grandit, et la Turquie décroît. Tant que, de part et d'autre, on a été à distance, le fardeau a été supportable : rapproché au point où il est aujourd'hui, il est devenu accablant. C'est pour le secouer, c'est par le sentiment des maux qu'il cause, que le Sultan s'est insurgé : tout son ma-

nifeste se réduit à ces simples mots : La Russie m'écrase, je ne puis plus rester dans cet état d'oppression. C'est dans cette généralité de vue qu'il faut envisager cette question : qu'on apaise la querelle présente, demain par les mêmes causes il en naîtra une autre. C'est l'histoire des trois guerres puniques se succédant, malgré toutes les solennités pacifiques, parce qu'il y avait quelque chose au-dessus de celles-ci, l'incompatibilité naturelle de Rome et de Carthage. Dans tous nos écrits antérieurs, comme dans celui-ci, nous nous sommes attachés à faire ressortir la faiblesse, l'impuissance, la nullité de l'empire Ottoman. L'épreuve était faite par l'impossibilité où il s'était trouvé de réduire les Grecs, que trois mille soldats européens eussent soumis ou exterminés. La guerre actuelle complète la démonstration de cet affaissement de la Turquie; elle n'a pas pu montrer une armée digne de ce nom : quelques-unes de ses places se sont défendues, d'autres ont ouvert les portes. Les Turcs se battent bien à l'abri des murailles; c'est l'usage des Orientaux, des Africains et des Espagnols; mais en rase campagne, incapables de mouvemens réguliers, ils ne tiennent pas, et leur retraite est toujours une déroute:

Comme nous l'avions dit, l'armée russe est assez forte pour faire à la fois les siéges, les blocus, et pour marcher en avant; c'est ce qu'elle exécute en ce moment : par les siéges et la prise des villes, cette armée s'ouvre un large passage et s'assure des communications et une retraite en cas de malheur. Tout est difficile dans un pareil pays, que l'incivilisation a presque réduit à l'état sauvage. Aussi avance-t-on lentement, mais solidement. La flotte de Sébastopol, commandée par un Anglais, l'amiral Greig, appuie les opérations de la grande armée, et entretient l'abondance parmi elle, en protégeant l'arrivée des convois. Cette flotte peut se porter sur tous les points de la côte de la mer Noire, soit en Asie, soit en Europe; elle peut jeter des troupes sur les derrières de la position de Schumela, dont les Turcs font des Thermopiles, mais qui, en eux, ne reverront plus de Léonidas. C'est lorsque l'armée russe approchera de Constantinople, que se révélera toute l'importance de la possession de la côte septentrionale de la mer Noire par la Russie; c'est alors que l'on connaîtra l'étendue des avantages qu'elle lui donne sur la Turquie. Il a été dit que le Sultan s'était mal à propos flatté de mettre ses sujets

en mouvement au nom de la religion ; celle-ci a perdu en Turquie ses anciens stimulans, comme elle les a perdus à peu près partout. Les guerres saintes ne sont plus de notre âge ; partout on a bien de la peine à faire des soldats avec les exigences de lois sévères ; le Grand-Turc n'a pas trouvé beaucoup de *volontaires* disposés à se faire tuer pour l'honneur du Prophète : le drapeau de celui-ci, jadis fort révéré, a perdu sa vertu, comme les anciens oriflammes ont perdu la leur. Le Sultan est réduit à se faire des défenseurs avec les hommes ramassés dans les égouts de la capitale, ou fournis par de minces contingens asiatiques. Si l'armée russe peut aborder cette masse incohérente, on verra ce qu'est cette populace armée, sans discipline, sans honneur, sans chefs expérimentés, sans plans calculés, en un mot, sans rien de ce qui constitue une armée capable de défendre un état.

Une nouvelle flotte russe a franchi le Sund et cingle vers l'Archipel. Va-t-elle relever la flotte qui y est entrée depuis un an, ou bien la renforcer ? Cette addition formerait une complication nouvelle dans une affaire qui déjà en est beaucoup chargée.

Après beaucoup de tâtonnemens, une expé-

dition française est résolue, et doit partir de Toulon. Là se trouvent deux choses que nous avions annoncées : 1° que la Morée serait remise à la Grèce, soit par l'évacuation volontaire qu'en ferait Ibrahim, soit par son expulsion. La voie du blocus ayant paru insuffisante ou trop longue, on a recours à la force. L'emploi de ce moyen a sûrement été précédé par des négociations à Alexandrie, pour amener le pacha à rappeler son fils ; elles ont dû rester infructueuses, puisque dans ce moment on doit agir à main armée ; ainsi la libération de cette partie de la Grèce est assurée, et le traité du 6 juillet sera rempli. Les Turcs sont trop occupés du côté du Danube pour porter secours à celui qui s'était sacrifié pour venir au leur. Encore quelque temps, et il ne sera plus question d'Ibrahim-Pacha, ni de cette déportation vraiment singulière de Nègres et d'Arabes dans une contrée de l'Europe. 2° Il était bien évident que toute expédition sur le continent de la Grèce retomberait à la charge de la France ; c'est la nécessité de son alliance avec deux puissances assez fortes pour donner des ombrages à tout le monde. Cette théorie a été développée dans un ouvrage antérieur(1),

(1) *Existence de l'Europe à l'égard de la Grèce*, par

au sujet des garanties à donner au nouvel état de la Grèce. La France seule peut en être chargée, précisément parce qu'elle est la plus faible des parties alliées. Quant à l'avenir, il dépend absolument de la volonté de l'empereur de Russie. Il paraît qu'à Londres et à Vienne on attend avec un égal stoïcisme ce que ce prince fera, ce qu'il annoncera de projets à venir, ce qu'il pourra rencontrer d'obstacles, en un mot, il semble qu'un système d'expectative générale est enraciné dans les cabinets, en les livrant à la merci des évènemens, placés qu'ils sont en arrière d'eux et non pas en avant, quoique ce soit là leur place naturelle.

En Europe, aujourd'hui, la scène politique est occupée par la Russie; tout le reste est comme au parterre, attentif aux mouvemens de l'acteur principal, et réglant son action propre sur la sienne. Ce n'est un poste ni de dignité ni de sûreté. Les états, comme les individus, augmentent leurs forces en les exerçant. La Russie fait plus que compenser les pertes inévitables de la guerre, par l'instruction que ses armées acquièrent, et par les avantages dont elle va s'assurer. Si le grand-visir

M. de Pradt. 1 vol. in-8°; prix : 5 fr. Chez Pichon et Didier, libraires, quai des Augustins, n° 47.

a, comme on l'a dit, cherché à tempérer la douleur du Sultan pour la prise de Braïlow, par l'exposé du grand prix auquel les Russes ont acheté cette conquête, il n'a fait que parodier la manière dont *Olivarès* annonça la révolution du Portugal à Philippe IV. Mais les détours dictés par la crainte ou par la flatterie, toujours en usage dans les cours, n'arrêteront pas plus la marche des Russes, qu'ils n'arrêtèrent les progrès insurrectionnels qui ont placé sur le trône la maison de Bragance. Dans le cours de la guerre de la révolution, les Autrichiens, continuellement battus dans la Belgique et sur le Rhin, disaient par forme de consolation et d'excuse pour leurs malheurs, enfans de leurs maladresses : *Nous verrons dans les états héréditaires; c'est là que nous les attendons.* Combien de fois ceux qui les avaient vaincus hors de ces états héréditaires, ont-ils su en trouver le chemin? et à Austerlitz, à Wagram, à Znaim, qui était maître dans les états héréditaires. Dans peu, on verra qui sera le maître en Europe, quand d'un côté l'on aura agi, et quand de l'autre on se sera borné à observer. Dans les cabinets, cela s'appelle de la sagesse, de la mesure; dans l'Histoire, cela portera un autre nom.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

SECONDE PARTIE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



